

PLAN GENERAL DE COORDINATION DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994

REHABILITATION ECOLE JULES FERRY ET CREATION COEUR DE VILLAGE 2 COMMUNE DE SANGUINET

Indice	Date	Phase		Modification	Émission	Contrôle
		Conception	Réalisation			
A	15/07/2024	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Création PGC SPS	M. Thierry Van Oost	M. Paul-Henry Lavisse
B	17/12/2025	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Intégration opération école Jules Ferry en continuité de l'opération Cœur de village 2 – opération dans le même périmètre.	M. Thierry Van Oost	M. Paul-Henry Lavisse

TABLE DES MATIERES

1.	Renseignements administratifs propres à l'opération	8
1.1	Localisation et description des existants	8
1.2	Description de l'opération.....	11
1.3	Intervenants	13
1.4	Organismes officiels de prévention :	14
1.5	Service de secours d'urgence :	15
1.6	Registres réglementaires.....	16
1.7	Textes réglementaires	16
2.	Mesures generales d'organisation et de coordination du chantier arrêtés en concertation avec le coordonnateur sps.....	17
2.1	Autorisations administratives.....	17
2.1.1	Dispositions particulières	17
2.1.2	Réseaux existants	18
2.1.3	Travailleur détaché / Lutte contre le travail illégal.....	18
2.1.4	Sous-Traitance.....	19
2.2	Conditions d'accès et contrôle d'accès	19
2.2.1	Environnement et Servitude	19
2.2.2	Dispositif de contrôle d'accès.....	19
2.2.3	Horaires de Travail	21
2.2.4	Accueil et Informations du personnel	21
2.2.5	Equipement de Protection Individuel (E.P.I.)	21
2.2.6	Visite du Chantier par des Tiers.....	22
2.3	Installation et Organisation générale	22
2.3.1	Plan d'Installation de Chantier (P.I.C.).....	22
2.3.2	Travaux préparatoires et Entretien Divers durant le chantier.....	23
2.3.3	Installation électrique.....	26
2.3.4	Alimentation / Branchement en Eau.....	27
2.3.5	Raccordement des Eaux usées	28
2.3.6	Cantonnement	28
2.3.7	Circulation / Signalisation.....	29
2.3.7.1	Circulation à l'extérieur du chantier	29
2.3.7.2	Circulation dans l'emprise du chantier	31
2.3.7.3	Desserte des piétons / riverains / Accès aux commerces et activités	31
2.3.7.4	Signalisation.....	31
2.3.8	Stockage	32
2.3.9	Approvisionnements	32
2.4	Présence de Matériaux ou Matériels à Risques Particuliers.....	33

2.4.1	Pollutions des sols	33
2.4.2	Amiante	33
2.4.3	Plomb	36
2.4.4	Matériaux contaminés	39
2.4.5	Matériaux radioactifs	39
2.4.6	Engins de guerre	39
2.4.7	Cavités souterraines	39
2.4.8	Travaux à proximité d'ouvrages électriques ou gaz	39
3.	MESURES DE COORDINATION DEFINIES PAR LE COORDINATEUR	41
3.1	Voies ou Zones de Déplacement ou de Circulation Horizontale ou Verticale	41
3.1.1	Travaux à l'échelle / escabeau	42
3.1.2	Utilisation et conduite des véhicules et des engins de chantier (y compris plateforme élévatrice)	42
3.1.3	Dispositifs particuliers pour faciliter les circulations	43
3.2	Conditions de manutention des matériaux et matériels / Moyens de Levage	43
3.2.1	Levage Manuel	43
3.2.2	Gestion des Approvisionnements	43
3.2.3	Interférence des Appareils de Levage	43
3.2.4	Appareil de Levage	44
3.2.5	Stabilité des Grues	44
3.3	Aménagement des zones de Stockage et Evacuation des Matériaux notamment des Matériaux Dangereux	45
3.3.1	Conditions de Stockage, d'Elimination ou d'Evacuation des Déchets	46
3.3.2	Matériaux / Produits Dangereux	46
3.4	Installation Électrique / Risque Electrique	46
3.4.1	Vérification des installations	47
3.4.2	Habilitations Electriques	47
3.4.3	Travaux Electriques Sous et Hors Tension (Réhabilitation)	48
3.4.4	Travaux d'Electricité de Mise Hors-Tension d'une Zone de Travaux	48
3.4.5	Travaux de Branchement Electrique / Risque d'Electrisation	48
3.5	Les mesures prises en matière d'interaction sur le site	48
3.5.1	Note sur protection collective	48
3.5.2	Mutualisation des moyens définis en concertation avec MOE et MOA	50
3.5.3	Travaux et Contraintes Spécifiques	51
3.5.4	Préconisation par lot	55
4.	LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC LES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE OU A PROXIMITE DU CHANTIER 62	
4.1	Contraintes du Site	62
4.2	Dispositions à prendre	62
4.3	Préconisations particulières liées à l'activité du site	63
5.	LES MESURES PRISES, POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE	66

5.1	Installations de chantier	66
5.1.1	Cantonnements	66
5.2	Nettoyage et Gestion des Déchets	67
5.3	Démarche environnementale.....	67
5.4	Mesures de sauvegardes en cas de carence.....	68
6.	LES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISATION DES SECOURS	68
6.1	GENERALITES.....	68
6.2	REPERAGE DES LIEUX – SIGNALISATION	69
6.3	TELEPHONE DE SECOURS	69
6.4	MATERIEL DE SECOURS	69
6.5	SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL.....	69
6.6	TRAVAIL ISOLE	69
6.7	PROTECTION CONTRE L'INCENDIE.....	70
6.8	SECURITE CIVILE (Déminage).....	70
7.	LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRISES	70
7.1	ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE.....	71
7.2	VISITE D'INSPECTION COMMUNE	72
7.3	DISPOSITIONS PRISES CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL.....	72
7.4	ENTREPRISES TITULAIRES DU LOT	72
7.4.1	ROLE DU PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).....	72
7.4.2	CONTENU DU PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (DEFINI PAR LES ARTICLES R.4532-63 A R.4532-70)	72
7.4.3	ADDITIFS DU P.P.S.P.S.	73
7.4.4	MODALITES DE TRANSMISSION DU P.P.S.P.S.	73
7.5	SOUS-TRAITANTS.....	74
7.6	Intérimaires	74
7.7	PRET DE MAIN D'ŒUVRE.....	74
7.8	TRAVAILLEURS INDEPENDANTS.....	75
7.9	PENALITES	75
7.10	Recensement des accidents du travail	75
8.	ANNEXES	76
9.	Liste des Lots & des Entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	76
10.	Document Harmonisé des Organisations de Livraison (DHOL)	77
10.1	Fiche « En Cas d'Accident »	81
10.2	Décret du 8 janvier1965 modifié par décret du 6 mai 1995 (base vie)	82
10.3	Notice d'Accueil et de Formation à la Sécurité	83
10.4	Bordereau de Suivi des Déchets de Chantier	84
10.5	D.I.U.O. Bibliothèque d'éléments à fournir par les entreprises	86
	86

PREAMBULE

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant **de l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou **la succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

L'entreprise **titulaire** tiendra à jour un exemplaire du PGC sur le chantier à disposition.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Additif : Le PGC est mis à jour notamment via les CR du RJC

Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitantes) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).

PRINCIPE GENERAUX DE PREVENTIONS

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail Applicables aux opérations de construction de bâtiment et de génie civil.		MOA / MOE / CSPS	Entreprise	Travailleur Indépendant
1	Eviter les risques	X	X	X
2	Evaluer les risques qui ne peuvent être évités	X	X	X
3	Combattre les risques à la source	X	X	X
4	Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,		X	
5	Tenir compte de l'état d'évolution de la technique	X	X	X
6	Remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou par ce qui l'est moins	X	X	X
7	Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants	X	X	
8	Prendre des mesures de protections collectives en leur donnant la priorité sur les mesures de protections individuelles	X	X	
9	Donner des instructions appropriées aux travailleurs		X	

NOTA : Ce document extrait du Code du travail est la base même de la prévention des risques humains, que tout intervenant à l'acte de construire doit connaître et mettre en œuvre constamment.

1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS PROPRES A L'OPERATION

1.1 Localisation et description des existants

Le projet est situé sur la commune de Sanguinet (40)

Type de bâtiment :	Immeuble collectif d'habitations	R+1 + 1 niveau de combles Sous-sol : Non précisé	Nb de logements : espace socio culturel et logements sociaux
	Date permis de construire : 1970		
Occupation du site	Travaux avec logements occupés à proximité		
Situation du bâtiment :	Mitoyen	Zone urbaine	
Réseaux avoisinants :	Réseaux aériens :	Oui	Type : Télécom / Electrique
	Réseaux enterrés :	Oui, voir DT / DICT	
	Eau / Gaz / Electricité		
A proximité du bâtiment :	Commerce / Bureaux / ERP : Oui	Etablissements scolaires : Oui	Etablissement de santé : Oui
	Travaux à proximité :	Non communiqué à ce jour	Commentaires :
	Une concertation entre Maîtres d'Ouvrages devra être réalisée pour les travaux		
	Autres particularités : /		
Voiries d'accès à la parcelle :	Restrictions de circulation : oui Tonnage, largeur, sens, impasse, hauteur...	Stationnement : Stationnement à proximité Stationnement à préciser dans le PIC et PPSPS	
Autres Accès possible :	S.O.		

L'accès sécurisé aux logements et aux commerces est à maintenir lors des travaux et des approvisionnements / livraisons.





1.2 Description de l'opération

Nature de l'Opération	Type de Bâtiment	Type de passation des marchés	Type de marché
Construction neuve	Espace culturel	Entreprise Générale	Marché Public
Déroulement en 1 seule tranche	500 < effectif < 10 000	Opération de niveau 2	
Déclaration préalable	<p>A établir par le Maître de l'Ouvrage et à transmettre aux organismes de prévention au moins 30 jours avant le démarrage des travaux.</p> <p>Pour la tenue du Registre Journal, le Maître de l'Ouvrage adresse au C.S.P.S. une copie de la déclaration Préalable et une copie des bordereaux d'envoi du dudit document aux organismes officiels de prévention : Inspection du Travail, CARSAT, et O.P.P.B.T.P</p>		
Date prévisionnelle de démarrage des travaux	Durée prévisionnelle	Effectif prévisionnel moyen	Nombre prévisionnel d'entreprises
Septembre 2024	<p>16Mois</p> <p>L'opération se déroulera en 4 phases distinctes :</p> <p>Durée : 3 mois de Octobre 2024 à Décembre 2024</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation des travaux de désamiantage et de démolition <p><u>Périmètre chantier :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Clôture de toute la parcelle y compris du bâtiment Jules FERRY. - Entrée chantier par le passage existant entre le bâtiment Jules FERRY et l'école maternelle. - Sortie Rue du château d'eau par l'entrée école maternelle. <p>Accès pompier : ruelle entre école maternelle et bâtiment périscolaire conservés.</p> <p>Durée : 9 mois de Janvier 2025 à Septembre 2025</p> <ul style="list-style-type: none"> - Montage d'une grue à tour pour toute la durée du Gros Œuvre 6 mois de Janvier 2025 à Juin 2025. - Grue mise à disposition des CES pour approvisionnement des CES : 2 mois Juillet et Aout 2025. - Grue équipée de tous les dispositifs de gestion des zones à risques et notamment l'interdiction de survol des charges au-dessus de l'école élémentaire. - Réalisation de l'ensemble des travaux de Gros Œuvre sauf zone jonction avec bâtiment périscolaire qui servira d'accès pour la réalisation des travaux de VRD de la cour. <p><u>Périmètre chantier :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Déplacement de la clôture Nord le long de la façade sud du bâtiment Jules FERRY 	20	14

	<ul style="list-style-type: none"> - Condamnation de la voie accès pompier entre école maternelle et bâtiment périscolaire - Entrée chantier par le Nord de la parcelle côté bâtiment Jules FERRY - Sortie Rue du château d'eau côté bâtiment Jules FERRY - Accès le long des façades du bâtiment Jules FERRY de 1,5 m de large maintenu. <p>Durée : 2 mois de Octobre 2025 à Novembre 2025</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation des travaux de VRD dans la venelle et des travaux à l'intérieur du bâtiment. - Montage d'un échafaudage sur toute la périphérie du bâtiment pour les travaux d'enduit et d'habillage des façades. <p>Périmètre chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identique à la phase précédente. - Accès chantier : identique à la phase précédente. <p>Accès pompier : identique à la phase précédente.</p>		
Réhabilitation école Jules Ferry Mi-février 2026 -fi juillet 2026	<p>LOT n°1 - GROS ŒUVRE – DEMOLITION – VRD</p> <p>LOT n°2 - CHARPENTE – COUVERTURE – ZINGUERIE</p> <p>LOT n°3 - MENUISERIES EXTERIEURES BOIS</p> <p>LOT n°4 - REVETEMENT DE FAÇADE</p> <p>LOT n°5 - PLATRERIE – ISOLATION – DOUBLAGE – FAUX PLAFOND</p> <p>LOT n°6 - MENUISERIE INTERIEURE BOIS</p> <p>LOT n°7 - PEINTURE – REVETEMENTS DE SOL SOUPLE</p> <p>LOT n°8 - ELECTRICITE</p> <p>LOT n°9 - PLOMBERIE SANITAIRE – CHAUFFAGE – VMC</p>	12	13

Les prestations du présent marché sont décomposées comme suit :

1 lot unique de travaux / marché global de performance pour Cœur de village 2 et 9 lots pour la réhabilitation Ecole Jules Ferry

Voir en annexe 9.1 du présent PGC la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.

Les travaux ont pour objet :

Réhabilitation école Jules Ferry

Cœur de village

Marché public global de performance pour la conception, la réalisation, l'exploitation technique et la maintenance pour la création du projet cœur de village 2 a Sanguinet comprenant une école maternelle, des locaux associatifs, une halle, un auditorium et un bureau d'information touristique

1.3 Intervenants

Maître d'ouvrage :
SANGUINET
landes - aquitaine

Ville de Sanguinet
1 place de la Mairie,
40460 Sanguinet

Représentant :
Adrien TORDEUR
Chargé d'opérations

Mail : operations@sanguinet.fr

Tél : 06 16 87 46 23

GROUPEMENT



Entreprise Générale
OPC Mandataire du Groupement

Est SAS DAUDIGEOS
109 Route de Lange
40110 Morcenx La Nouvelle
Tél : 05 58 07 82 78
daudigeos@daudigeos.com

M Frédéric CAZEAUX, président

ARCHITECTE



Monsieur SOMMIER
374 Allée du Pescadou – 40460 Sanguinet – Tél : 06 72 74 60 32

APAVE SUDEUROPE SAS

BUREAU DE CONTROLE :
ZI Mi-Carrère – 40000 Mont-de-Marsan – Tél : 05 58 75 34 62 / Tél : 06 15 84 06 76



Architecte
Co-traitant

Ets TETRAKTYS Atelier
40460 SANGUINET
Siège social : 4, Rue Claude Chappe
02100 SAINT QUENTIN
Tél : 03.23.64.22.64
architectes@tetraktysatelier.com

M Fiorenzo SONCIN, gérant



Paysagiste concepteur DPLG
Co-traitant

Ets ROUGE BORDEAUX Urbanisme & Paysage
15 rue Montesquieu
33500 LIBOURNE
Tel : 05 57 74 53 05
contact@rougebordeauxpaysages.fr

M Anselme ARNAUD, gérant



Bureau d'études techniques
Co-traitant

Ets ODETEC

Agence de Bordeaux
4 rue Montfaucon
33800 BORDEAUX
Tél. : 05 35 54 57 06
contact@odetec.fr

M Benoit MELOT, directeur général



BE acoustique et vibrations
Co-traitant

Ets LASA

30, rue Saint-Sernin 33000 BORDEAUX
Siège : 26, rue Bénard 75014 PARIS
Tél : 06 28 30 23 37
contact@lasa.fr

M David ADAM de VILLIERS, cogérant



Service d'exploitation et de maintenance
d'installations techniques
Co-traitant

ASC

11 rue Pierre et Marie Curie – CS60222
33525 BRUGES cedex
Tél : 05 57 19 31 31
asc@asc33.fr

M Frédéric CAZEAUX, gérant

Coordinateur



Caare Ingénierie
138 route du vignoble
24140 S Jean D'Eyraud

Phase Réalisation

Titulaire : Thierry Van Oost

Mail : t.vanoost@caare-ingenierie.com

Tél : 0659846943

Suppléant : Paul-Henry Lavisse

Mail : ph.lavisse@caare-ingenierie.com

Tél : 0678735173

1.4 Organismes officiels de prévention :

OPPBTP

ORGANISME PROFESSIONNEL PREVENTION BATIMENT TRAVAUX
PUBLICS

☎ : 05 56 34 03 49

9 Avenue Raymond Manaud,
33520 Bruges

Inspection du travail

DIRECCTE

☎ : 05 58 46 65 33

Allée de la Solidarité,
40000 Mont-de-Marsan

Caisse Assurance retraite et Santé au travail

CAISSE ASSURANCE RETRAITE ET SANTE AU TRAVAIL

☎ : 09.71.10.39.60

CARSAT Aquitaine
Rue Pierre et Marie Curie,
40000 Mont-de-Marsan

1.5 Service de secours d'urgence :

SERVICE	NOM	ADRESSE	TELEPHONE
PCS			Sans objet
POMPIERS			18
SAMU			15
URGENCES			112
POLICE SECOURS			17
CHU	Centre Hospitalier d'Arcachon		05 57 52 90 00
CENTRE ANTI-POISON			
BRULURES GRAVES			

POUR LES YEUX

ELECTRICITE	ENEDIS	09.72.67.50.40
GAZ	GRDF URGENCE	08.00.47.33.33
TELEPHONE	ORANGE	3900
METEO	METEO France	08.99.71.08.08

1.6 Registres réglementaires

Chaque entrepreneur intervenant devra mettre à disposition permanente sur le chantier, les documents obligatoires suivants :

- ◇ Registre de l'Inspecteur du Travail ([Art L 4711-3](#) du Code du Travail).
- ◇ Registre d'observations des travailleurs (Art. 24 du Décret du 08/01/65)
- ◇ Registre de sécurité (Art. R 4324-7, R4323-22, R4323-228, R4323-96)
- ◇ Registre des Avis de Danger Grave et Imminent. ([Art D 4132-1](#) et [D 4132-2](#))
- ◇ Un exemplaire du P.G.C ([Art R 4532-51](#))
- ◇ Un exemplaire du Plan Particulier de santé et protection de la Santé (P.P.S.P.S) ([Art R4532-74](#))
- ◇ Le double des titres de travail des travailleurs de nationalité étrangère ([Art L.8221-1](#) à [L8271-12](#))

1.7 Textes réglementaires

L'ensemble des intervenants devra se conformer aux différents règlements en vigueur, en particulier :

LEVAGE :

- ◇ Décret n° 47.1592 du 23 août 1947 – Mesures particulières de sécurité relative aux appareils de levage (pour ceux avant 1995).
- ◇ Circulaire TM 0880 du 18 mars 1960 – Utilisation des grues de chantier.
- ◇ Arrêté du 9 juin 1993 - Vérification des équipements de travail utilisés pour le levage et de leurs accessoires, arrêté de décembre 1992 – Câbles, chaînes et cordages.
- ◇ Instructions ministérielles du 9 juillet 1987.
- ◇ Recommandations de la C.N.A.M. du 18 novembre 1987.
- ◇ [Annexe 1 de l'article R.4312-1](#) – Règles techniques – Code du Travail
- ◇ Engins de terrassements – Arrêtés du 3 mars et du 4 juin 1993.
- ◇ Arrêté des 1^{er}, 2 et 3 mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage.
- ◇ Circulaire 2005/04 du 24 mars 2015 relative à l'application des arrêtés du 1^{er}, 2 et 3 mars 2004.
- ◇ Décret n°2016-550 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs et des composants de sécurité pour ascenseurs (abrogation du décret 2000-810 du 24 août 2000).

ELECTRICITE :

- ◇ CIRCULAIRE DGT 2012/ 12 du 09 octobre 2012 relative à la prévention des risques électriques.

- ◇ Décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 – Protection des travailleurs contre les risques de l'électricité
- ◇ Arrêté du 3 mars 1965 – Attestation de mise hors tension du courant et avis de cessation de travail.
- ◇ Exécution des travaux ou d'opérations au voisinage de lignes électriques aériennes ou souterraines et autres installations électriques.
- ◇ Eclairage de sécurité décret du 14/12/2011
- ◇ Décret du 8 janvier 1965.

HYGIENE ET SECURITE – PREVENTION DES ACCIDENTS DE TRAVAIL :

- ◇ Equipement de travail - Outillages : décrets n° 93.40 et 93.41 du 11 janvier 1993.
- ◇ Utilisation des équipements de travail et moyens de protection, mise en conformité des équipements existants.
- ◇ Décret n° 65.48 du 8 janvier 1965 – Protection et salubrité dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.
- ◇ Décret n° 79. 228 du 20 mars 1979 – Formation à la sécurité.
- ◇ Loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 – Prévention des risques professionnels.
- ◇ Décret du 3 septembre 1992 – Prescriptions minimales de sécurité et de santé concernant la manutention manuelle de charges.
- ◇ Loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993 – Dispositions particulières applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil.
- ◇ Décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994 – Plan général de coordination sécurité et protection de la santé – Plan particulier de sécurité et protection de la santé.

DISPOSITIONS PARTICULIERES :

- ◇ Explosifs : Décret n° 62.1218 du 15 octobre 1962 – Emploi des explosifs dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.
- ◇ Travaux dans les cuves, réservoirs, citernes, fosses, galeries : Article R 4412-1, du Code du Travail
- ◇ Circulaire TR 10/54 du 21 décembre 1954 – Accidents dus aux pistolets de scellement.
- ◇ Bruit : Décret n° 69.380 du 18 avril 1969 – Insonorisation des engins de chantier.
- ◇ Déclaration d'ouverture de chantier : Arrêté et circulaire du 21 mars 1958.

Cette liste n'est pas limitative et les entreprises devront se conformer aux autres règlements en vigueur et notamment au Code du Travail.

2. MESURES GENERALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION DU CHANTIER ARRETES EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

2.1 Autorisations administratives

2.1.1 Dispositions particulières

Arrêtés divers : Etablissement et demande à faire par l'entreprise

Chaque Titulaire de Lot

Autorisation de voirie pour travaux sur la voie publique auprès des services technique de la commune où se situe le chantier.

Tous les lots

Arrêté de Restriction de Circulation auprès des services technique de la commune où se situe le chantier ou du département.	Lot VRD
Travaux à proximité des voies de chemin de fer (SNCF) – Voir décret « SECUFER » n°2017-694 du 2 mai 2017	Lot(s) Concerné(s)
Servitudes aériennes Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC)	Lot(s) Concerné(s)
Rapport d'étude de sol (référence du rapport et conclusions principales) Ce rapport est joint au DCE L'étude de sol n'a pas été transmise au Coordonnateur SPS	Maître d'Ouvrage
Autorisation d'installation de grue à tour suivant arrêté municipal du 14 mars 2003 auprès de la commune où se situe le chantier	Lot Principal

2.1.2 Réseaux existants

Les travaux prévus à proximité de canalisations et réseaux enterrés doivent être déclarés à leurs exploitants, avant leur exécution, au moyen de la déclaration de projet de travaux (DT) par le maître d'ouvrage, et la déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) par l'exécutant des travaux. Toute déclaration doit obligatoirement être précédée d'une consultation du guichet unique, accessible en ligne, qui recense la totalité des réseaux présents sur le territoire. www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr	Toutes entreprises concernées par des travaux au voisinage d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques.
Réalisation de la DICT (à renouveler tous les 3 mois)	Lot Principal
Il est interdit de couper un réseau existant sans l'accord de l'exploitant de ce réseau.	Tous les lots
Application du décret 2011- 1241 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution	Lot(s) Concerné(s)
Dans tous les cas, l'entreprise doit respecter les prescriptions de chaque concessionnaire ou occupant de droit rencontré.	Chaque titulaire de lot, y compris sous traitants
L'intervenant est tenu de déclarer immédiatement à l'exploitant les dégradations causées au réseau de ce dernier du fait des travaux ou toutes anomalies constatées.	Tous les lots
Au cours des travaux, l'entreprise doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour conserver constamment le libre accès des organes de manœuvres de sécurité des ouvrages. Les accessoires nécessaires au fonctionnement des ouvrages de distribution, tels que bouches à clé d'eau ou de gaz, siphons, postes de transformation, armoires, tampons de regards d'égout ou de chambre de télécommunication, bouches ou bornes d'incendie, etc.... doivent rester visibles et visitables à tout instant, avant, pendant et après les travaux.	Tous les lots

2.1.3 Travailleur détaché / Lutte contre le travail illégal

Tout employeur établi hors de France qui prévoit d'effectuer une prestation de service sur le territoire français doit transmettre avant le début de son intervention en France une déclaration préalable de détachement de ses salariés à l'inspection du travail du lieu de réalisation de la prestation.	Tous les lots
Pour toute entreprise étrangère : transmettre avec la demande d'agrément au Maître d'Ouvrage l'attestation de déclaration de détachement de salarié en France faite à la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi du lieu de réalisation de la prestation.	Tous les lots
Veuillez transmettre au Maître d'Ouvrage le récépissé du formulaire CERFA de déclaration de travailleurs étrangers. La déclaration est à faire par voie électronique sur le site https://www.sipsi.travail.gouv.fr	Tous les lots
Transmission du PPSPS de l'entreprise rédigé en Français et dans la langue maternelle des intervenants	Tous les lots

Le titulaire du marché doit remettre au Maître d'Ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans, l'affirmative certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.	Tous les lots
Engagement de chaque entreprise de n'employer que du personnel déclaré	Tous les lots
Engagement de chaque entreprise à s'assurer qu'il en est de même pour le personnel de son/ses sous-traitant(s) éventuel(s)	Tous les lots

2.1.4 Sous-Traitance

La sous-traitance est soumise à l'accord préalable du Maître d'Ouvrage Obligation de déclarer chaque sous-traitant au MOA sous peine de refus d'accès au chantier.	Tous les lots
Autorisation de sous-traitance de 2ème rang uniquement sous condition de déclaration au M.O.A.	Tous les lots
Les sous-traitants de 3ème rang seront interdits sur le chantier sauf accord du M.O.A.	Tous les lots
Avant toute intervention sur le chantier, le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire	Tous les lots

2.2 Conditions d'accès et contrôle d'accès

2.2.1 Environnement et Servitude

L'environnement et l'accès du chantier se référer au paragraphe 1.1 « LOCALISATION ET DESCRIPTION DES EXISTANTS »	Tous les lots
Interdiction formelle de consommer des substances illicites et de fumer à l'intérieur du bâtiment, des logements, ainsi que des installations de chantiers.	Tous les Intervenants
Chaque entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour réduire, autant que possible, la gêne causée au voisinage concernant : le bruit, les salissures de la voie publique, la poussière, ...	Tous les lots
Chaque entreprise prendra les mesures nécessaires et suffisantes pour limiter sa production de déchets. Les entreprises sont tenues d'enlever leurs déchets au fur et à mesure de leur production.	Tous les lots
Chaque entreprise prendra les mesures nécessaires et suffisantes pour limiter la production d'odeurs des déchets et des matériaux.	Tous les lots
L'entreprise prendra toutes les dispositions auprès des services de la voirie, de police, des services concessionnaires, des carrières, pour obtenir : Les autorisations d'emprise sur la voirie pour permettre l'accès au site par les camions et engins de chantier Les mesures à prendre pour assurer la sécurité des piétons (Dévoisement passages piétons, Mise en place de la signalétique d'accès au chantier, ...)	Lot Principal
L'accès au chantier devra être dissocié physiquement de l'accès des résidents / usagers.	Lot Principal

2.2.2 Dispositif de contrôle d'accès

Seules les personnes autorisées peuvent circuler et pénétrer sur le chantier.	Tous les lots
Port obligatoire de la nouvelle carte PRO BTP Demande de la carte d'identification professionnelle dite carte PRO BTP sur le site : https://www.cartetbtp.fr/connexion.html	Tous les lots

<p>L'entrepreneur est tenu de faire établir quotidiennement par un de ses représentants une fiche de chantier où sont notamment indiqués :</p> <p>L'effectif et la qualification du personnel,</p> <p>Les horaires de travail,</p> <p>Cette fiche est annexée au journal de chantier tenu par l'entreprise.</p>	Tous les lots
<p>Le personnel sera identifié par tout moyen au choix des entreprises, soit par les casques, les vêtements, des badges ou avec le nom de l'entreprise sur les vêtements de travail ou autre.</p>	Tous les lots
<p>Les accès au chantier seront fermés en dehors des heures d'ouvertures du chantier</p>	Tous les lots
<p>Portillons et portails fermant à clé</p>	Tous les lots
<p>Gardiennage</p>	Tous les lots
<p>Clôtures de chantier (type Heras, hauteur 2,50ml) à mettre en place sur la totalité de la périphérie des travaux afin de rendre le chantier clos et indépendant, ainsi que sur la périphérie de la base vie.</p> <p>Les clôtures seront solidement reliées entre-elles (collier anti-vandalisme) et contreventées si nécessaire.</p> <p>Implantation suivant plan de chantier à fournir (Zone chantier, stockage, base vie, échafaudage, ...).</p> <p>Les clôtures en surface de vente seront à recouvrir de bâches acoustiques.</p> <p>Les clôtures seront opaques, recouvert d'un bardage métallique de teinte au choix du MOA.</p> <p>Y compris portail d'accès fermants à clé (véhicules et piétons).</p> <p>+ Mise en œuvre de parois étanches à l'air nécessaires à l'isolement des zones en chantier, du reste des locaux du bâtiment restant en production active et ce pendant toute la durée des travaux. Cette paroi devra être étanche à l'air, suffisamment solide pour résister aux éventuelles surpressions dans le bâtiment, limiter la propagation de poussières, assurer dans une certaine mesure de limiter les nuisances sonores et sera mise en œuvre avec les plus grandes précautions et sans émission de poussières. La mise en place et la dépose devront se faire en ambiance propre.</p> <p>Le chantier sera fermé provisoirement entre zones maintenues en activité et zones chantier à savoir mise en œuvre de cloison coupe-feu 1 heures (Rei 60).</p> <p>Les cloisons mise en œuvre seront coupe-feu 1 heures.</p> <p>Attention côté voies SNCF : pas de clôture type Heras mais poteau + grillage avertisseur orange avec chaînette blanche et rouge ou équivalent</p>	Tous les lots
<p>Confinement et cloisonnement provisoire :</p> <p>Les confinements et les cloisonnements provisoires seront réalisés de manière à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◇ Séparer physiquement les zones de chantier des autres parties du projet ; ◇ Assurer une protection vis à vis des poussières et autres nuisances des zones environnantes. ◇ Cloisonnement par panneaux bois ou de plaques de plâtre, avec étanchéité (sol, mur, plafond) ◇ Mise en place d'un groupe d'extraction pour mise en dépression de la zone chantier. ◇ En prévoir la dépose et l'évacuation de ces ouvrages ◇ La mise en place et la dépose devront se faire en ambiance propre. 	Lot plâtrerie
<p>Fermeture provisoire des bâtiments collectifs : Afin d'interdire l'accès des personnes étrangères aux bâtiments, en dehors des horaires de travail, chaque hall d'entrée sera équipé d'une porte provisoire verrouillable.</p> <p>OU</p> <p>Fermeture provisoire du bâtiment : Afin d'interdire l'accès des personnes étrangères aux bâtiments, en dehors des horaires de travail, chaque hall d'entrée sera équipé d'une porte provisoire verrouillable. Y compris fourniture, pose et entretien des canons provisoires de chantier ainsi que la fourniture et la gestion des clefs jusqu'à remplacement par les canons définitifs.</p>	Lot Serrurerie
<p>Zones de travaux en magasin à sécuriser vis-à-vis des usagers notamment par balisage, affichages, clôtures, ...</p> <p>Les zones de travaux sont à maintenir isolés et sécuriser vis-à-vis des usagers notamment par balisage, affichages, clôtures, ...</p>	Lot Principal

2.2.3 Horaires de Travail

Les horaires de travail seront définis en accord avec le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage, tout en respectant les horaires légaux	Tous les lots
--	---------------

Horaires	Lundi au vendredi	Samedi	Dimanche et jrs fériés/chômés	Nuit
Ouverture du chantier	seront définis en période de préparation	seront définis en période de préparation	seront précisés dans CR chantier MOe	seront précisés dans CR chantier MOe
De travail	respect des horaires de travail propres à chaque entreprise	respect des horaires de travail propres à chaque entreprise	avec autorisation préalable MOe + IT	avec autorisation préalable MOe + IT
Salarié de -18 ans	respect des horaires de travail propres à chaque entreprise	avec autorisation préalable MOe + IT	interdit	interdit
De travaux bruyants	seront définis en période de préparation	seront définis en période de préparation	seront précisés dans CR chantier MOe	seront précisés dans CR chantier MOe
Livraisons	seront définis en période de préparation	seront définis en période de préparation	avec autorisation préalable MOe	avec autorisation préalable MOe
Dans tous les cas	en respectant les horaires légaux	en respectant les horaires légaux	en respectant les horaires légaux	en respectant les horaires légaux

2.2.4 Accueil et Informations du personnel

Formation pratique et adaptée au présent chantier à dispenser par le chef de chantier ou le chef d'équipe de chaque entreprise à tout son personnel, compris intérimaires et apprentis	Tous les lots
Formation portant sur : accès et cheminement du personnel sur le chantier, vigilance permanente envers son environnement, sécurité à son poste de travail, dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie, emplacement et contenu de la trousse de premier secours, sensibilisation au tri des déchets et chantier vert.	Tous les lots
Livret accueil nouveaux arrivants à charge de chaque entreprise titulaire de lot	Tous les lots
Désignation par chaque entreprise titulaire de lot d'1 personne responsable de la diffusion de l'information et du commandement, ainsi que de la conformité du matériel et des rallonges électriques	Tous les lots
Coordonnées de ce responsable de la diffusion de l'information et du commandement à mentionner dans le PPS	Tous les lots

2.2.5 Equipement de Protection Individuel (E.P.I.)

Les entreprises devant intervenir sur le chantier devront fournir à leur personnel les protections suivantes adaptées aux types de tâches à exécuter ou à la situation de l'intervention :	Tous les lots
<ul style="list-style-type: none"> ◇ Vêtement de travail - Baudriers - Gants adaptés au travail ◇ Casque de sécurité conforme à la norme NF S 72.202 ◇ Chaussures de sécurité (coquille + lame d'acier) ◇ Harnais de sécurité (Art R4323-62) - Protections auditives 	

- ◇ Protections respiratoires (poussières, produits, etc....)
- ◇ Lunettes de sécurité

L'entretien et la bonne tenue de ces matériels seront à la charge de chaque entreprise.

Le port du casque et des chaussures de sécurité est OBLIGATOIRE pour tout le personnel, quel que soit l'entreprise et l'activité du salarié.

Tous les Intervenants

2.2.6 Visite du Chantier par des Tiers

Mesures de protection et de sécurité définies préalablement avec le responsable de chantier et le CSPS en fonction de l'état du chantier dans son avancement lors de la visite et du programme de visite (nombre de visiteurs, heure de visite, ...).

Maître d'Ouvrage

Etablissement d'une fiche de consignes de sécurité par le Maître d'Ouvrage en accord avec le Maître d'œuvre et le CSPS, à faire signer par le Maître d'Ouvrage aux visiteurs.

Maître d'Ouvrage

Fourniture des chaussures de sécurité et des casques par l'organisateur de la visite et responsabilité de ce dernier en cas de dommage matériel subi par les visiteurs lors de cette visite.

Maître d'Ouvrage

2.3 Installation et Organisation générale

2.3.1 Plan d'Installation de Chantier (P.I.C.)

Chaque intervenant fournira au plus tôt pendant la période de préparations les informations nécessaires à l'élaboration du Plan d'Installation de Chantier à l'entreprise titulaire de l'installation de chantier

Tous les lots

Plan d'Installation de chantier :

Lot Principal

Durant la période de préparation et avant toute exécution des travaux, l'entreprise soumettra à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan d'installations de chantier qui devront préciser la localisation :

- ◇ Du fléchage d'indication du chantier, du balisage de sécurité, du dévoiement des piétons sur les trottoirs, et de l'emprise sur la voie publique,
- ◇ Des conduites d'alimentation, d'évacuations aériennes et enterrées de tous les fluides,
- ◇ **Des clôtures de chantier,**
- ◇ Des accès séparés piétons et véhicules entre entrée chantier et du cantonnement, ainsi que du cantonnement aux différents postes de travail,
- ◇ Du cantonnement : installations vestiaires, sanitaires, réfectoire, salle de réunion, bureaux de chantier,
- ◇ De l'emplacement des moyens de secours et d'appel
- ◇ Du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- ◇ Du point de rencontre pour accueil des services de secours
- ◇ Des zones de circulation des services de secours
- ◇ De l'aire de stockage,
- ◇ De l'emplacement des bennes de déchets
- ◇ De l'aire de parking des véhicules de chantier
- ◇ De l'aire de rinçage des toupies et de nettoyage des roues des camions

- ◇ Des recettes d'approvisionnements du bâtiment
- ◇ De l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des armoires divisionnaires

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations ci-dessus sont à la charge de l'entreprise.

Plan d'Installation de chantier :

Lot Principal

Durant la période de préparation et avant toute exécution des travaux, l'entreprise soumettra à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan d'installations de chantier qui devront préciser la localisation :

- ◇ Du fléchage d'indication du chantier, du balisage de sécurité, du dévoiement des piétons sur les trottoirs, et de l'emprise sur la voie publique,
- ◇ Des conduites d'alimentation, d'évacuations aériennes et enterrées de tous les fluides, De l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des armoires divisionnaires
- ◇ **Des clôtures de chantier**, Des accès séparés piétons et véhicules entre entrée chantier et du cantonnement, ainsi que du cantonnement aux différents postes de travail,
- ◇ Du cantonnement : installations vestiaires, sanitaires, réfectoire, salle de réunion, bureaux de chantier,
- ◇ De l'emplacement des moyens de secours et d'appel, Du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier, Du point de rencontre pour accueil des services de secours, Des zones de circulation des services de secours
- ◇ De l'aire de stockage, De l'emplacement des bennes de déchets, De l'aire de parking des véhicules de chantier, Des recettes d'approvisionnements du bâtiment

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations ci-dessus sont à la charge de l'entreprise.

Fourniture d'un plan général d'accès chantier et de secours en cas d'accident, circulation, de stationnement et d'organisation au démarrage du chantier, et mise à jour, affichage et diffusion systématique au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Lot Principal

2.3.2 Travaux préparatoires et Entretien Divers durant le chantier

Panneau de Chantier avec la liste de tous les intervenants (adresses, téléphone, fax) du maître d'ouvrage aux entreprises en passant par les maîtres d'œuvres, bureaux d'études et de contrôle, coordonnateur SPS, etc.

Lot Principal

Constat d'huissier avant travaux / Prise de possession du terrain

Lot Principal

Nettoyage du terrain, défrichage, débroussaillage et abattage des arbres

- ◇ Dès prise de possession du terrain, réalisation de la plate-forme générale d'une piste traitée acceptant les engins lourds pour accès aux différentes zones de travaux, d'approvisionnement et de stockage, les grues, les zones de stockage et de cantonnements
- ◇ Dès prise de possession du terrain, réalisation des réseaux enterrés EU/EV/EP avec raccordements aux réseaux publics (assurant également le drainage et l'évacuation des eaux de ruissellement), ainsi que passage des fourreaux d'alimentation du chantier en eau et électricité
- ◇ Aménagement d'un accès piéton et véhicules chantiers séparés. Matérialisation physique de l'accès pétons (type pieds secs) par passages piétons, balisage, signalétique adaptée, éclairage, jusqu'au cantonnement et aux postes de travail et/ou entrées des différents bâtiments
- ◇ Mise en place d'un parking stabilisé pour les véhicules VL

Lot Gros-Oeuvre

Maintenance de la plate-forme et des pistes stabilisées, ainsi que du dispositif assurant la propreté des roues de camions avant d'arriver sur la voie publique

- ◇ Révisions de la plate-forme autant que nécessaire avant intervention des travaux de façades pour assurer la stabilité des échafaudages et/ou nacelles
- ◇ Révision de la plate-forme et des pistes avant intervention des entreprises "bâtiment"
- ◇ Réalisation en début de chantier, des clôtures définitives en périphérie de la parcelle, hormis la zone d'accès qui sera équipée de clôtures provisoires
- ◇ Pose d'un portail provisoire, qui sera déposé en fin de chantier

Aménagements et entretien des terrains pour base vie et aires diverses (zone de stockage matériaux, matériels, ...) ainsi que des pistes et accès provisoires nécessaires à la réalisation de l'ensemble des travaux.

- ◇ Piste de 2 ml de large stabilisée pour passage nacelle en périphérie des bâtiments.
- ◇ Les zones de stockage seront matérialisées.
- ◇ Des plateformes provisoires pour les engins de levage seront réalisées, ainsi qu'un cheminement provisoire en périphérie des bâtiments (largeur mini 2ml)
- ◇ Mise en place d'un parking stabilisé pour les véhicules VL
- ◇ Prévoir un accès destiné aux piétons devant chaque entrée de bâtiment

Lot Principal

Aménagement et entretien des clôtures de chantier.

- ◇ Il est prévu une clôture de chantier type HERAS ou similaire en grillage métallique et pieux de hauteur de 2,50 m. Les clôtures seront solidement reliées entre-elles (collier anti-vandalisme) et contreventées si nécessaire. Implantation suivant plan de chantier à fournir (Zone chantier, stockage, base vie, échafaudage, ...).
- ◇ Les clôtures en surface de vente seront à recouvrir de bâches acoustiques.
- ◇ **Y compris portail d'accès fermants à clé (véhicules et piétons).**

Lot Principal

Les remblais périphériques seront réalisés au plus tôt (dès le coulage de la dalle de RDC ou au plus tard après l'élévation des murs de RDC)

Lot Gros-Oeuvre

Fermeture journalière du chantier

Lot Principal

Fermeture journalière du chantier – Dernière entreprise sur site en concertation avec l'ensemble des entreprises.

Tous les lots

Mise en place responsable des clefs assurant la fermeture des différentes zones

Lot Principal

Fermeture journalière du chantier : au lot G.O. jusqu'à son départ, puis désignation d'un responsable par le MOE/MOA en réunion de chantier selon avancement chantier ou par compte prorata. Chaque entrepreneur ferme les locaux à clés après exécution de sa mission et après chaque fin de travail.

Tous les lots

Mise en place d'un responsable des clefs assurant la fermeture des différentes zones

Lot Principal

Protections collectives initiales des réservations, trémies, circulations horizontales et verticales
Protections collectives initiales des réservations, trémies, circulations horizontales et verticales à établir par le lot gros œuvre en début de chantier y compris sur les ouvrages existant (protection à mettre en place en rive du plancher de l'étage) y compris maintenance jusque-là mise en place des protections et garde-corps définitifs – la maintenance de ces ouvrages provisoires sera imputée au compte prorata. – CAS REHABILITATION

Lot Principal

Les protections collectives seront installées et entretenues pendant toute la durée du chantier par les entreprises concernées.

Lot(s) Concerné(s)

Maintien des protections collectives

Entreprises utilisatrices sous la responsabilité de l'entreprise qui installe

Maintien des accès aux résidents et usagers par dispositifs de signalisation temporaire, de balisage et d'accessibilité. Maintien d'un itinéraire piétons balisé et sécurisé. Les occupants devront pouvoir disposer d'un accès en toute sécurité à toute heure du jour et de la nuit. Il sera donc prévu au droit de ces accès des protections verticales et horizontales par platelage étanche ainsi qu'un éclairage nocturne éventuel.	Lot Principal
Nettoyage courant de chantier	Tous les lots
Nettoyage de la chaussée, des voiries en sortie de chantier	
<ul style="list-style-type: none"> Compris nettoyage par temps de pluie ou de dégel des chaussées en sortie de chantier, Compris balayage quotidien des chaussées en sortie de chantier. 	Tous les lots
Les salissures du domaine public par les engins et camions devront être éliminées en tout premier lieu par des dispositions appropriées prises sur le chantier lui-même.	
<ul style="list-style-type: none"> Le nettoyage des pneumatiques des véhicules sortant du chantier sera effectué par l'entreprise du présent lot dans le but d'éviter des surcharges de glaise sur les voiries publiques. Le passage d'un camion de balayage sera effectué au moins journallement et renouvelé(s) sur simple demande du Maître d'Œuvre. 	Tous les lots
<i>En outre, l'entrepreneur sera responsable du nettoyage du domaine public sur une distance de 200 m de part et d'autre de chaque sortie du chantier.</i>	
Mise en place et rotations des bennes avec Tri des Déchets à chaque fois que nécessaire Gestion et répartition coût au lot G.O. jusque départ grue puis compte prorata.	Au compte Prorata
Mise en place et rotations des bennes à chaque fois que nécessaire Avec tri sélectifs des déchets (acier, bois, papiers, plastiques, etc.).	Lot Principal
Mise en place et rotations des bennes à chaque fois que nécessaire spécifique au lot plâtrerie	Lot Principal
Evacuation quotidienne des gravats, déchets et emballages avec Tri des déchets La descente des gravats sera toujours réalisée avec des moyens appropriés (goulottes monte matériels, ...). Il ne sera pas toléré le jet direct depuis les façades et toitures. Aucune benne ne pourra rester en stationnement du vendredi 12h au lundi 8h. Les bennes devront être fermées (bâches, filets...)	Tous les lots
La centralisation commune des déchets n'est pas prévue sur cette opération. Chaque entreprise doit l'évacuation de ses propres déchets vers les déchetteries agréées.	Tous les lots
Chaque entreprise sera tenue de procéder à l'enlèvement de ses gravais de chantier, de façon à maintenir constamment le chantier en état convenable de propreté. Dans ce cadre, il est rappelé que l'entrepreneur se charge, à ses frais, du transport des gravais et déchets jusqu'aux lieux de stockage prévus sur le chantier. Les gravais seront évacués en centre de stockage agréé et spécialisé. L'entrepreneur assurant sa propre évacuation des gravais, assume le coût financier des droits auprès du centre de stockage agréé.	Tous les lots
L'entrepreneur assurant l'évacuation des déchets fourni un plan de traçabilité des déchets et principalement des lieux des centres de stockage agréés et spécialisés. Il remet au maître d'œuvre les bordereaux de suivi des déchets. Ces bons indiquent la nature et la quantité exacte des produits déposés, ainsi que l'attestation de réception du gestionnaire du centre de stockage agréé.	Tous les lots
Nettoyage final de mise en service, (revêtements de sol, appareils sanitaires et vitrages aux 2 faces, plus menuiseries)	Lot Principal
Repliement en fin de chantier et remise en état des lieux.	Lot Principal
De l'eau potable sera à disposition du personnel.	Tous les lots
Prise en compte de la réglementation en vigueur concernant la lutte contre le covid-19	Tous les lots

L'ensemble des intervenants veillera à respecter l'ensemble des aménagements et installations du chantier et remettra en place tout dispositif qu'elle serait amenée à modifier

Tous les lots

2.3.3 Installation électrique

Branchements aux réseaux publics d'électricité, téléphone/Internet : démarches administratives, droits et taxes, à charge de l'entreprise

Ou L'Entreprise étudiera la possibilité de raccordement électrique sur les réseaux existants avec mise en place d'un décompteur et devra s'assurer que la puissance fournie sera suffisante pour l'ensemble du chantier et des travaux.

La puissance électrique de l'alimentation du chantier sera suffisante afin d'éviter les dysfonctionnements au plus fort des besoins (démarrage des moteurs, chauffage/éclairage des baraques de base vie, éclairage chantier, postes à souder, petits outillages en nombre important lors de l'arrivée des corps d'état secondaires, etc.). Dans le cas où le compteur électrique s'avèrerait insuffisant, l'entreprise titulaire du présent lot mettra à disposition des autres corps d'état, et à ses propres frais, un groupe électrogène pour pallier l'insuffisance des besoins fournis.

Lot Principal

Point de livraison : La puissance souscrite auprès du concessionnaire sera suffisante pour les besoins de l'ensemble du chantier.

Pose d'une armoire générale à proximité immédiate du chantier

Lot Principal

Réalisation de l'ensemble des installations électriques de chantier : exclusivement par du personnel titulaire de l'habilitation requise pour les tâches à effectuer.

Lot Principal

Vérification de l'installation électrique de chantier par un organisme agréé obligatoire avant toute mise en service.

Lot Principal

Pose d'une armoire générale à proximité immédiate du chantier **(à prévoir pour chaque site)**

Depuis le point de livraison, l'installation électrique provisoire de chantier comprend l'installation primaire et l'installation de distribution

Pose d'armoires secondaires à l'intérieur du chantier

Réalisation d'installations électriques distinctes pour :

L'alimentation et la distribution des cantonnements,

L'alimentation et la distribution force du chantier : armoires/coffrets électriques, ...

L'alimentation et la distribution de l'éclairage de chantier, intérieur et extérieur, compris appareils d'éclairage résistants à l'eau et aux chocs

Sont à la charge de l'entreprise réalisant l'installation électrique : l'entretien, la maintenance, toutes les modifications, adaptations, mise en conformités, nouvelles vérifications par organisme agréé dues à l'avancement du chantier

Lot Principal

Distribution de chantier :

Installation d'un coffret dans un rayon maximal de 25m, soit un espacement horizontal entre coffret de 50 mètres maximum, avec un minimum d'1 coffret par niveau y compris terrasses.

Tous les coffrets seront à double paroi et sur pied, équipés de disjoncteurs différentiels conformes, équipés chacun au minimum de 6 prises 220/380 Volts selon demandes, avec protection 30 mA, d'un bouton d'arrêt d'urgence, fermés à clé.

Lot Principal

L'installation, l'entretien et la maintenance (y compris le remplacement des ampoules) seront effectués par l'entreprise chargée de l'installation.

Lot Principal

L'entretien, la maintenance, toutes les modifications, adaptations, mise en conformités, nouvelles vérifications par organisme agréé dues à l'avancement du chantier seront effectuées par l'entreprise chargée de l'installation.

Au compte Prorata

L'Entreprise se raccordera sur le réseau existant avec mise en place d'un décompteur ou sur un dispositif indépendant et devra s'assurer que la puissance fournie sera suffisante pour l'ensemble du chantier et des travaux (l'entreprise s'assurera également d'éviter les nuisances dues à ce type d'installation).

Lot Principal

L'Entreprise étudiera la possibilité de raccordement électrique sur les réseaux existants avec mise en place d'un décompteur ou en cas d'impossibilité un groupe électrogène sera à installer en s'assurant que la

Lot Principal

puissance fournie sera suffisante pour l'ensemble du chantier et des travaux (l'entreprise s'assurera également d'éviter les nuisances dues à ce type d'installation).

Frais de Consommation Electricité

Lot Principal

Matériels et rallonges électriques utilisés exclusivement CONFORME à la réglementation.

- ◇ Prolongateurs de raccords du type H07 RNF
- ◇ Enrouleurs de catégorie NFC 61-720
- ◇ Prises de protection IP 447 incassable
- ◇ Baladeuses conformes à la norme NFC 71-008
- ◇ Phares halogènes conformes à la norme NF avec grille de protection

Tous les lots

Chaque entreprise désignera la personne chargée de son entretien.

Tout le matériel fourni devra être conforme aux règlements en vigueur tant pour le fonctionnement de l'outillage courant, que pour les moyens portatifs d'éclairage.

Eclairage de chantier Extérieur (si nécessaire) :

Eclairage des cheminements du personnel d'un niveau d'éclairage minimal de 10 lux entre :

- ◇ Accès au chantier et cantonnement
- ◇ Cantonnement et postes de travail et entrée du bâtiment

Lot Principal

Eclairage des zones de stockage, entreposage

Eclairage de chantier Intérieur (si nécessaire) :

Eclairage des cheminements du personnel dans :

- ◇ Circulations horizontales d'un niveau d'éclairage minimal de 40 lux
- ◇ Circulations verticales d'un niveau d'éclairage minimal de 60 lux
- ◇ Balisage d'accès aux postes de travail d'un niveau d'éclairage minimal de 40 lux

Lot Principal

Eclairage des sanitaires, vestiaires : niveau d'éclairage minimal de 120 lux

Eclairages salle de réunion et bureaux : niveau d'éclairage minimal de 200 lux

Pour les travaux dans les logements les entreprises privilégieront l'outillage électroportatif sur batterie.

Tous les lots

Eclairage des postes de travail : la charge de chaque entreprise

Tous les lots

2.3.4 Alimentation / Branchement en Eau

Raccordements sur réseaux existants avec mise en place d'un décompte

Lot Principal

Branchements aux réseaux publics d'eau potable : démarches administratives, droits et taxes, à charge de l'entreprise

Lot Principal

L'Entreprise se raccordera sur les réseaux existants avec mise en place d'un décompte ou en cas d'impossibilité prévoir un dispositif indépendant (« type citerne »).

Lot Principal

Branchements aux réseaux publics d'eau potable : démarches administratives, droits et taxes, à charge de l'entreprise

Lot Principal

Ou L'Entreprise étudiera la possibilité de raccordement sur les réseaux existants avec mise en place d'un décompte

Robinets de puisage, y compris protection, à proximité de chaque armoire électrique

Lot Principal

A partir du point de raccordement laissé en attente à 2 m du bâtiment. Mise en place des points de puisage avec robinet à nez fileté. En principe un point de puisage par niveau et par cage d'escalier. La distance maximale entre deux points de puisage ne peut excéder 40 m. Si nécessaire installation d'un surpresseur provisoire.

Lot Plomberie

Pour éviter tout risque d'inondation, distribution par tuyau de l'extérieur

Frais de Consommation en Eau y compris entretien, maintenance	Lot Principal
Le branchement eau sera hors-gel.	Lot Principal

2.3.5 Raccordement des Eaux usées

Raccordement des eaux usées : Raccordement aux réseaux existants incluant toutes recherches de ceux-ci et raccordement par regards à créer, démontage et remise en état des existants en fin de chantier. En plus de la base vie : (à prévoir pour chaque site) Raccordement des eaux usées : Raccordement aux réseaux existants à privilégier ou traitement chimique avec enlèvement spécifique périodique.	Lot Principal
Raccordement des eaux usées : Raccordement aux réseaux existants à privilégier ou traitement chimique avec enlèvement spécifique périodique. Chantier inférieur à 4 mois	Lot Principal
Branchements aux réseaux publics pour raccordement aux égouts : démarches administratives, droits et taxes, à charge de l'entreprise	Lot Principal
Maintien en fonctionnement des réseaux d'évacuation : écoulement des eaux-évacuation des E.P et eaux de chantier	Lot Principal
Utilisation des locaux mis à dispositions par le MOA : localisation à préciser lors de la réunion de préparation Ces derniers doivent rester et être restitués propres.	Lot Principal

2.3.6 Cantonnement

Mise en place par l'entreprise des cantonnements pour l'ensemble des intervenants pour l'effectif total maximum : sanitaires, vestiaires, réfectoires, salle de réunion, ... et conformément à la réglementation en vigueur. Y compris : <ul style="list-style-type: none"> ♦ Une clef par entreprise. ♦ Fourniture de casques pour 10 personnes ♦ Fourniture et pose d'une pharmacie. ♦ Fourniture et pose d'extincteurs sur la base vie. Les baraques de la base vie seront superposées, afin de gagner de la place au sol. La fourniture de l'escalier et de la passerelle d'accès incombe au présent lot. Afin d'avoir une base vie homogène, tous les bungalows seront de fabrication inférieure à 3 ans, de même type et de même provenance. Si nécessaire Les baraques de la base vie seront superposées, afin de gagner de la place au sol. La fourniture de l'escalier et de la passerelle d'accès incombe au présent lot.	Lot Principal
Adaptation permanente, y compris déplacement éventuel, des installations et des cantonnements en fonction de l'évolution du chantier et de son effectif	Lot Principal
Emplacement et accès aux cantonnements : de manière que le personnel puisse y arriver et les quitter en tenue de ville directement, sans avoir à traverser la zone de travaux ou aire de stockage	Lot Principal
Equipement du cantonnement pour l'ensemble du personnel, compris sous-traitants (tables chaises, chauffe-gamelles, micro-onde, réfrigérateur, poubelles, évier avec eau mitigée, Equipement armoires vestiaires cadenassables)	Lot Principal
Installations séparées vestiaires et sanitaires pour le personnel féminin : dispositions à prévoir pour adaptation des cantonnements en période de préparation, même si les installations complémentaires seront à charge des entreprises concernées	Lot Principal
Ces locaux devront être correctement éclairés, aérés, désinfectés et chauffés, conformément à la réglementation en vigueur.	Lot Principal
Installation d'une zone fumeur équipe de cendrier rempli de sable à proximité de la base vie	Lot Principal

Entretien, maintenance, fourniture consommables, nettoyage journalier des cantonnements et désinfection journalière des réfectoires et sanitaires à charge de l'entreprise. Un registre de suivi du nettoyage sera mis en place – Il sera consultable et diffusable sur demande. Ce nettoyage sera obligatoirement confié à une entreprise extérieure - Nettoyage hebdomadaire minimum.	Lot Principal
Installation bureaux de chantier : à charge de chaque entreprise demanderesse et localisation en accord avec le Maître d'Œuvre	Tous les lots
Affichage réglementaire de chaque entreprise intervenante	Tous les lots
Conformité, à tout moment, de toutes les installations de chantier et cantonnements aux normes et réglementation en vigueur, y compris en matière de sécurité incendie, de gestion des déchets, ainsi que de désinfection du réseau d'eau potable (certificat préalable à la mise en service exigé) : à charge de l'entreprise	Lot Principal
Des extincteurs seront mis en place obligatoirement dans les locaux suivants : <ul style="list-style-type: none"> ◇ cantonnements du personnel / bureaux de chantier / locaux de stockage La fourniture, la mise en place et la vérification périodique de ces extincteurs sont à la charge et aux frais installatrice.	Lot Principal
Locaux mis à disposition par MOA : <ul style="list-style-type: none"> ◇ Sanitaires : ◇ Vestiaires ◇ Réfectoire ◇ Salle de réunion Interdiction de réaliser des travaux et interdiction de stockage dans les pièces aménagées comme base vie.	Maître d'Ouvrage
Les locaux mis à disposition devront rester et restituer propre.	Tous les lots
Conformité, à tout moment, de toutes les installations de chantier et cantonnements aux normes et réglementation en vigueur, y compris en matière de lutte contre le Covid-19.	Tous les lots
Le lot VRD – Aménagement paysager sera autonome pour les interventions de préparation avant l'arrivée des entreprises « bâtiments » et également lors de la phase de finition après le départ des entreprises de « bâtiments » et respectera l'ensemble des prescriptions réglementaires.	Lot Principal

2.3.7 Circulation / Signalisation

2.3.7.1 Circulation à l'extérieur du chantier

Information des fournisseurs, transporteurs et livreurs du plan de circulation. Réalisation d'un DHOL (Document Harmonisé des Organisations de Livraison) à fournir à chaque intervenant (Voir annexe 9.2)	Tous les lots
Durant la période de préparation, établissement d'un plan de circulation avec les services de police et de voirie permettant la fluidification de la circulation autour du chantier, l'orientation des camions de livraison, les zones de stationnement tampon éventuelles. Affichage du plan de circulation	Lot Principal
L'entreprise titulaire devra organiser le trafic des camions / véhicules pour : <ul style="list-style-type: none"> ◇ L'évacuation des gravats, l'approvisionnement des matériels et matériaux, ◇ Le respect des stationnements sur les aires de déchargement prévues à cet effet, ◇ Le contrôle des approvisionnements. 	Tous les lots
Mise en place d'un homme trafic pour les entrées et sorties de camions / véhicules afin de garantir la fluidité de la circulation normale sur la voie publique ainsi que sur les circulations internes au site.	Tous les lots

<p>Accès véhicules de secours : Maintenir obligatoirement et en permanence devant les accès chantier libre de tout stationnement</p> <p>Les pompiers et les services de secours (ambulances, SAMU, etc...) devront pouvoir accéder aux bâtiments riverains pendant toute la durée des travaux 24h/24h</p>	Tous les lots
<p>La collecte des ordures ménagères est maintenue pendant toute la durée des travaux.</p> <p>A cet effet, le maître d'œuvre et le conducteur d'opération informeront régulièrement les services concernés lors des réunions de chantier sur les conditions de circulation.</p>	Tous les lots
<p>L'entreprise réalisera la signalisation provisoire de l'ensemble de la ville (déviation) ainsi que la signalisation propre au chantier en fonction de chaque phase de travaux. Il assurera également l'entretien pendant toute la durée des travaux.</p>	Lot Principal

2.3.7.2 Circulation dans l'emprise du chantier

Maintien des cheminements libres de tout encombrement et stockage de matériels et matériaux	Tous les lots
Mise en place entretien et maintien d'un éclairage de tous les cheminements piétons menant aux cantonnements et aux divers postes de travail	Lot Principal
Stationnement des véhicules sera interdit sur le chantier	Tous les lots
L'entrepreneur devra s'assurer et effectuer le dégagement des emprises du chantier.	Tous les lots
En fin de journée et en fin de semaine l'entrepreneur aura soin de ranger correctement son matériel après avoir nettoyé le chantier.	Tous les lots
Engins conformes à la réglementation en vigueur avec autorisation de conduite	Tous les lots
Stabilité du sol d'évolution des engins.	Tous les lots
Limitation de l'accès du personnel autour des engins.	Tous les lots
L'entreprise devra vérifier la portance des sols (en prenant en considération le poids de l'engin et de ses accessoires, mais également des potentiels gravats venant charger le sol en complément) et assurer la sécurisation des biens et des personnes à l'avancement des travaux.	Tous les lots

2.3.7.3 Desserte des piétons / riverains / Accès aux commerces et activités

Les continuités piétonnes devront être maintenues dans la mesure du possible. A ce titre, tous les dispositifs de protection devront être prévus pour maintenir ces continuités en toute sécurité.	Tous les lots
La desserte des riverains/usagers et l'accès aux entrées piétonnes et charretières doivent toujours être assurées, de même que l'accès des véhicules de sécurité.	Tous les lots
Les travaux ne doivent pas avoir pour conséquence de mettre en péril la sécurité des personnes et des biens.	Tous les lots
Le stationnement (sur domaine public) des riverains, des commerces et des établissements publics ou professionnels est dans la mesure du possible maintenu le plus longtemps possible.	Tous les lots
Pour les commerces / ERP situés à proximité, les différents titulaires veilleront tout particulièrement à maintenir dans de bonnes conditions les accès des piétons et véhicules avec un balisage approprié.	Tous les lots

2.3.7.4 Signalisation

Mise en place de panneaux sur la clôture : "chantier interdit au public" - "port du casque obligatoire"	Lot Principal
Fourniture et pose de toutes les affiches et affichettes réglementaires nécessaires à la vie du chantier (poste de secours, téléphone et adresses des secours, etc.).	Lot Principal
Mise en place sur le portail "vitesse limitée à 5km/h"	Lot Principal
Mise en place de signalisation routière en amont et en aval de l'accès chantier de panneaux "Sortie de camions"	Lot Principal
Mise en place de panneaux "stop"	Lot Principal
Entretien, maintenance de la clôture pour en assurer une continuité permanente, ainsi que de sa signalétique	Lot Principal
La signalisation incombant au présent marché concerne :	Lot Principal
<ul style="list-style-type: none"> La signalisation de la circulation de travaux et de déviation, ainsi que leur maintenance La signalisation de sécurité du personnel et des usagers riverains. 	

Concernant les équipements de sécurité tels que **clôtures et barrières provisoires**, l'entreprise veillera particulièrement à leur conformité aux normes en vigueur, à leur bon état, à leur bonne stabilité, à maintenir libre les accès réservés aux usagers riverains, et ce en collaboration avec le coordonnateur SPS.

Lot Principal

LA SIGNALISATION DE SECURITE DES USAGERS ET DU PERSONNEL :

Tous les lots

Cette signalisation concerne la mise en place de tous les panneaux, clôtures, barrières piétons et différents dispositifs appropriés qui permettent :

- ◇ De signaler les dangers pour les riverains qu'ils soient piétons ou deux roues,
- ◇ De protéger le personnel de chantier, qu'il soit de l'entreprise qui réalise les travaux ou d'une autre entreprise.

Cette signalisation est de la responsabilité de chaque entreprise.

Mise en place d'un panneau d'affichage à proximité de la base vie reprenant le plan d'installation de chantier, le plan de circulation et tous autre document utile au compagnons

Lot Principal

2.3.8 Stockage

Besoins en surface de stockage et surface de magasins

Tous les lots

Les entreprises devront formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier

Stockages sur planchers ou en toitures :

Lot(s) Concerné(s)

En cas de stockage sur planchers ou toitures terrasses, les entreprises ont l'obligation de vérifier la portance du support avant tout stockage sur celui-ci.

L'ensemble des éléments stockés en toiture devra être amarrés de façon à éviter toute prise au vent.

Les entreprises auront la possibilité d'aménager, à titre provisoire, des magasins sur les aires prévues à cet effet sur le plan d'installation de chantier.

Lot(s) Concerné(s)

Les aménagements et la remise en état de la zone dans laquelle ils ont été créés sont à la charge de l'entreprise qui les installe.

Le stockage de produits dangereux dans les locaux est interdit. Chaque magasin devra être identifié par le nom de l'entreprise.

Chaque entreprise aura à sa charge la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie dans ses magasins.

Les entreprises seront tenues de libérer les zones en fonction de l'avancement des travaux.

Zone de chargement et déchargement :

Tous les lots

Elles figurent systématiquement sur le plan d'installation de chantier et seront évolutives en fonction de l'avancement du chantier. Ces aires et leurs voies d'accès seront délimitées matériellement (barrières, palissades) et maintenues en bon état pendant toute la durée du chantier.

Les zones de stockages se feront dans les zones de travaux ou de circulations de manière à ne pas entraver la circulation et l'exécution des travaux. Elles seront correctement rangées et sécurisés (clôtures, balisage, , ...)

Tous les lots

Les zones de stockages au sol seront clôturées

Tous les lots

2.3.9 Approvisionnement

Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier

Tous les lots

Les fournisseurs, transporteurs, livreurs seront informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier. **Réalisation d'un DHOL (Document Harmonisé des Organisations de Livraison) à fournir à chaque intervenant (Voir annexe Erreur ! Source du renvoi introuvable.)**

L'entreprise concernée devra prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés

Les matériels et matériaux devront être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.

Tous les lots

Les approvisionnements seront gérés en fonction de l'avancement des travaux et aux espaces accordés pour les stockages.

S'il y a lieu, il sera installé par le titulaire du lot principal ou par le titulaire du lot spécifique concerné une ou des recettes à matériaux contre les façades des constructions pour l'approche et la distribution des divers approvisionnements de chantier aux différents niveaux et pour l'évacuation des déchets et gravois. Dans ce cas, ces recettes seront équipées de toutes les sécurités collectives réglementaires qui s'imposent pour éviter les chutes de personnes lors de la réception des colis et devront être conçues pour accepter les charges prévisibles à acheminer. La capacité de portance des plateaux de réception devra être impérativement affichée en pieds de la recette en question et respectée par les utilisateurs.

Lot(s) Concerné(s)

Mise à disposition de la grue à tour du Gros œuvre pour approvisionnement des matériaux

Au frais de l'entreprise demanderesse sous la responsabilité du G.O

2.4 Présence de Matériaux ou Matériels à Risques Particuliers

2.4.1 Pollutions des sols

Aucun plan de gestion de pollution des sols ne nous a été transmis à la date de rédaction du présent document.

Maître d'Ouvrage

2.4.2 Amiante

bâtiment concerné

Tous les lots

Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et l'identification des matériaux contenant de l'amiante sont à joindre au DCE par le MOA ou le MOE.

Maître d'Ouvrage

- Le Dossier Technique Amiante (DTA) a été transmis au CSPS lors de la transmission du DCE.

Lot Désamiantage

Un repérage avant travaux sera réalisé sur les parties de bâtiment devant être réhabilitées de manière à identifier les matériaux, équipements et matériels ou articles en contenant conformément aux articles L. 4121-2, L. 4531-1 (principes généraux de prévention), R. 4412-97 du code du travail et de la norme NF X 46-020 de décembre 2008.

Maître d'Ouvrage

- Le repérage amiante avant travaux :
- Le D.A.A.T. a été transmis au CSPS.

Tous les lots

Rapport(s) joint(s) au D.C.E. par la MOA / MOE

Un repérage avant démolition, conformément à l'article R. 1334-27 du code de la santé publique sera réalisé par le maître d'ouvrage. Ce repérage fait partie des dossiers techniques et devra être impérativement joint au DCE.

Maître d'Ouvrage

- Le repérage amiante avant démolition :

Lot Désamiantage



Pré-Rapport du 13/03/2024 de la mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis avant démolition (Listes C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé publique)

Numéro de dossier : 24_00300 MAIRIE DE SANGUINET
Date du repérage : 22/02/2024

-

- ◇ Le repérage amiante avant démolition a été transmis au CSPA .
il a été repéré :
 - ✓ - des matériaux et produits contenant de l'amiante après analyse en laboratoire :
 - ✓ Matériau semi-dur de type dalle de sol (bleu) (Rez de chaussée - Classe 8)
 - ✓ Matériau semi-dur de type dalle de sol (marron) (Rez de chaussée - Classe 7)
 - ✓ Matériau de type colle (jaune) ; matériau semi-dur de type ragréage (gris) (Rez de chaussée - Classe 6)
 - ✓ Colles des carrelages - Faïence (Rez de chaussée - Sanitaire 1; Rez de chaussée - Sanitaires 2)
 - ✓ Matériau semi-dur de type dalle de sol (bleu) (Rez de chaussée - Classe 5)
 - ✓ Plaques bitumineuse placard (Rez de chaussée - Salle de réunion)
 - ✓ Enduits - Plafond (Rez de chaussée - Dégagement 2; Rez de chaussée - Sanitaires 2)
 - ✓ Colles des carrelages - Plinthes (Rez de chaussée - Réserve 1)
 - ✓ Colles des carrelages - Faïence (Rez de chaussée - Réserve 1)

Rapport(s) joint(s) au D.C.E. par la MOA / MOE

le repérage sur site des zones de revêtements contenant de l'amiante selon le rapport joint au D.C.E.
Les rapports devront être disponible dans la base vie.

Maître d'Ouvrage

Un repérage complémentaire sera réalisé à la charge du maître d'ouvrage après les travaux afin de compléter le DTA et de le joindre au DIUO dans le cas où des matériaux résiduels contenant de l'amiante pourraient subsister après travaux.

Maître d'Ouvrage

Lors de la réalisation des travaux, tout ouvrage suspect, en fonction de l'analyse des risques devra faire l'objet, d'une analyse permettant d'identifier la présence ou non de fibres d'amiante.
Tous matériaux dangereux de ce type devront impérativement être déclarés au CSPA, MOE et MOA et faire obligatoirement l'objet d'une évaluation des risques préalable détaillée et de méthodologies de retrait, jointes au PPSPS et conformes aux directives du Code du travail.

Tous les lots

Aucune co-activité simultanée permise pendant le traitement des MCA, que ce soit en SS3 ou SS4

Tous les lots

Retrait d'amiante

Lot Désamiantage

L'entreprise effectuant le retrait de l'amiante devra être certifiée et son personnel formé.
L'ensemble des travaux de désamiantage devra être réalisé dans des zones totalement isolées sans aucune co-activité.
Le plan de retrait établi par l'entreprise sera adressé à l'inspection du travail pour validation, 1 mois avant démarrage des travaux.
L'ensemble des procédures de dépose, d'évacuation et de suivi des déchets concernés devra impérativement suivre la Section 3 : Risque d'exposition à l'amiante, articles R. 4412-94 à 148 du code du travail.

Etablissement d'un plan de retrait

Lot Désamiantage

L'entreprise établit un plan de retrait en fonction de l'évaluation des risques et conformément aux articles R. 4412-119 à 124 du code du travail introduit par le décret n° 2006-761 du 30 juin 2006, en précisant notamment :

- ◇ Le type et les quantités d'amiante manipulés ;
- ◇ Le lieu où les travaux sont réalisés, la date de commencement, la durée probable et le nombre de travailleurs impliqués ;
- ◇ Les méthodes de mise en œuvre lorsque les travaux impliquent la manipulation d'amiante ou de matériaux en contenant ;
- ◇ Les caractéristiques des équipements à utiliser pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;
- ◇ La fréquence et les modalités des contrôles réalisés sur le chantier ;
- ◇ Les durées et temps déterminés en tenant compte de la pénibilité de chaque tâche.

Etablissement d'un mode opératoire (sous-section 4)

Lot Désamiantage

L'entreprise établit un mode opératoire dans le cadre des dispositions particulières aux activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante conformément aux articles R. 4412-145 à 148 du code du travail issu du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012, en précisant notamment :

- ◇ La nature de l'intervention ;
- ◇ Les matériaux concernés ;
- ◇ La fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre et du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle ;
- ◇ Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ;
- ◇ Les notices de poste prévues à l'article R. 4412 -39 ;
- ◇ Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ;
- ◇ Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;
- ◇ Les procédures de gestion des déchets ;
- ◇ Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119.

Le mode opératoire est transmis avant sa 1^{ère} mise en œuvre, à l'inspection du travail, à la CARSAT et, le cas échéant à l'OPPBT. Une nouvelle transmission est effectuée lors de tout changement important des méthodes de travail mises en œuvre et des équipements de protection utilisés.

Les entreprises doivent mettre en place une stratégie d'empoussièrement conformément à la réglementation en vigueur pour répondre à l'analyse du risque au regard du CSP < 5f/l et CDT VLEP < 10f/l sur 8 heures. A savoir :

Lot Désamiantage

- ◇ Mesure initiale avant le début des travaux
- ◇ Mesure sur opérateur (Test, validation, contrôle respect VLEP)
- ◇ Mesures environnementales (1° Dans la zone d'approche de la zone de travail ; 2° Dans la zone de récupération ; 3° En des points du bâtiment dans lequel se déroulent les travaux ; 4° A proximité des extracteurs dans la zone de leur rejet ; 5° En limite de périmètre du site des travaux pour les travaux effectués à l'extérieur.)
- ◇ Mesures de 1^{ère} restitution
- ◇ Contrôle visuel
- ◇ Mesures de fin de chantier

Mesures de 2^{ème} restitution à charge de MO après la fin complète des travaux

Maître d'Ouvrage

2.4.3 Plomb

Il n'a pas été fait état au CSPS de présence de plomb sur le site des travaux.

Maître d'Ouvrage

Le Constat de risque d'exposition au plomb - CREP (RAPPORT N° DIAG V246H001-A du 01.06.2021 de la société HONY) indique la présence de plomb.

Rapport(s) joint(s) au D.C.E. par la MOA / MOE

L'entreprise aura à sa charge le repérage sur site des zones de revêtements contenant du plomb selon le rapport joint au D.C.E.

Lot Principal

Tous matériaux dangereux de ce type devront impérativement être déclarés au CSPS, MOE et MOA et faire obligatoirement l'objet d'une évaluation des risques préalable détaillée et de méthodologies de retrait, jointes au PPSPS et conformes aux directives du Code du travail.

Tous les lots

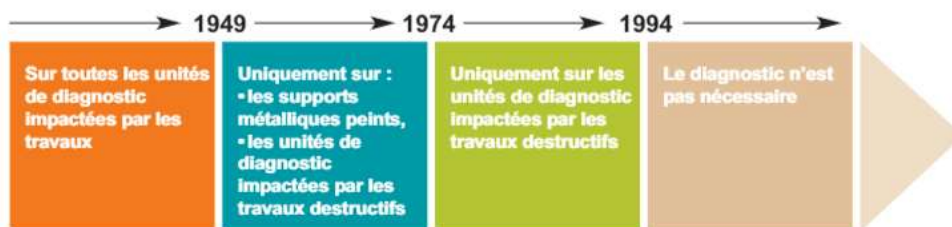
Un diagnostic plomb devra obligatoirement être réalisé par le maître d'ouvrage en vue de prévenir le risque d'exposition professionnelle au plomb pour les ouvrages antérieurs à 1949. Suivant les travaux à réaliser, ce diagnostic d'accessibilité au plomb pourra être préconisé pour les ouvrages jusqu'à 2003 (date d'interdiction définitive d'emploi).

Maître d'Ouvrage

Préconisation CARSAT :

Les situations pour lesquelles le diagnostic plomb est préconisé sont définies à partir des trois critères suivants :

- **La date de construction (trois dates à retenir : 1949, 1974, 1994)**
- **La nature des supports (métallique /non métallique),**
- **La nature des travaux :**
 - destructifs : démolition, ponçage, sablage ...
 - non destructifs : retrait papier peint, recouvrement ...



Les entreprises qui constatent ou suspectent la présence de plomb dans les matériaux ou les peintures existantes, qu'ils sont appelés à manipuler, doivent en aviser le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS et prendre les précautions nécessaires pour informer et protéger leurs salariés.

Tous les lots

L'évaluation des risques doit prendre en compte la toxicité des poussières induite par la concentration de plomb dans les peintures et la quantité de poussières émise lors des travaux qui peut être :

Lot(s) Concerné(s)

- ◇ Importante lors de grattage, de piochage, de démolition même partielle,
- ◇ Limitée lors de percement, scellement ponctuel et d'aspiration de surfaces écaillées ou pulvérulentes.

L'entreprise doit identifier tous les risques induits par les techniques et procédés mis-en-œuvre, pendant le chantier, susceptibles d'affecter les intervenants.

Des campagnes de mesures devront être effectuées avant, en cours et à la fin des travaux pour chaque phase.

Le matériel et les protections individuelles seront en bon état et adaptés à la consistance des travaux.

Travaux de retrait et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles contenant du plomb
Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres

Lot(s) Concerné(s)

L'entreprise effectuant le retrait du plomb devra :

- ◇ organiser, en liaison avec le CHSCT ou, à défaut les délégués du personnel et avec le médecin du travail, une formation à la sécurité et une information, pour les travailleurs susceptibles d'être exposés à l'action d'agent cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction, dont le plomb fait partie.
- ◇ Formation et information sur les risques liés à cette exposition doivent être renouvelées périodiquement, et adaptées à l'évolution du risque (art.R.4412-38, R.4412-86, R.4412-93) .
- ◇ Une notice doit être adaptée à chaque poste de travail (art. R.4412-39)

Etablissement d'un mode opératoire

Lot(s) Concerné(s)

L'entreprise établit un mode en précisant notamment :

- ◇ La nature de l'intervention ;
- ◇ Les matériaux concernés ;
- ◇ Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ;
- ◇ Les notices de poste prévues à l'article R. 4412 -39 ;
- ◇ Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ;
- ◇ Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;
- ◇ Les procédures de gestion des déchets ;

Contrôle de l'exposition des travailleurs au plomb

Lot Principal

Les contrôles sont à la charge de l'entreprise et doivent être pratiqués par un organisme agréé par arrêté ministériel.

Contrôle initial :

Un contrôle initial doit être obligatoirement effectué. Il comporte :

Une mesure de la concentration en vapeurs, fumées ou poussières de plomb de l'air inhalé par un travailleur. Cette concentration ne doit pas dépasser 0.10 mg/m3 en moyenne pour 8 heures. En cas de travaux occasionnels, susceptibles de provoquer un dépassement de cette concentration limite, le médecin donne à l'employeur un avis sur les mesures destinées à assurer la protection des travailleurs.

Ce contrôle doit être renouvelé lors de la survenue d'un incident ou changement notable apporté aux installations ou au procédé de travail.

Contrôle Ulérieurs :

Des contrôles ultérieurs seront effectués selon des périodicités établies en fonction du niveau de concentration atteint et des valeurs de plombémie

Modalités des contrôles atmosphériques :

Les modalités des contrôles atmosphériques sont définies dans un document établi par l'employeur après avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou à défaut des délégués du personnel, ainsi que du médecin du travail.

Surveillance Médicale

Chaque Titulaire de Lot

Un travailleur ne peut être affecté à des travaux mettant en œuvre du plomb que s'il a fait l'objet d'un examen préalable par le médecin du travail, comprenant un examen clinique et une surveillance biologique, et si la fiche d'aptitude atteste qu'il ne présente pas de contre-indication médicale à ces travaux (art. R.4412-44)

Une surveillance médicale renforcée est assurée si l'exposition à une concentration plomb supérieure 0.05mg/m3 sur 8heures est constatée, ou l'orsque le taux de plombémie dépasse 200 microgrammes/l pour les hommes et 100 microgramme/l pour les femmes (art. R.4412-160)

Une fiche d'exposition est établie pour chaque travailleur :

Elle comprend les informations sur la nature du travail effectué, les dates et résultats des contrôles d'exposition (art.R.4412-40 à R.4412-43)

Hygiène Vestiaires :

Chaque Titulaire de Lot

Deux vestiaires collectifs doivent être mis à la disposition du personnel, l'un « propre » et l'autre « sale », ils sont séparés par des douches (art. R.4412-156)

Toilette :

Des douches, associées aux vestiaires collectifs, sont à la disposition des travailleurs soumis au risque plomb. Les douches doivent être utilisées à chaque fois que les travailleurs retirent leurs vêtements de travail souillés par le plomb.

Repas :

La consommation de nourriture et de boisson ne doit s'effectuer que dans des zones non polluées et équipées d'installations sanitaires

Pour rappel : il est interdit de boire, manger, fumer, priser et mâcher des gommes dans les locaux susceptibles de présenter des risques dus au plomb.

Vêtements :

Les vêtements de travail souillés par le plomb ne doivent pas être portés en dehors du lieu de travail. C'est l'entreprise qui en assure l'entretien et le lavage fréquent.

Protections collectives et individuelles

Généralités :

Les travaux exposant au plomb doivent se faire en système clos et étanche.

En cas d'impossibilité, les emplacements de travail doivent être équipés de moyens efficaces assurant l'évacuation des poussières, des fumées et des vapeurs de plomb (Aspiration à la source puis rejet après filtration)

S'il est impossible d'assurer une ventilation efficace des lieux de travail, le personnel exposé doit porter un appareil de protection respiratoire.

Si la durée des travaux ne doit pas excéder une journée, cette protection peut être également utilisée. Il doit être fourni à chaque travailleur exposé au plomb des gants en matière imperméable aux produits manipulés, des vêtements de protection, une coiffure et des bottes ou chaussures de sécurité.

Intervention milieu occupé :

Des dispositions particulières doivent être prises lorsque des travaux favorisant le dégagement de poussières de plomb doivent être exécutés dans des lieux occupés.

Isolation des pièces = sas de confinement

Nettoyage des espaces d'intervention

Ventilation = filtration

Protection des voies respiratoire :

Sur chantier, l'opérateur doit porter un appareil de protection respiratoire qui sera choisi en fonction des travaux et modes opératoires retenus, après analyse des risques.

Nettoyage des lieux de travail :

Les poussières seront captées à l'aide d'aspirateurs industriels munis de filtres type EU9 à EU14

Les lavages seront effectués à l'aide :

- ◇ D'injecteurs-extracteurs,
- ◇ De nettoyeurs à haute pression (Vigilance au niveau du brouillard pouvant contenir des poussières de plomb)
- ◇ Eponges

Chaque Titulaire de Lot

Evacuation et Stockage des déchets

Stockage

Les déchets doivent être évacués de manière continue hors du lieu de production au minimum tous les soirs et si possible à mi-journée. Ils seront stockés à proximité dans un local fermant à clef et emballés dans des sacs et récipients étanches étiquetés.

Traitement des déchets

En centre de traitement agréé pour les débris et poussières de plomb.

En installation de stockage de déchets non dangereux pour les éléments intégrés en bois ou métalliques, éléments en plâtre, revêtu de peinture au plomb, après ensachage.

En installation de stockage de déchets inertes pour les matériaux intègres (Pierre, briques, bloc de béton, sauf plâtre) revêtus de peinture au plomb avec teneur en plomb lixiviable inférieure à 0.5 mg/Kg

Les pots et récipient souillés, les EPI souillés hors service, les sacs des systèmes d'aspiration, les filtres des systèmes d'aspiration d'air, les chiffons souillés, les protections des sols et bâches de confinement seront évacués en installation de stockage de déchets dangereux.

Chaque Titulaire de Lot

2.4.4 Matériaux contaminés

Il n'a pas été fait état au CSPS de présence d'autres matériaux spécifiques contaminés sur le site des travaux.	Maître d'Ouvrage
Tous matériaux dangereux de ce type devront impérativement être déclarés au CSPS et au MOE et faire obligatoirement l'objet d'une évaluation des risques préalable détaillée et de méthodologies de retrait, jointes au PPSPS et conformes aux directives du Code du travail.	Lot Désamiantage

2.4.5 Matériaux radioactifs

Il n'a pas été fait état au Coordonnateur de présence de produits radioactifs sur le site des travaux.	Maître d'Ouvrage
En cas de découverte fortuite, tous matériaux et/ou éléments radioactifs devront impérativement être déclarés au CSPS et faire l'objet d'une évaluation des risques préalable et de méthodologies d'interventions, jointes au PPSPS et conformes aux directives du Code du travail.	Tous les lots

2.4.6 Engins de guerre

<p>Lors des travaux d'infrastructure (décapage, terrassements,) la découverte d'engins de guerre non explosés est à prendre en compte.</p> <p>En cas de mise à jour d'engins de guerre au cours des terrassements, des dispositions de protection devront être immédiatement prises :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◇ Arrêt immédiat de tout travail dans un rayon de 100 mètres autour de l'engin, ◇ Prévenir la mairie qui avertira les services de déminage de la Préfecture, ◇ Prévenir immédiatement le service de déminage, ◇ Préfecture ◇ Baliser le ou les engins de guerre par l'installation de barrières périphériques avec signalisation par panneau rouge portant l'inscription « DANGER DEFENSE D'APPROCHER ». ◇ Prévenir de suite le Maître d'Ouvrage, le Maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS. ◇ Attendre les instructions. 	Tous les lots
--	---------------

2.4.7 Cavités souterraines

<p>Dès l'apparition de signes d'affaissement du terrain, de fissures ou autres éléments laissant croire à la présence de cavités, des dispositions de protection devront être immédiatement prises :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◇ Arrêt immédiat de tout travail dans un rayon de 100 mètres autour de la zone concernée, ◇ Baliser par l'installation de barrières périphériques, ◇ Prévenir de suite le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS. 	Tous les lots
---	---------------

2.4.8 Travaux à proximité d'ouvrages électriques ou gaz

<p>Lors d'intervention à proximité d'ouvrages électriques ou gaz il conviendra, afin d'assurer la sécurité des intervenants sur le chantier, de veiller à chaque phase d'intervention à l'application des règles en vigueur.</p> <p>Préparation de chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◇ Se procurer les plans originaux, le récépissé de la DICT et, si possible, de la DR. 	Tous les lots
--	---------------

- ◇ Repérer les ouvrages à partir de la cartographie.
- ◇ Mesurer les cotes au plus près de la zone de travail en faisant attention à l'échelle des plans. Reporter au sol (peinture) la position présumée des ouvrages.
- ◇ Conformément à l'article R. 554-27 du code de l'environnement, le marquage piquetage est une obligation du responsable de projet (maître d'ouvrage), sauf dans le cas particulier où cette opération est effectuée par l'exploitant à son initiative en réponse à la DT ou la DICT. Le responsable de projet doit explicitement prévoir cette opération dans le marché de travaux ou dans un marché ou lot séparé, ainsi que les modalités de sa rémunération. Son exécution peut cependant être confiée à un tiers, par exemple l'entreprise d'exécution des travaux.
Pour que le prestataire chargé de cette mission puisse procéder à cette opération, il est absolument nécessaire de lui remettre les DT, les réponses aux DT, et le cas échéant les résultats des investigations complémentaires effectuées pour améliorer la cartographie des réseaux enterrés au droit de l'emprise des travaux prévus.
Durant la totalité des travaux, l'entreprise (ou les entreprises) exécutant les travaux a (ont) obligation de préserver le bon état du marquage piquetage ainsi mis en place.

Lorsque la cartographie des réseaux enterrés n'est pas assez précise pour mener les travaux en toute sécurité, une recherche effective de l'emplacement des réseaux (investigations complémentaires) est réalisée pour le compte du Maître d'Ouvrage avant le démarrage du chantier afin de localiser précisément ces réseaux. Et de disposer des informations de classe A.

- ◇ Les compétences acquises par un salarié intervenant dans la préparation ou l'exécution de travaux à proximité des réseaux se concrétisent par l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) que lui délivre son employeur. Trois catégories de personnes doivent disposer d'une **AIPR** :

Opérateurs :

- personnels de l'exécutant des travaux chargés de conduire des engins de chantiers (pelles, niveleuses, foreuses, grues, plateformes élévatrices, chariots automoteurs de manutention, pompes et tapis à béton, camions aspirateurs, engins de travaux sans tranchées) ou d'effectuer des travaux urgents dispensés de DT et DICT

Encadrants :

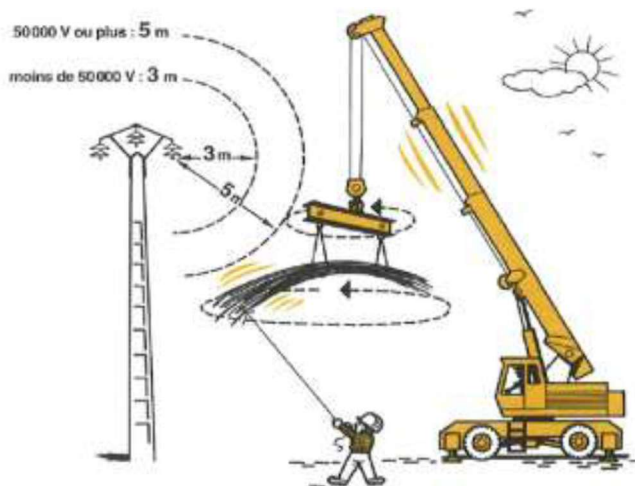
- personnels de l'exécutant des travaux chargés d'encadrer les chantiers de travaux. (Chef de chantier, conducteur de travaux)

Concepteurs :

- personnels du responsable de projet chargés notamment d'effectuer les déclarations de projet de travaux (DT), d'analyser leurs réponses, de procéder ou faire procéder à des investigations complémentaires sur les réseaux situés au droit des travaux, d'annexer au dossier de consultation des entreprises puis au marché de travaux les informations utiles sur les réseaux, de procéder ou faire procéder au marquage piquetage des réseaux enterrés et d'assurer le suivi ou le contrôle de l'exécution des travaux.

Travaux à proximité de lignes aériennes :

- ◇ Respecter les prescriptions d'intervention définies dans le CdT partie réglementaire 4534 section 12.
- ◇ Rappel des distances minimales d'approche :
 - 3 mètres pour une ligne de moins de 50 000volts
 - 5 mètres pour une ligne de plus de 50 000volts.



Dans le cas de présence de réseaux aériens, les entreprises se referont aux définitions des mesures prises avec les services concessionnaires et mettront en place des dispositifs de sécurité adaptés.

Les lignes électriques non isolées seront isolées par EDF si nécessaire et balisées par des gabarits (en amont et en aval des passages sous lignes) permettant de respecter les distances réglementaires.

Concernant les autres câblages, des précautions seront prises afin de ne pas les détériorer lors du passage des engins ou des camions).

Dans le cas de travaux exécutés à proximité d'installation de traction électrique, il doit être tenu compte, pour déterminer les distances minimales qu'il convient de respecter par rapport aux pièces conductrices nues sous tension, d'une part, de tous mouvements possibles des pièces conductrices sous tension de la ligne, d'autre part, de tous les mouvements, déplacements, balancements, fouettements (notamment en cas de rupture éventuelle d'un organe) ou chutes possibles des engins utilisés pour les travaux envisagés.

La façade avant supporte des câbles électriques ainsi qu'un réseau de distribution de gaz. Préablement aux travaux, les alimentations électriques en façade devront impérativement être consignées par un électricien habilité. Une attestation de consignation de ces réseaux électriques devra être envoyée au coordinateur SPS. De même, le réseau d'alimentation gaz devra être mis hors service avant le démarrage des travaux.

Lot(s) Concerné(s)

Si présence de câbles électriques en façades, protection mécanique à mettre en place + signalisation

Lot(s) Concerné(s)

Si Présence de câbles électriques en façades et/ou réseau de distribution de gaz, protection mécanique à mettre en place + signalisation.

Lot(s) Concerné(s)

Si nécessaire préalablement aux travaux, les alimentations électriques en façade devront impérativement être consignées par un électricien habilité. Une attestation de consignation de ces réseaux électriques devra être envoyée au coordinateur SPS.

De même, le réseau d'alimentation gaz devra être mis hors service avant le démarrage des travaux.

3. MESURES DE COORDINATION DEFINIES PAR LE COORDINATEUR

3.1 Voies ou Zones de Déplacement ou de Circulation Horizontale ou Verticale

Se référer aux paragraphes 2.3.7 Circulation / Signalisation et 2.3.9 Approvisionnement

Sur le plan d'installation de chantier (se référer au paragraphe) l'entreprise en accord avec le Maître d'œuvre, fera apparaître un plan de circulation et de balisage permettant d'orienter les véhicules et de fluidifier le trafic :

- ◇ Repérage des entrées et sortie du chantier à partir de la voie publique,
- ◇ Cheminements et les stationnements utilisables,
- ◇ Balisage et signalisation de chantier,
- ◇ Localisation des clôtures et entrées du chantier,
- ◇ etc.

L'entreprise en charge de l'installation de chantier devra se conformer, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité, aux conditions qui lui seront imposées, notamment en ce qui concerne les accès destinés aux personnels, aux véhicules et aux engins de chantier.

Elle supportera toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien des installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

Les entreprises devront également conduire les travaux de manière à maintenir dans des conditions convenables les communications et les réseaux traversant le chantier, notamment ceux qui intéressent la circulation des personnes et l'écoulement des eaux.

Le stationnement des véhicules légers se fera sur le parking prévu au plan d'installation de chantier, mais en aucun cas sur la zone chantier.

Il n'est pas prévu de parc de stationnement spécifique. L'accès des voitures particulières à l'intérieur du chantier est interdit.

Les interventions sur le site, entre les travaux et les accès obligatoires pour les riverains, seront aménagées de façon à garantir toute la sécurité

3.1.1 Travaux à l'échelle / escabeau

Aucun travail ne sera effectué sur une échelle, celle-ci étant considérée comme un passage.

Il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux ou marchepieds comme poste de travail.

Art : R 4323-63 du code du travail

Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque à établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif.

3.1.2 Utilisation et conduite des véhicules et des engins de chantier (y compris plateforme élévatrice)

La conduite des engins de chantier ne pourra être confiée qu'à des conducteurs ayant été reconnus aptes médicalement et professionnellement. Chaque conducteur devra être en possession du titre d'habilitation établi par son employeur. A partir du 1^{er} janvier 1997, chaque conducteur devra être en possession d'un C.A.C.E.S. (Certificat d'Aptitude à la Conduite d'Engins en Sécurité) établi soit par un organisme de formation, soit par un testeur d'entreprise.

L'utilisateur doit préalablement s'assurer des conditions d'accès de l'appareil, de la planéité et de portance des supports de circulation et des contraintes intérieures ou extérieures pouvant se présenter sur le lieu de travail.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne pourront s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- ◇ Du guidage des véhicules et des engins,
- ◇ De la signalisation vis à vis des autres utilisateurs de la zone de circulation (**balisage des zones d'interventions**).

Un exemplaire des rapports de vérifications réglementaires que doivent subir les engins amenés à manutentionner devra être tenu à disposition sur le site par les entreprises utilisatrices.

3.1.3 Dispositifs particuliers pour faciliter les circulations

Les accès en hauteur, communs à tous les corps d'état, sont mis en place au fur et à mesure de l'élévation du bâtiment par l'entreprise. L'entreprise qui installe un moyen d'accès doit le mettre à disposition des autres corps d'état. **Dès que possible, la circulation verticale du personnel, se fait par les escaliers définitifs** avec installations d'éclairages et des dispositifs de sécurité réglementaires.

Tour d'escalier et escalier provisoire

En cas d'impossibilité ou de difficulté de mettre en place les volées d'escaliers définitifs à l'avancement de l'élévation du gros-œuvre, l'accès entre niveaux sera compensé par un escalier provisoire.

3.2 Conditions de manutention des matériaux et matériels / Moyens de Levage

3.2.1 Levage Manuel

La législation du travail impose une limitation à l'emploi du transport de charges de façon manuelle, elles doivent faire l'objet d'une réflexion et d'une organisation particulière (Art. R.4541-3 du Code du Travail)

Ces dispositions devront apparaître dans le P.P.S.P.S. de l'entreprise.

3.2.2 Gestion des Approvisionnements

Se référer aux paragraphes 2.3.9 Approvisionnement

Au cours de leur période de préparation, les entreprises établiront une prévision globale de leurs approvisionnements mettant en évidence :

- ◇ Le poids des charges à transporter,
- ◇ Les véhicules utilisés,
- ◇ Les moyens de manutention au déchargement,
- ◇ Le gabarit des colis,
- ◇ La fréquence des livraisons.

Ces différentes informations seront transmises au maître d'œuvre, à l'entreprise de principale et seront annexées au P.P.S.P.S. des entreprises.

Régulièrement, l'entreprise de gros œuvre éditera, après concertation avec le maître d'œuvre et les entreprises concernées :

- ◇ Les horaires d'utilisation des grues et ascenseurs,
- ◇ Les modifications souhaitées d'heures de livraison,
- ◇ Toutes suggestions permettant d'optimiser les transports, les livraisons et les manutentions.

3.2.3 Interférence des Appareils de Levage

Les entreprises devront organiser leurs travaux (répartition en tranches, phasage des travaux) de façon à éviter les interférences entre les différents engins de levage.

En cas d'impossibilité, un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites devra être installé.

Ces dispositions devront apparaître dans le P.P.S.P.S de chaque entreprise.

3.2.4 Appareil de Levage

Ils doivent faire l'objet de vérifications réglementaires, les registres de sécurité devront être tenus à jour et présentés à la demande des organismes officiels de prévention et du coordonnateur sécurité, en particulier, au moment de leur introduction sur le chantier (arrêté du 9 juin 1993).

Les entreprises devront communiquer au coordonnateur de sécurité, pour accord préalable, de leurs projets d'installations d'appareils de levage (treuils, consoles, recettes en façade...).

Il est strictement interdit d'introduire sur le chantier un engin mobile de levage sans une étude des interférences avec les autres engins de levage.

Il est rappelé que :

- ◇ Dans le cas de la prévention des risques engendrés par le recoupement des zones d'action des grues à tour ou le survol des zones sensibles par tout type de grue, la recommandation CNAMTS du 18 novembre 1987, la circulaire du 09.07.1987 et le décret du 8 janvier 1965 article 41, sont applicables sur le chantier.

Circulaire du 9 juillet 1987

Mesures particulières de sécurité (application de l'article 22 du décret n° 47 – 1592 du 23 août 1947 modifié et complété par l'arrêté du 14.11.62 – JO 22). Tous les appareils de levage seront munis de l'ensemble des dispositifs de sécurité qui s'avéreront nécessaires tels que le limiteur de course, anémomètres, limiteur de relevage, et éventuellement, limiteur d'orientation.

Textes de référence : art. R.4323-46 et arrêté du 2 déc. 1998 du Code du travail, et recommandation R406 CNAMTS.

Décret du 8 janvier 1965 – Article 41

Lorsqu'un appareil de levage se dresse à proximité d'une construction sur laquelle des travailleurs sont occupés, l'espace libre entre les éléments mobiles et le dernier plancher doit être de deux mètres au minimum.

L'entrepreneur recherchera la meilleure implantation des appareils et circulation des produits, en évitant la création de volumes d'interférences. Si les interférences ne sont pas éliminées (que celles-ci soient ou non des zones de travail), des dispositifs appropriés devront être installés.

Les zones suivantes seront interdites de survol :

- ◇ Les lignes électriques aériennes,
- ◇ Les riverains sans leur autorisation.

Par définition, il s'agit de zones dans lesquelles aucun mouvement de manutention ne doit introduire une charge, et le cas échéant, un élément de l'appareil.

Le dispositif devra interdire, en cas de défaillance du grutier, l'intrusion dans la zone interdite.

Mise à disposition engins de chantier / appareils de levage

Il est rappelé que :

- ◇ Lorsqu'une entreprise met des matériels à la disposition d'une autre entreprise, ils doivent être en bon état (décret du 20 mars 1979).
- ◇ La mise à disposition d'appareils de levage aux autres corps d'état devra faire l'objet d'un accord préalable auprès de l'entreprise détenant ce dernier et n'être autorisée que si la conduite de ces appareils de levage est exclusivement confiée au conducteur habituel ou à un conducteur désigné et habilité.

3.2.5 Stabilité des Grues

L'entreprise s'assurera notamment auprès des constructeurs de grues que la stabilité de ces appareils de levage sera assurée par les forces maximales des vents enregistrés dans la région.

Les mesures de prévention assurées par l'entreprise à ce titre seront notifiées dans son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Circulaire TMO 8/60 du 18.03.63 – B – Stabilité.

La stabilité de la grue, qu'elle soit fixe ou mobile, en service ou simplement soumise à l'action du vent, doit constamment être assurée par une parfaite résistance au sol et des moyens d'amarrage et d'équilibrage appropriés (haubans, les, mise en girouette de la flèche, etc....)

De plus, pour les grues montées sur roues et pour éviter leur déplacement sous l'action du vent, il sera prévu des moyens de calage, d'amarrage, et de freinage. Ces dispositions seront établies en tenant compte des plus fortes poussées du vent à prévoir suivant les conditions locales.

Décret du 8 janvier 1965

Article 27.

La stabilité des appareils de levage mus mécaniquement doit être constamment assurée, même en dehors du service, par des lests, haubans, vérins, scellement, amarres ou tout autres dispositifs ou moyens appropriés.

Article 29.

Des moyens de calage, d'amarrage ou de freinage doivent être utilisés pour immobiliser à l'arrêt les appareils de levage mobiles tels que grues, et éviter leur déplacement sous l'action du vent.

Ces dispositifs doivent être établis en tenant compte très largement des plus fortes poussées de vent à prévoir suivant les conditions locales.

Contrôles.

Tous les appareils de levage devront être contrôlés tous les six mois par un organisme agréé et après chaque opération de démontage ou de remontage pour les grues à tour.

Contrôleurs d'état de charge (CEC)

Suivant la restriction du décret du 24.01.85 rendant obligatoire les CEC suivant les normes NFE 52.086 intitulées « dispositifs s'opposant à la surcharge des grues mobiles » et NFE 52.087 intitulée « grues mobiles – règles générales de sécurité » de décembre 1983, le maître d'œuvre rend obligatoire la présence du CEC ou d'un dispositif équivalent sur toutes les grues du chantier.

Ce matériel devra être en bon état de fonctionnement et sera vérifié périodiquement.

Le C.E.C. ou dispositif équivalent devra obligatoirement inclure les paramètres suivants :

- | | |
|--|---|
| ◇ Patins stabilisateurs totalement sortis | ◇ Longueur de la flèche sortie |
| ◇ Patins stabilisateurs totalement rentrés | ◇ Orientation et inclinaison de la flèche |
| ◇ Dévers de grue | ◇ Poids de la charge à soulever |

TOUTE GRUE MOBILE NON EQUIPEE DE CE DISPOSITIF EST INTERDITE SUR LE CHANTIER.

3.3 Aménagement des zones de Stockage et Evacuation des Matériaux notamment des Matériaux Dangereux

Se référer aux paragraphes 2.3.8 Stockage

Les entreprises devront informer le maître d'œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux seront délimitées et indiquées sur le plan d'installation de chantier, qui sera tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

3.3.1 Conditions de Stockage, d'Elimination ou d'Evacuation des Déchets

La désignation des décharges destinataire des déblais excédentaire ou déchets (pour mémoire, le Maître de l'Ouvrage reste responsable de la gestion des résidus en provenance de son chantier) est obligatoire, soit au travers du P.P.S.P.S, soit par la fourniture des tickets de détaxation fournis par les décharges.

Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée. Elle est responsable de l'évacuation des gravats, débris et emballage produits par ses travaux jusqu'aux lieux de stockage fixés par le maître d'œuvre sur proposition de l'entreprise chargée du lot gros œuvre.

Les zones de stockage des déchets seront indiquées sur le plan d'installation de chantier et devront être mis en place aux endroits et moments nécessaires pour éviter tout risque d'accident et éviter toute gêne au personnel de chantier et à l'environnement. Des bennes à gravats seront mises à disposition par l'entreprise titulaire du lot qui en assurera l'enlèvement régulier et le transport jusqu'aux décharges publiques. Il sera prévu une benne spéciale pour les produits toxiques et polluants. Ces emplacements seront balisés et éclairés.

L'entreprise devra s'engager à organiser et gérer le tri sélectif des déchets de chantier conformément aux textes en vigueur suivants :

- ◊ Circulaire du 15/02/2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics (BTP) (BOMATE n° 2000-03 du 20/03/00)
- ◊ Circulaire du 18 mai 2006 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics : Actions des comités de suivi (BOMEDD n° 15 du 15/08/06)
- ◊ Arrêté du 7 juillet 2005 précisant la tenue de registres
- ◊ Arrêté du 29 juillet 2005 précisant le Bordereau de Suivi
- ◊ Recommandations T2 2000 du 22 juin 2000 relative à la gestion des déchets de chantier.

Pour permettre à chacun une meilleure comptabilisation des matériaux sortis du chantier, il sera utile d'effectuer un regroupement des éléments le permettant. Ainsi, il sera installé dans le bureau de chantier un classeur dans lequel seront regroupés tous les bons de sortie, les bons de pesée rapprochés à ceux-ci.

Ces documents seront classés par date de sortie, type de produit et une codification de chaque produit pourra également être créée, pour une meilleure compréhension.

Seront aussi classés les BSDA et BSDI, documents indispensables pour l'établissement du DOE.

3.3.2 Matériaux / Produits Dangereux

Les entreprises indiqueront dans leur P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou de préparations dangereuses pouvant provoquer intoxication, incendie ou explosion, en joignant les fiches de données de sécurité des produits en annexe de leur P.P.S.P.S. Dans ce cas, des zones de stockage particulières seront désignées en concertation avec le coordonnateur de sécurité en fonction des risques.

L'entreprise précisera dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives au produit à employer ainsi que les dispositions de mise en œuvre qu'elle prévoit (ventilation, éclairage...) aucun stockage ne sera autorisé en dehors de la zone prévue à cet effet. Ces zones de stockage seront protégées, balisées et signalées par des panneaux particuliers aux matériaux dangereux. Prévoir les extincteurs dans le cas de matières inflammables.

Conditions d'enlèvements des Matériaux Dangereux Utilisés :

Une entreprise mettant en œuvre des matériaux dangereux doit le signaler dans son P.P.S.P.S. en indiquant les risques créés par ces matériaux. L'entreprise est responsable de l'enlèvement de tout excédent ou déchet des matériaux mis en œuvre.

3.4 Installation Électrique / Risque Electrique

Se référer aux paragraphes 2.3.3 Installations Electriques

Le nombre d'armoires sera calculé de façon à ce qu'il y ait au moins une armoire dans un rayon égal à 25m.

Chaque coffret devra avoir un minimum : 1 PC 63 ampères, 1 PC 32 ampères, 3 PC 16 ampères, 1 PC 24 volts, 1 AU

Ils seront munis d'un disjoncteur magnétothermique pour prise avec réenclenchement en façade de coffret.

Ces coffrets seront sur pieds et facilement déplaçables.

Les installations électriques de chantier devront être conçues et réalisées conformes à la législation en vigueur et aux lois, décrets et normes concernant la protection des travailleurs contre les courants électriques

En aucun cas, les armoires des locaux ne seront prévues pour les branchements d'appareils tels que les postes à soudure, etc.... Le branchement de tels appareils sera à la charge des entreprises utilisatrices.

3.4.1 Vérification des installations

La vérification est une opération destinée à contrôler la **conformité** d'un ouvrage électrique aux exigences réglementaires et normatives en vigueur. (Conformément au décret 88-1056 du 14 novembre 1988- Art 53. Une copie de ce rapport devra être tenue à disposition sur le chantier et une copie sera adressée au coordonnateur de sécurité.)

Elle doit avoir lieu :

- ◇ Au moment de la mise en service,
- ◇ Périodiquement,
- ◇ Sur mise en demeure par l'inspection du travail.

Ces vérifications sont réalisées par des **organismes accrédités**. Pour certaines, l'employeur peut faire appel à une personne compétente de l'entreprise remplissant certains critères.

Les résultats des vérifications sont consignés dans un **registre**, avec en annexe les rapports des organismes accrédités.

Une copie de ce rapport devra être tenue à disposition sur le chantier et une copie sera adressée au coordonnateur de sécurité.)

3.4.2 Habilitations Electriques

L'employeur ne peut confier des travaux sur des installations électrique ou à proximité de conducteurs nus sous tension qu'à des personnes qualifiées et habilité ; l'employeur délivre une habilitation après avoir assuré une formation ; un contrôle des connaissances et une vérification de l'aptitude médicale du personnel. Le contenu de la formation est défini comme suit :

1. Définition des dangers électrique
2. Définition des règles de sécurité à observer pour l'exécution des opérations qui peuvent lui être confiées
3. Définition des manœuvres à effectuer en cas d'accidents.

Type d'habilitations pour Interventions du domaine B.T :

	Hors tension	Sous tension	Intervention domaine B.T.
Non électricien	B0 ou H0	/	/
Exécutant électricien	B1 ou H1	B1 T ou H1 T	BR
Chargé d'intervention	/	/	BR
Chargé de travaux	B2 ou H2	B2 T ou H2 T	/
Chargé de consignation	BC ou HC	/	BC
Agent de nettoyage sous tension	/	BN ou HN	/

3.4.3 Travaux Electriques Sous et Hors Tension (Réhabilitation)

Signaler le local ou l'emplacement de travail présentant un risque



Pictogramme d'avertissement du danger électrique

Les locaux ou emplacements présentant un risque de choc électrique doivent être délimités aux moyens d'obstacles et signalés au moyen d'un **panneau d'avertissement** réglementaire du **danger électrique**. L'accès à ces locaux ou emplacements est réservé aux personnes autorisées.

Lors de l'ouverture d'une **armoire électrique** présentant des pièces actives nues sous tension accessibles, il faut installer un **balisage de sécurité**. Ce balisage ne doit pas pouvoir être franchi par inadvertance.

Les seules commandes autorisées pour le personnel de production non habilité sont celles qui sont prévues à l'extérieur des tableaux et armoires électriques.

3.4.4 Travaux d'Electricité de Mise Hors-Tension d'une Zone de Travaux

Les travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques situées à l'intérieur des locaux seront exécutés conformément aux articles R. 4534- 126 à 130 du code du travail.

Mise hors tension des réseaux électriques avant les travaux de dépose par du personnel électricien habilité.

Après mise hors tension du réseau l'entreprise établira une attestation de consignation du réseau de manière à ce que les entreprises interviennent sur la zone de travaux neutralisée.

Le Port des EPI spécifiques aux travaux électriques est obligatoire

3.4.5 Travaux de Branchement Electrique / Risque d'Electrisation

Les travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques extérieures seront exécutés conformément aux articles R. 4534-107 à 125 du code du travail.

Neutralisation des réseaux électriques avant les travaux de branchement par du personnel électricien habilité.

Après le branchement exécuté, prévenir et signaler de la mise sous tension du réseau même s'il s'agit d'une mise sous tension partielle.

Le Port des EPI spécifiques aux travaux électriques est obligatoire

3.5 Les mesures prises en matière d'interaction sur le site

La liste des protections énumérées ci-dessous n'est pas exhaustive. Le titulaire du lot pourra compléter les protections prévues en les précisant dans son P.P.S.P.S.

Chaque entreprise doit procéder à sa propre analyse des risques.

3.5.1 Note sur protection collective

Ce paragraphe a pour objet de définir les grandes lignes du programme des protections à mettre en place. Il a pour but de réaliser une continuité et une homogénéité des protections lors de l'intervention des différents lots.

Les protections collectives doivent être conçues par l'entreprise de sorte que les travaux puissent toujours se réaliser à l'intérieur des protections collectives jusqu'à ce qu'elles puissent être enlevées.

Les protections collectives seront installées à l'avancement des travaux et entretenues pendant toute la durée du chantier par l'entreprise titulaire du lot Gros œuvre (à l'exclusion des protections spécifiques à charge de l'entreprise utilisatrice : couverture, charpente, ascenseur, étancheur etc....)

Les protections collectives seront installées à l'avancement des travaux et entretenues pendant toute la durée du chantier par les entreprises concernées.

Les protections collectives initiales des réservations, trémies, circulations horizontales et verticales lors du démarrage et de l'avancement des travaux est à la charge du lot principal puis les protections collectives seront installées à l'avancement des travaux et entretenues pendant toute la durée du chantier par les entreprises concernées (notamment pour les protections spécifiques à charge de l'entreprise utilisatrice : couverture, charpente, ascenseur, étancheur etc....).

Toute entreprise devant démonter une protection devra en garantir un niveau de sécurité équivalent pendant et après ses travaux.

Tout changement de type protection collectives entre différents corps d'état donnera lieu à une concertation entre les entreprises concernées et le CSPS afin de garantir un maintien des protections collectives.

Procédure de dépose des protections collectives

Si pour une tâche déterminée une entreprise doit déposer un élément ou l'ensemble de la protection collective, celle-ci devra:

- ◇ Prévenir l'entreprise ayant mis en place la protection
- ◇ Avertir le personnel susceptible de travailler dans la zone concernée
- ◇ Assurer la continuité de la sécurité par un autre moyen qui devra être défini dans son PPSPS
- ◇ Etablir la protection collective à la fin des travaux
- ◇ Faire constater à l'entreprise responsable que la repose a été effectuée.

En cas de carence, le coordonnateur SPS demandera au Maître d'Ouvrage de faire intervenir l'entreprise principale pour remettre en état les protections collectives, les frais correspondants seront imputés à la charge de l'entreprise responsable.

Echafaudage

Echafaudages fixes :

Les échafaudages fixes devront être impérativement conformes aux directives inscrites au Code du travail (lisses, sous lisses et plinthes, arrimages et fixations, moyens d'accès, etc....) et doivent être montés par des « salariés habilités monteurs » capables d'assurer le contrôle préalable et obligatoire avant toute mise en service.

Les échafaudages fixes devront obligatoirement disposer d'accès intérieurs sécurisés constitués d'escaliers ou sapine d'accès extérieure (solution à privilégier) ou le cas échéant d'échelles de service et de trappes rabattables ; les accès par échelles libres étant proscrits.

L'utilisation d'échafaudages avec platelages réalisés au moyen de bastaings juxtaposés est strictement interdite.

Les échafaudages utilisés devront permettre d'assurer la protection collective du personnel lors des opérations de montage ou de démontage. La pose ou la dépose des garde-corps d'un platelage supérieur doit pouvoir être effectuée à partir du platelage inférieur sans mise en danger des intervenants monteurs.

Notice et plan de montage si < à 24m - Notice, Note de calcul, attestation de contrôle si > à 24 m

Un PV de réception est laissé sur le site.

Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE

Si la situation l'exige, ces échafaudages devront être équipés de filets anti-projection pour éviter toute chute d'objets et/ou de matériels et matériaux.

De plus Les écrans de protections à mettre en place seront fonction d'une part du type de traitement de façade prévu et des impératifs découlant du site, de l'environnement et d'autre part des obligations imposées par les services publics.

Tours d'échafaudages mobiles :

Les tours d'échafaudages mobiles de grand gabarit devront être construites suivant les directives techniques de montage ordonnées par les fournisseurs et prendre en compte l'adéquation surface/hauteur.

Ces tours devront être parfaitement stabilisées au sol en position de travail au moyen des stabilisateurs prévus par le fournisseur et arrimées, si la situation l'exige, sur des éléments fiables de la structure.

L'accès du personnel devra se faire obligatoirement depuis l'intérieur au moyen d'échelles de service munis de trappes de service rabattables aux différents paliers.

Si nécessaire, ces tours d'échafaudages devront être équipées de filets anti-projection pour éviter toute chute d'objets et/ou de matériels et matériaux.

Echafaudages mobiles :

Le montage des échafaudages mobiles devra être réalisé suivant les directives techniques de montage ordonnées par les fournisseurs et tenir compte de l'adéquation surface/hauteur.

Ces échafaudages mobiles devront être parfaitement stabilisés au sol en position de travail au moyen des stabilisateurs prévus par le fournisseur et arrimés, si la situation l'exige, sur des éléments fiables de la structure.

L'accès du personnel devra se faire obligatoirement depuis l'intérieur au moyen d'échelles de service munis de trappes de service rabattables aux différents paliers.

Si nécessaire, ces échafaudages devront être équipées de filets anti-projection pour éviter toute chute d'objets et/ou de matériels et matériaux.

3.5.2 Mutualisation des moyens définis en concertation avec MOE et MOA

Type	Mesures de coordination	Mises-en-œuvre	Utilisation	Maintien en sécurité
Utilisation partagée d'un échafaudage	Chaque entreprise devra avoir son propre matériel, et dans le cas d'une utilisation partagée d'un échafaudage, l'entreprise utilisatrice devra réceptionner les installations avant utilisation en tenant compte des conditions dans lesquelles il l'utilise effectivement. Une convention de prêt entre les entreprises concernées sera établie			Entreprises utilisatrices
Echafaudage de façade pour une utilisation commune pour les travaux de toiture et les interventions en façades afin de réaliser les différentes interventions des corps d'état sous protections collectives	A définir : Un échafaudage pourra être mis en place pour une utilisation commune par les lots charpente, couverture, zinguerie, menuiserie, revêtement de façade. Il fera l'objet au préalable d'une convention d'utilisation, sous le contrôle du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS. L'échafaudage commun sera utilisé pour les travaux de : charpente couverture bardage ravalements de façades			Entreprises utilisatrices sous contrôle de l'entreprise en charge de l'installation
Protection périphériques	Concertation à faire avec les lots concernés avant toute dépose des protections provisoires <i>Notamment GC en toitures – terrasses, GC des baies, ...</i>			Entreprises utilisatrices

RECOMMANDATIONS CARSAT :

Les contrôleurs de la C.A.R.S.A.T demandent expressément que soient mis en place :

(Un monte-charge extérieur, ainsi que des recettes a matériaux à tous les niveaux de façon prévoir l'approvisionnement relatif aux corps d'état secondaire dans les différents étages autres que l'utilisation des escaliers intérieurs.

3.5.3 Travaux et Contraintes Spécifiques

Certains travaux sont susceptibles d'engendrer des risques, tant au niveau du salarié qui les exécute que du personnel situé à proximité de la zone. **Les entreprises proposeront pour chacun d'eux, dans leurs PPSPS des mesures préventives.** Elles pourront s'appuyer en cela sur les fiches éditées par l'OPBTP.

La liste des protections énumérées ci-dessous n'est pas exhaustive. Le titulaire du lot pourra compléter les protections prévues en les précisant dans son P.P.S.P.S.

Travaux concernés	Mesures de coordination / Préconisation
Travaux superposés (Décret n°2001-1016 du 05 novembre 2001)	<p>Autant que possible les travaux superposés seront évités dans le calendrier de travaux. Dans le cas d'impossibilité, l'entreprise travaillant en partie haute prendra les dispositions pour installer et entretenir les dispositifs destinés à assurer la protection des personnels situés en dessous.</p> <p>Chaque cas sera examiné par la Maîtrise d'œuvre et le Coordonnateur de Sécurité.</p> <p>D'une manière générale, avant de réaliser des travaux en hauteur (sur les façades, notamment) les entreprises devront interdire la circulation du personnel en dessous et à l'aplomb de leurs postes de travail. Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place – puis la maintenance – de clôtures rigides (clôtures amovibles).</p>
Travaux polluants, générateurs de bruits, vapeurs dangereuses ou de poussières	<p>Ces travaux seront dans la mesure du possible, réalisés dans les zones isolées.</p> <p>En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation des dispositifs de protections collectives sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles.</p> <p>L'entreprise concernée devra également envisager la réalisation de ces travaux en horaire décalé, en dehors des horaires normaux de chantier.</p> <p>Dans cette optique, l'utilisation d'engins à moteurs thermiques sera à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique.</p>
Travail en Hauteur	<p><u>Autorisations de travail en hauteur :</u></p> <p>En cas de travaux assimilés aux « travaux de hauteur avec EPI » les salariés concernés doivent avoir reçu de leur employeur la formation correspondante, ils doivent obligatoirement être reconnus aptes professionnellement et médicalement et respecter impérativement le port des EPI de hauteur sur les lieux et postes de travail qu'ils occupent.</p> <p>Ils doivent être obligatoirement accompagnés d'une personne également habilitée aux « travaux de hauteur avec EPI » pour leur porter assistance s'il y a lieu.</p>
Travaux réalisés à proximité de voirie ouverte	<p>Dans le cas de travaux réalisés à proximité de voirie ouverte, l'entreprise prévoira la mise en place d'interdiction d'accès à proximité, de déviation de flux de circulation, d'interdiction de stationner, de clôtures, de signalisation et de balisage des zones d'intervention etc...</p> <p>La mise en sécurité des zones surplombées se fera par la mise en place de protections collectives, filets, tunnels, etc...</p> <p>Les recommandations de l'ouvrage de l'OPBTP « Signalisation temporaire », Réf. C4 G 02 10 sont applicables.</p>
Interventions sur regard de visite / trémies	<p>Le travail, sur ces ouvrages, consistant à retirer une protection collective, trappe ou une dalle, avant de les rehausser, l'entreprise aura à reconstituer cette protection collective dès son arrivée sur le site à l'aide :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◇ d'un garde-corps si le personnel n'est pas amené à travailler dans l'ouvrage, ◇ d'un garde-corps et de planchers de travail dans l'ouvrage si le personnel est amené à intervenir dans celui-ci <p>Le mode de pose et de dépose des protections mises en place sera développé dans le P.P.S.P.S. de l'entreprise.</p>
Protection des entrées de bâtiment	<p>Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) devront être installés par les entreprises intervenantes au-dessus et à l'aplomb des accès aux bâtiments.</p>
Travaux à la chaleur (en été ou lieux surchauffés)	<p>Il n'existe pas de définition réglementaire du travail à la chaleur.</p> <p>Néanmoins, des travaux ou activités menés à des températures supérieures à 28° à l'ombre (Travail physique) sont considérés comme du travail à la chaleur, susceptible d'affecter les mécanismes de thermorégulation du corps.</p>

Le coordinateur de sécurité préconise les dispositions suivantes :

- ◇ Aménager les horaires de travail, la mise à disposition d'un local frais, organiser des poses régulières, la climatisation des engins, prévoir la ventilation pour évaporer la sudation, la mise à disposition d'un minimum de trois litres d'eau par compagnon, la protection de la tête et du corps en période de forte chaleur.

Contraintes météorologiques	Pas de travaux par vent violent (60km/h) et verglas / neige.
Abattage d'arbres	L'abattage d'arbres ne pourra être entrepris lors de conditions météorologiques défavorables et de luminosité insuffisante (vents violents, brouillards, ...). Un balisage de sécurité de la zone sera mis en place en tenant compte de la courbe de chute, ainsi qu'une signalétique travaux
Rayonnement non ionisants	En cas de présence d'équipements téléphoniques sur les façades, respect des périmètres de sécurité travailleurs. Si des travaux doivent être réalisés dans ces périmètres, prendre contact avec l'opérateur pour coupures des émissions pendant les travaux.
Contact électrique direct ou indirect	Si présence de câbles électriques en façades, protection mécanique à mettre en place + signalisation.
Produit inflammable	Stockage des bouteilles de gaz limité à la consommation journalière à proximité des postes de travail. Présence d'extincteur adaptés aux risques / formation du personnel à l'utilisation des extincteurs. Permis de feu à demander au maître d'ouvrage
Milieux confinés	Les travaux réalisés dans des locaux ou espaces confinés (en particulier dans les sous-sols) devront se faire avec des ventilations appropriées au volume des locaux et de l'activité concernée et sous habilitation CATEC (Certificat d'aptitude à travailler en espaces confinés dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement). La ventilation de ces locaux fera l'objet d'une étude particulière pour le calcul des débits d'air et des niveaux de nuisance sonore. D'une manière générale les entreprises devront utiliser des matériels à moteurs électriques sauf impossibilité dûment justifiée. En cas d'utilisation d'engins à moteur thermique, une extraction mécanique spécifique sera mise en place. Les engins seront obligatoirement équipés de pots d'échappements catalytiques et utiliseront du gazole à teneur en soufre < à 0,5 %.
Manutentions manuelles des charges.	En application du Décret n°92-958 du 3 septembre 1992, l'Entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour éviter le recours à la manutention manuelle de charges par des travailleurs. Il devra prévoir les moyens adéquats et notamment l'utilisation d'engins mécaniques. L'Entrepreneur définira dans son Plan Particulier et de Protection de la Santé (PPSPS) les moyens de manutention spécifiques prévus. Il précisera le poids des éléments à manutentionner et les consignes d'utilisation. Les entreprises devront prendre les mesures nécessaires pour limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. Chaque entreprise devra définir les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions horizontales. Les manutentions verticales devront être organisées de telle sorte que les moyens mis à la disposition de l'organisation générale du chantier soient utilisés Un planning de livraison et d'approvisionnement sera établi hebdomadairement entre les différentes entreprises pour la semaine suivante. Ce planning sera élaboré lors des réunions de coordination.
Produits et matériaux dangereux	Le choix des modes opératoires et des produits utilisés devra s'attacher à supprimer les nuisances telles que le bruit, les vibrations, les poussières, les gaz toxiques, les solvants, produits nocifs, irritants, allergiques, narcotiques. En cas d'impossibilité notée dans les PPSPS, ceux-ci devront détailler les choix des matériels et des procédures réduisant ces nuisances à la source.
Balisage	Chaque entreprise devra assurer la protection et le balisage des points singuliers sur lesquels il sera, soit intervenu, soit en cours d'intervention lorsque ceux-ci peuvent entraîner des risques pour la sécurité des personnes ou la circulation des véhicules et engins.
Emission de poussières bois	Les poussières de bois dispersées dans l'air, peuvent induire des pathologies respiratoires et cutanées.

Article R4412-149 du Code du travail : la VLEP à respecter pour les poussières de bois est fixée à 1 mg/m³ d'air pour 8 heures de travail.

Arrêté du 26 octobre 2020 fixant la liste des substances, mélanges et procédés cancérogènes au sens du code du travail : les travaux exposant aux poussières de bois inhalables sont considérés comme cancérogènes. L'employeur doit ainsi respecter des obligations réglementaires complémentaires à celles prévues pour les agents chimiques dangereux et spécifiques aux agents CMR. Il doit notamment mettre en place des mesures renforcées de prévention (techniques et organisationnelles) et de protection des salariés, faire réaliser un contrôle périodique du respect des VLEP par un organisme accrédité, ou encore assurer le suivi individuel renforcé des travailleurs exposés à la silice cristalline (art. R4412-59 à R4412-93 du Code du travail). Les travaux notamment de ponçage, de découpe, de sciage, d'usinage, de perçage, de rabotage, de nettoyage peuvent produire des poussières de bois.

Pour limiter les risques, il est nécessaire notamment de :

- ◇ Réduire les émissions de poussières : captage à la source, dispositif intégré sur les machines et équipements portatifs, raccordement à un système d'aspiration entretenu...
- ◇ Réduire le nombre d'opérateurs exposés : isolement des postes polluants, encoffrement des machines, restriction de l'accès aux zones à risque...
- ◇ Réduire le niveau et la durée d'exposition des salariés : rotation du personnel aux postes à risque, procédures de nettoyage par aspiration...
- ◇ Former et informer les opérateurs exposés, y compris les salariés chargés de la maintenance ou du nettoyage
- ◇ Fournir des équipements de protection individuelle adaptés et Entretien + Faire nettoyer régulièrement les vêtements de travail

Silice Cristalline

Depuis le 1er janvier 2021, les travaux exposant à la poussière de silice cristalline alvéolaire issue de procédés de travail sont classés comme agent cancérogène (arrêté du 26 octobre 2020 fixant la liste des substances, mélanges et procédés cancérogènes au sens du code du travail). Dès lors qu'un salarié est exposé dans le cadre de son activité professionnelle à de la silice cristalline alvéolaire, l'employeur doit désormais respecter la réglementation spécifique aux agents CMR (cancérogènes, mutagènes ou reprotoxiques) (articles R4412-59 à R4412-93 du Code du travail).

Valeur limite d'exposition professionnelle à la silice cristalline (Article R4412-149 du Code du travail) : La concentration moyenne en silice cristalline libre des poussières alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur pendant une journée de travail de 8 heures ne doit pas dépasser :

- ◇ 0,1 mg/m³ pour le quartz
- ◇ 0,05 mg/m³ pour la cristobalite et la tridymite

Principaux travaux exposants au risque silice :

- ◇ Rabotage, décroulage et sciage d'enrobés bitumineux, dégarnissage de ballast non mécanisé, tri au pied des concasseurs, sciage de bordure de trottoir
- ◇ Pelletage de déblais / remblais – canalisation,
- ◇ Projection de béton par voie sèche,
- ◇ Taille et découpe de pierres, découpe de briques,
- ◇ Fabrication foraine de mortier et enduit de finition
- ◇ Balayage / nettoyage de chantier
- ◇ Ponçage de béton, percement / perçage de voiles béton,
- ◇ Découpe de carrelage
- ◇ Evacuation des gravats
- ◇ Grattage d'enduit de façade, ponçage d'enduit avant peinture

Pour limiter les risques, il est nécessaire notamment de :

- ◇ Si possible remplacer par un produit non nocif ou moins nocif,
- ◇ Isoler ou confiner les zones, voire mise en dépression,
- ◇ Ventiler les locaux non confinés,
- ◇ Utiliser des techniques peu émissives de poussières,
- ◇ Aspirer à la source et/ou travailler à l'humide, (après consignation électrique),
- ◇ Aspirer les poussières avec aspirateur à filtration absolue, plutôt que le balayage,
- ◇ Port des EPI (chaussures, gants, masques prévus dans les FDS, lunettes, voire combinaisons),
- ◇ Port de protections respiratoires prévues, notamment FFP3 à ventilation assistée,
- ◇ Port de lunettes,
- ◇ Interdiction de fumer à proximité.

Article D.4153-2613° > travaux exposant à la silice libre : interdits aux jeunes de moins de 18ans

Travaux par point chaud :

Avant les travaux

1. repérer les moyens d'alerte et d'extinction ;
2. disposer de moyens d'extinction propres, pour chaque lieu de travaux, au minimum un extincteur à eau pulvérisée de 9 litres ou un seau pompe et un extincteur approprié aux risques ;
3. afficher un exemplaire du permis de feu sur les lieux des travaux ;
4. vérifier que le matériel de soudage, découpage, etc.... est en parfait état de fonctionnement ;
5. s'assurer que les chalumeaux sont équipés de clapets anti-retours ;
6. vérifier que la tension d'utilisation des matériels est compatible avec la tension d'alimentation de l'installation ;
7. vérifier que l'organe de coupure de l'alimentation électrique est accessible et identifié ;
8. prendre les mesures nécessaires pour que les bouteilles de gaz soient facilement déplaçables en cas de sinistre ;
9. colmater les ouvertures susceptibles de laisser des projections incandescentes, à l'aide de matériaux incombustibles ;
10. écarter les matériaux combustibles en contact avec les parties métalliques et conduites surchauffées ;
11. dégager les matériaux combustibles à environ dix mètres autour du lieu des travaux par points chauds ;
12. protéger les parties exposées par des plaques incombustibles, des bâches mouillées ou toute autre procédé équivalent ;
13. si le travail doit être effectué sur un récipient, réservoir, canalisation ou autre corps creux ayant contenu des produits inflammables ou explosifs, s'assurer de leur dégazage.

Pendant les travaux

14. mouiller les parties en bis pouvant entrer en contact avec la flamme du chalumeau ;
15. surveiller les projections incandescentes et leurs points de chute ;
16. refroidir les parties ou objets chauffés, s'il y a impossibilité les déposer sur des supports incombustibles ;
17. assurer en permanence la surveillance du chantier, y compris pendant les heures de repas ;

Après l'exécution des travaux

18. Arrêter les travaux par points chauds deux heures avant la cession du travail et maintenir une surveillance rigoureuse des lieux
19. indiquer in situ par des flèches rouges ou sur un plan affiché les points exacts des travaux par points chauds pour faciliter les rondes ;
20. fermer les bouteilles de gaz et démonter les manomètres des bouteilles ;
21. inspecter les lieux des travaux, les locaux et espaces adjacents ayants pu être concernés par des projections d'étincelles ou par des transferts de chaleur.

Maladies professionnelles

Surdité professionnelle	Le principal risque sur ce type de chantier est lié au bruit émis lors de certains travaux. Les salariés concernés par ces travaux ou se trouvant à proximité seront équipés de protections individuelles spécifiques. Chaque entreprise fournira à son personnel des protections adaptées au travail à réaliser.
Prévention par vaccination du personnel	La vaccination contre le tétanos est une mesure préventive minimale pour tous les corps d'�tat. En ce qui concerne celle pour la leptospirose, le choix appartient aux médecins du travail de chaque entreprise concernée. Leptospirose = maladie dont les vecteurs sont les rats et l'eau souillée. Les premiers signes pathologiques sont l'hémorragie du foie et une forme de typhoïde.

3.5.4 Préconisation par lot

La liste des protections énumérées ci-dessous n'est pas exhaustive. Le titulaire du lot pourra compléter les protections prévues en les précisant dans son P.P.S.P.S.

Chaque entreprise doit procéder à sa propre analyse des risques.

LOT CONCERNE	PRECONISATION
Désamiantage	<ul style="list-style-type: none"> � Respect des procédures de retrait amiante, constitution d'un plan de retrait. � Aucune coactivité
Démolition	<ul style="list-style-type: none"> � L'entreprise devra veiller à la protection de toutes projections sur les voies circulées et matérialiser cette interdiction (guirlandes, barrières de lisses sur trépieds) et interdire l'accès aux zones définies, pendant toute la période de travail. � Il convient de veiller à ce que les matériaux et éléments de construction ne soient pas en équilibre instable. L� encore, des dispositions particulières s'imposent pour certaines méthodes de démolition. � L'entreprise ne commencera la démolition qu'après avoir réalisé la mise en sécurité du chantier (Balisage, zone ...). � Brumisation des opérations de déconstruction mécanique primaires et secondaires (découpe, tri, broyage, Concassage), � Brumisation en flèches (en bout) du matériel de déconstruction mécanique primaires et secondaires (pelle mécanique, ...) � Emplacement des ateliers de broyage à distance suffisante des propriétés riveraines, � Bâchage des camions évacuant des déchets pulvérulents ou volatils, à Nettoyage régulier et systématique des entrées et sorties du site, à Interdiction d'usage de BRH sur pelle à proximité des bâtiments et ouvrages mitoyens, � Limitation du tonnage des véhicules de transport utilisés pour les évacuations de matériaux et déchets, à Limitation si possible de tonnage des engins de déconstruction utilisés, à Respect de mesures de reculs/riverains pour l'emplacement d'équipements bruyant (groupe électrogène, ...), à Mise en place d'une signalisation adaptée aux abords du site à chaque phase de travaux en toute sécurité

- ◇ Mesures de vibrations sur constructions avoisinantes : alerte au-dessus d'un seuil prédéfini et impliquant l'arrêt des tâches en cours.
- ◇ Stockage des matériaux excavés susceptibles d'émettre des odeurs dans des zones à l'abri du vent et si possible couvertes (sinon bâchage des tas),
- ◇ Limitation des durées de stockage des matériaux susceptible d'émettre des odeurs.

Cuves :

- ◇ Ouvrir la cuve, la laisser ventiler, la dégazer et vérifier au moyen d'un détecteur de gaz.
- ◇ PV dégazage à fournir PV de dégazage avant toute découpe
- ◇ Port de détecteur avant toute intervention dans la cuve + port de masque

**Terrassement, VRD,
Réseaux
Puits, Fondations,
G.O.**

Aménagement des accès en fond de terrassement :

- ◇ Les accès en fond de pleine masse se feront par des rampes stabilisées dont le dimensionnement sera de 1,5 fois la largeur des engins.
- ◇ Les accès piétons en fond de pleine masse seront séparés de la rampe d'accès des engins. Ils seront aménagés par des tours escaliers ou des escaliers provisoires.
- ◇ Les terrassements seront réalisés avec un empâtement suffisant pour permettre les accès aisés à l'arrière des murs enterrés pour la réalisation des travaux avant remblaiement, y compris pour l'installation d'un échafaudage pour l'étanchéité murale.

Protection des talus – Balisage :

- ◇ Les hauts de talus de pleine masse longés par des circulations piétonnes seront protégés par des garde-corps provisoires à maintenir et entretenir jusqu'aux remblaiements définitifs.
- ◇ Les remblaiements de la pleine masse contre les bâtiments seront réalisés dès la réalisation des drains et des étanchéités murales. Prévoir concertation avec le lot gros-œuvre pour faciliter l'accès des engins à l'arrière des bâtiments (enlèvement consoles de banches, étaielements, ...)
- ◇ Les têtes de talus longées par des voies de chantier seront protégées par un balisage en barrières ou en panneaux de clôture pour en éloigner les charges de circulations

En cas de constat de mauvaise tenue du terrain ou d'un ouvrage existant pouvant créer un danger, l'entreprise cessera immédiatement les travaux, en informera la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre pour que les mesures conservatoires et de protection soient prises et mises en œuvre sans délai pour supprimer le danger. Le coordonnateur en sera informé.

- ◇ Les talus de la pleine masse seront réalisés en respectant les recommandations du rapport de l'étude de sol et de la méthodologie définie par le maître d'œuvre le cas échéant

Travaux de fouilles :

- ◇ La protection collective sera assurée par :
- ◇ Aucune présence humaine dans la fouille, pendant les phases de pose et dépose de blindage.
- ◇ Balisage des fouilles devant rester en attente avant remblaiement et des regards avant fermeture
- ◇ Des déblais ou du matériel ne peuvent être déposés le long d'une tranchée de plus de 1,30 mètre de profondeur que s'il est possible de ménager une berme d'une largeur de 40 centimètres au moins. Cette berme reste constamment dégagée de tout dépôt
- ◇ Remblaiement des fouilles à l'avancement de la pose des réseaux et la pose des tampons définitifs sur les regards à l'avancement
- ◇ Pose des tampons définitifs sur les regards à l'avancement
- ◇ Installation de passerelles de franchissement sur les fouilles en attente coupant les circulations piétonnes

- ◇ Balisage des massifs béton avec leurs tiges de fixations en attente de pose des équipements : candélabres, barrières ...
- ◇ Privilégier la découpe des éléments béton par voie humide pour éviter la production et propagation de fumées de poussières

Protection périphérique ou balisage à 1 mètre en retrait de toutes les excavations (tranchées fouilles en puits, etc.)

- ◇ Blindage pour prévenir tout risque d'ensevelissement (obligatoire pour les fouilles de plus de 1,30 m de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure au 2/3 de la profondeur.
- ◇ Le talutage des parois peut éviter l'utilisation de blindage, mais l'angle doit être défini en fonction de la nature du terrain, de sa cohésion et de sa teneur en eau.
- ◇ A défaut d'étude particulière, retenir un angle de 45°, soit au rapport de 1 pour 1.
- ◇ Pour les zones circulées, tenir compte des surcharges amenées par le déplacement des camions et engins à proximité de la fouille.
- ◇ Les forages et terrassements seront exécutés mécaniquement et des protections collectives (à charge de l'entreprise réalisatrice) rigides devront être en place sur les fouilles et durant toute l'exécution.

Toute arrivée d'eau devra être pompée avant le bétonnage de la fondation et les matériaux remaniés en fond de fouilles devront être purgés. Un blindage provisoire pourra être nécessaire en cas d'éboulement des parois.

Pour éviter l'altération des terrains et protéger les fonds de fouilles de fondation des intempéries, les fondations seront coulées immédiatement après l'ouverture des fouilles, ou bien on mettra en place un béton de propreté en fond de fouille.

Protection et passage des riverains :

- ◇ Les interventions sur le site, entre les travaux de voirie et les accès obligatoires pour les riverains, seront aménagées de façon à garantir toute la sécurité.
- ◇ Des passerelles protégées seront positionnées pour enjamber les tranchées en cours.
- ◇ Tous les regards ou trous sur la chaussée seront clôturés avec de l'éclairage signalétique pour la nuit.
- ◇ Les zones en travaux hors circulation seront balisées.
- ◇ Si la circulation est importante, il pourra être envisagé la mise en place de feux tricolores provisoires.

Lorsqu'une partie des travaux de terrassements ou de démolition est en contact direct avec des bâtiments, il est souligné qu'en aucun cas les travaux devront se faire sans ce qui suit : **terrassement manuel au droit du bâtiment existant et mise en place de palplanches, étais ou tout élément assurant une bonne tenue des terrains et une protection des bâtiments existants de leur sous-sol et de leur fondation.**

Gros œuvre

Prévoir des protections collectives pour circulations horizontales et verticales.

Les rives de l'ensemble des plates-formes de travail (y compris les dalles en béton armé en cours de coffrage et de ferrailage) devront comporter des garde-corps réglementaires, selon le décret 2004-924 du 01.09.2004 : La hauteur minimale du garde-corps doit être de 1100mm (hauteur sol / main courante). L'espace libre entre la main courante et la lisse intermédiaire ainsi qu'entre la lisse intermédiaire et la plinthe ne doit pas dépasser 500mm. La distance entre les axes des montants doit être de préférence limitée à 1500mm. Il en sera de même pour toutes les ouvertures dans l'ouvrage en cours d'exécution qui ne seront pas solidement obturées. L'obturation sera privilégiée, si techniquement possible. Les garde-corps provisoires devront être conçus de façon à permettre la pose des garde-corps sans dépose anticipée.

Protection des baies en façades :

Les baies en façades avec allège basse ou sans allège seront protégées par des barres fixées entre tableaux (barres extensibles type RETOTUB, ou similaire, ou tubes sur platines). Leur position doit permettre la pose des

menuiseries extérieures sans enlèvement des protections. A cet effet prévoir la concertation avec le lot Menuiseries Extérieures, notamment pour la pose des cadres en tunnel.

Tous les aciers en attente, quel que soit leur diamètre, seront crossés ou à défaut équipés d'une protection.

Les étalements et les coffrages des planchers et des poutres devront être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de gardes corps, de filets ou de tout autre moyen de protection collective dans toutes les phases provisoires des travaux.

Etalements justifiés par notes de calcul

- ◇ Hauteur limitée à l'équivalent de 7 tas de parpaings par jour
- ◇ Balisage des murs fraîchement maçonnes
- ◇ Utilisation d'échafaudages à maçon (tables à maçonner) équipés de garde-corps sur toutes les faces avec échelles d'accès et supportant l'approvisionnement des palettes de briques et des bacs de mortier.

L'entreprise mettra un système de contreventement afin de prévenir le risque d'effondrement des pignons maçonnes, notamment sous l'effet des rafales de vent ou de l'accostage des fermettes contre les pignons lors des manutentions. Ce contreventement devra rester en place tant que la charpente n'aura pas été assemblée et être compatible avec le phasage de montage de la charpente (c'est-à-dire qui n'entraîne pas de gêne pour mettre en place les fermettes).

L'entreprise devra la mise en place de banches conformes avec préparation des sols, la stabilisation des banches jusqu'à enlèvement définitif.

Banches fixées et lestées en permanence

Banches équipées de passerelles

Des contreventements seront utilisés pour la stabilité provisoire et le réglage des éléments préfabriqués.

Pour la prévention contre le risque de chute de plain-pied, le scellement et clavetage des éléments préfabriqués seront réalisés au fur et à mesure de l'avancement de la pose.

Les travaux de construction comportant la mise en œuvre d'éléments en béton préfabriqué lourds seront exécutés conformément aux articles R. 4534103 et 104 du code du travail. La stabilité provisoire des éléments en béton préfabriqué en cours de montage sera assurée par un dispositif rigide approprié.

Pour la manutention des éléments préfabriqués, la recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, pour l'utilisation de la grue mobile est applicable en ce qui concerne :

- ◇ la procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite ;
- ◇ les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES).
- ◇ Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera tenu à disposition dans l'appareil.
- ◇ Le levage ne pourra s'effectuer qu'en présence de bonnes conditions climatiques.
- ◇ Protection de l'ensemble de la zone de levage et d'approvisionnement pour interdire l'accès aux personnes non autorisées, par mise en place de barrières jointives de type police et d'une signalisation de sécurité.
- ◇ Les opérations de montage et levage seront exécutées conformément aux articles R. 453495 à 102 du code du travail.
- ◇ Interdiction de stationner et circuler sous la charge.

Suivant arrêté préfectoral du 1er Mars 1983, mise en place dans toute maçonnerie de plus de 3 mètres de hauteur, de points d'ancrage espacés de 1,75 m environ.

Incorporation des lots techniques :

L'entreprise assurera les accès des entreprises des lots techniques qui ont des incorporations à réaliser dans les planchers et les murs avant coulage du béton. L'entreprise n'acceptera l'intervention des lots techniques que sur autorisation du chef de chantier

Incorporation en façades et pignons de douilles permettant la mise en œuvre d'échafaudages et de protection de bas de versant de toiture, pour l'exécution des travaux de charpente, de couverture ainsi que pour les interventions ultérieures.

Aucune superposition de tâche lors du coulage de plancher (personne dans le niveau du dessous)

Les remblais périphériques seront réalisés au plus tôt (dès le coulage de la dalle de RDC ou au plus tard après l'élévation des murs de RDC)

Charpente

- ◇ Utilisation de nacelles ou plates-formes auto-élevatrices pour les travaux de montage en hauteur, de console de travail avec protection par filet
- ◇ Mise en place de protections lors de la pose de poutres, poteaux, fermettes.
- ◇ Garde-corps en rive.
- ◇ Les zones situées à l'aplomb des zones de travail et levage seront interdites (balisages, barrières mis en place en tenant de la courbe de chute des éléments susceptible de tomber).
- ◇ Avant la mise en place de la charpente, l'entreprise devra donner au préalable un détail sur les zones qu'elle occupera, afin de gérer les éventuels problèmes d'interfaces avec les autres corps d'état.
- ◇ L'assemblage d'un maximum d'éléments se fera au sol avant levage pour minimiser les travaux en hauteur (mesures de prévention contre les risques de chutes).
- ◇ Les travaux par grand vent sont interdits.

Couverture Etanchéité

- ◇ Assurer la protection périphérique de la zone d'intervention par la mise en place de protections collectives jusqu'à la fin des travaux (y compris lanterneaux, verrières et toute zone constituée de matériaux fragile type fibrociment...).
- ◇ Mise en place d'un échafaudage
- ◇ Mise en place de console de travail et de filets de protection
- ◇ Mise en place d'accès provisoires jusqu'à la fin du chantier
- ◇ Mise en place de crochets de service (y compris pour les interventions ultérieures)
- ◇ Fourniture éventuellement d'un permis de feu
- ◇ Travail en sous-face avec des échafaudages.
- ◇ Garde-corps en rive (2 lisses rigides + plinthes + Filets).
- ◇ Les garde-corps provisoires devront être conçus de façon à permettre la pose des garde-corps sans dépose anticipée.
- ◇ Accès par l'extérieur (à privilégier) : mise en place par l'entreprise d'une tour d'accès ou échafaudage de pied. L'accès à l'échelle est proscrit.
- ◇ Si accès par l'intérieur (lanterneau, trappe...) : prévoir la mise en place d'une échelle stabilisée en pied, attachée en tête et dépassant de 1 mètre le niveau à atteindre. Mise en place d'une protection collective en périphérie du lanterneau.
- ◇ L'entreprise s'assurera que l'utilisation du lanterneau au dernier étage n'empêche pas le fonctionnement du dispositif de désenfumage. Dans le cas où ce lanterneau ne permet pas l'accès en sécurité en toiture ou que son utilisation rend in-opérationnel le système de désenfumage, l'accès en toiture se fera au moyen d'un échafaudage extérieur installé et vérifié par le présent lot
- ◇ Mise en place des garde-corps n'empêchant pas la pose des coiffes d'acrotères

Pose des garde-corps en toiture :

- ◇ Les garde-corps définitifs sur acrotères de toiture seront posés dans la continuité des travaux d'étanchéité

- ◇ Les garde-corps provisoires seront déposés à l'avancement de la pose des définitifs.
- ◇ En cas de décalage entre la fin de la pose de l'étanchéité et la pose des garde-corps définitifs, les provisoires doivent rester en place.

**Peinture
Revêtement de sol
Carrelage**

- ◇ Prévention contre les risques d'incendie et d'intoxication
- ◇ Protections individuelles si nécessaire (produits toxiques)
- ◇ L'entreprise joindra à son PPSPS les fiches techniques de données de sécurité des produits utilisés
- ◇ Pour les travaux en hauteur : l'utilisation d'échafaudages ou plates-formes de travaux adaptés, équipés de garde-corps (l'utilisation d'échelles et d'escabeaux étant interdite). Les lieux de travail seront parfaitement ventilés
- ◇ Zone matériellement interdite.
- ◇ Lors de l'utilisation de colles ou solvants, la zone de travail devra être ventilée.
- ◇ Pour le ponçage du ragréage, la machine devra être équipée d'un aspirateur à poussières et le local sera ventilé.

Travaux de chape :

- ◇ La mise en œuvre de chape prête à l'emploi sera privilégiée, la confection sur place est à éviter pour limiter l'encombrement du chantier.
- ◇ En cas de confection sur place, l'atelier sera installé à l'écart des entrées du bâtiment pour éviter l'entrave des accès et la salissure des cheminements.
- ◇ La zone de préparation sera balisée, les sacs de liant seront conditionnés et évacués au quotidien.
- ◇ Interdire la zone de travail aux autres entreprises

**Plomberie Chauffage
V.M.C. Electricité**

- ◇ Mise en place de platelage pour les travaux dans les trémies techniques
- ◇ Pour les travaux en hauteur : l'utilisation d'échafaudages ou plates-formes de travail adaptés, équipés de garde-corps (l'utilisation d'échelles et d'escabeaux étant interdits)
- ◇ Toute gaine installée devra dépasser de 1m minimum le niveau du plancher.
- ◇ Détermination des protections collectives à installer (trémies, etc....)
- ◇ Fourniture d'un permis de feu par le plombier joint au PPSPS
- ◇ Pour intervention en toiture : Les entreprises s'organiseront pour intervenir en présence des protections collectives provisoires ou définitives le cas échéant
- ◇ Incorporations : Les incorporations dans les planchers et murs ne se feront que sur demande. L'accès aux zones d'incorporation ne se fera qu'en utilisant les accès aménagés par le lot concerné.
- ◇ Incorporation : Les tuteurs de sorties de fourreaux et réseaux sur dalles seront crossés à leur extrémité pour éviter les risques d'empalement en cas de chute de personne
- ◇ Mise en place des installations dans les combles / plénum : Pour faciliter les manutentions et en limiter les risques, mise au point à faire avec le maître d'œuvre et l'entreprise de couverture pour effectuer l'approvisionnement du groupe de ventilation avant la fermeture de la toiture.
- ◇ Installations des réseaux en combles / plénum ne se fera qu'après la pose des planchers techniques. La pose des réseaux sera privilégiée avant la fermeture des plafonds pour faciliter les manutentions et accès depuis la dalle inférieure avec plates-formes de travail.

**Menuiseries
Extérieures
Serrurerie**

Pour les travaux en hauteur :

- ◇ l'utilisation d'échafaudages ou plates-formes de travail adaptés, équipés de garde-corps (l'utilisation d'échelles et d'escabeaux étant interdits)

- ◇ Les zones situées à l'aplomb des zones de travail seront matériellement interdites
- ◇ La mise en place d'un S.Y.A.M. (Système d'ancrage mobile pour la pose des menuiseries extérieures et d'un harnais de sécurité équipé d'un système anti chute) est préconisée.
- ◇ Allèges baies vitrées : l'entreprise précisera son type de protection à conserver jusqu'à la pose définitive.
- ◇ Condamnation des portes fenêtres

Pose des garde-corps en toiture :

- ◇ Les garde-corps définitifs sur acrotères de toiture seront posés dans la continuité des travaux d'étanchéité
- ◇ Les garde-corps provisoires seront déposés à l'avancement de la pose des définitifs.
- ◇ En cas de décalage entre la fin de la pose de l'étanchéité et la pose des garde-corps définitifs, les provisoires doivent rester en place.

Pose des garde-corps sur escaliers et trémies :

- ◇ Les garde-corps provisoires des trémies et volées d'escaliers seront déposés à l'avancement de la pose des garde-corps définitifs.
- ◇ En aucun cas la continuité des protections doit être interrompue. L'entreprise ne doit jamais quitter le chantier sans que la pose soit achevée et en laissant des vides entre garde-corps provisoires et définitifs. L'entreprise condamnera l'accès à la cage d'escalier pendant son intervention.
- ◇ Le garde-corps de la trémie du vide sur hall sera posé sous protection d'un échafaudage de pied à l'intérieur de la trémie.

Cloisons doublage Faux Plafonds Plâtrerie

Un minimum de matériaux sera stocké dans la zone de travail afin de ne pas occasionner de gêne vis à vis des autres corps d'état.

- ◇ L'usage des échelles et escabeaux non adaptés est proscrit.
- ◇ Tous les approvisionnements doivent se faire sans démontage des protections collectives. L'entreprise prévoira les moyens mécaniques adaptés pour les approvisionnements par les balcons s'il n'est pas prévu de recettes. L'entreprise transmettra ses besoins et moyens en réunion préparatoire organisée par le maître d'œuvre.
- ◇ Limitations des poussières : Toutes les découpes seront faites manuellement ou à l'aide de matériels récupérant les poussières générées
- ◇ Intervention en plafonds : Les locaux devront être débarrassés par zone pour permettre l'installation et le déplacement correct des ponts roulants et plates-formes individuelles. Les zones d'intervention seront organisées pour permettre les interventions successives ou simultanées. Les emballages et chutes seront évacués au quotidien pour éviter l'encombrement des locaux.

Travaux de façades Ravalement Bardage

- ◇ La zone de préparation (malaxeur et stockage matériaux) sera installée à l'écart des entrées des bâtiments et des circulations. La zone sera balisée. Les eaux de gâchage et de nettoyage du malaxeur seront canalisées ou récupérées pour éviter les salissures du chantier par l'entreprise.
- ◇ Les sacs de produits, emballages et chutes de matériaux seront rassemblés et conditionnés au fur et à mesure dans la zone de préparation pour évacuation dans la benne de chantier au quotidien ou pour évacuation du chantier.
- ◇ Les travaux de façade seront exécutés depuis un échafaudage de pied ou d'une plate-forme élévatrice.
- ◇ Préparation de la plate-forme recevant l'échafaudage ou plate-forme élévatrice (Remblais compacté stabilisé, ...)

	◇ Mise en place des garde-corps n'empêchant pas la pose des coiffes d'acrotères
Travaux d'agencement	<ul style="list-style-type: none"> ◇ Les outils de menuiserie ; ponçage, rabotage, scie circulaire, seront équipés de récupérateur de poussière. ◇ L'application des vernis de finition sera privilégiée en atelier pour éviter les nuisances avec les produits éventuels à base de solvants ◇ Les découpes de menuiseries bois devront se faire dans des locaux ventilés ou à l'extérieur pour éviter tous les risques dû aux poussières de bois.
Travaux d'espaces verts	Plantations : <ul style="list-style-type: none"> ◇ L'entreprise devra demander à se faire transmettre par le maître d'œuvre les plans d'exécution des réseaux enterrés du site avant de réaliser les terrassements pour ses plantations, notamment les réseaux d'énergie.
Ascenseur	<ul style="list-style-type: none"> ◇ Mise en place du crochet de levage par le maçon suivant les recommandations de l'ascensoriste ◇ Maintient du platelage dans la gaine au dernier niveau ◇ Protection des baies par garde-corps et plinthes

L'ensemble de ces dispositifs ne dispense par les autres entreprises de respecter les règles de sécurité et de prendre les mesures imposées par la nature des travaux à réaliser dans le cadre de leur marché.

Les équipements et les protections individuelles du personnel devront être fournis par chaque entreprise. Ces matériels devront être adaptés aux types de tâches à exécuter ou à la situation de l'intervention.

4. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC LES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE OU A PROXIMITE DU CHANTIER

4.1 Contraintes du Site

Se référer aux paragraphes 1.1 Localisation et descriptions des existants

Se référer aux paragraphes 2.2 Conditions et contrôle d'accès

4.2 Dispositions à prendre

Les Entreprises pendant la durée des travaux, devront :

- ◇ Prendre et veiller à toutes les dispositions d'organisation des travaux pour :
 - Faciliter la circulation des piétons et l'accès par des cheminements balisés,
 - Limiter le passage de matériel et de personnel, au strict minimum,
 - Tout mettre en œuvre pour limiter le bruit en dessous des seuils de la réglementation en vigueur.
- ◇ Mettre en place la signalisation, les clôtures d'isolement des zones de travaux et veiller :
 - A les adapter dès que la situation du chantier se révèle différente,
 - A les maintenir sur toute section hors travaux
- ◇ Procéder préalablement au démarrage des travaux à une visite commune des lieux avec les Responsables des Activités et travaux visant :

- A délimiter le chantier,
 - A matérialiser les secteurs qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir.
 - A définir l'organisation prévue pour assurer les premiers secours d'urgence et la décrire les dispositifs mis en place en commun.
- ◇ Prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers et aux voisins, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, les diverses activités environnantes au droit du site etc.....
- ◇ Tenir compte de l'activité du site et se soumettre aux contraintes liées à cette activité

4.3 Préconisations particulières liées à l'activité du site

Il est rappelé que les travaux se feront en site occupé à proximité. Cela implique des règles strictes permettant de garantir la sécurité des biens et le respect des occupants.

Toutes les mesures devront être prises par les entrepreneurs pour garantir dans tous les cas la sécurité des tiers et ne pas interrompre ou perturber sans accord préalable le fonctionnement du site.

Les travaux devront être réalisés suivant un phasage permettant le maintien de conditions de vie acceptables durant les travaux notamment pour :

- ◇ MAINTIEN EN FONCTIONNEMENT DU SYSTEME DE DESEFUMAGE EXISTANT
- ◇ NE PAS ENTRER DANS UN LOGEMENT S'IL N'Y A PAS D'ADULTE,
- ◇ Limiter les perturbations dans la vie du bâtiment
- ◇ Informer les locataires par courrier + affichage dans les parties communes
- ◇ Laisser libre d'accès les circulations horizontales aux locataires / aux usagers
- ◇ Pas de coupure d'électricité supérieure à une journée
- ◇ Pas de coupure d'électricité et d'eau sans accord MOA MOE
- ◇ Rétablissement de l'électricité le soir avant de quitter le logement / le local
- ◇ Maintien des équipements sanitaires et de la production d'eau chaude sanitaire
- ◇ Mise à disposition d'équipements de chauffage provisoires
- ◇ Pas de coupure d'eau supérieure à une journée
- ◇ Tout élément faisant parti du clos couvert déposé devra être remplacé le jour même.
- ◇ Respect stricte des dates et horaires d'intervention
- ◇ Limiter la durée d'intervention
- ◇ Protéger les ouvrages existants
- ◇ Baliser les zones d'intervention et éviter tout risque de chute des tiers
- ◇ Mettre à disposition un service de portage durant toute la durée d'immobilisation de l'ascenseur
- ◇ Aucun stockage de matériel, d'outillage ne sera toléré dans les logements et en dehors des locaux prévus à cet effet. Les machines et outillages utilisés seront hors de portée des locataires / des usagers.
- ◇ Pour les travaux dans les logements les entreprises privilégieront l'outillage électroportatif sur batterie.
- ◇ Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger efficacement les ouvrages, mobilier et installations diverses existantes appartenant aux locataires / aux usagers.
- ◇ Chute de plain-pied (ranger correctement son matériel pour ne pas encombrer les circulations, suspendre les rallonges),

- ◇ Risque de chute de hauteur pour les enfants ou les animaux (fermer au fur et à mesure les menuiseries extérieures et ne pas laisser de plateforme à proximité – Ne pas laisser une ouverture en façades non sécurisée (G.C, ...)),
- ◇ Risque pour les enfants ou les animaux de se sauver (Maintenir les portes fermées).
- ◇ Risque de coupures (Ne pas laisser d'outils à portée des enfants (ranger les cutters, les machines ou veiller à les débrancher)),
- ◇ Risque de chute d'objet (protéger les entrées d'immeubles (tunnels), mettre des périmètres de sécurité),
- ◇ Risque amiante et/ou plomb (analyse à faire par le CSPS pour éviter le relogement tout en préservant la santé des occupants),
- ◇ Risque d'intoxication alimentaire (veiller à brancher les réfrigérateurs et congélateurs sur le coffret de chantier via une rallonge, lors des travaux d'électricité nécessitant la consignation électrique),
- ◇ Risque d'électrisation (ne pas laisser de fils électriques apparents sous tension),
- ◇ Risque d'incendie (ne pas se brancher chez les résidents, utiliser les coffrets de chantier, utiliser du matériel conforme et en bon état),
- ◇ Risque d'intrusion (porter le badge avec photo, nom de l'entreprise, nom des compagnons),
- ◇ Toute intervention en dehors de la zone confinée (notamment pour les passages de réseau) doit être planifiée avec les services techniques de la clinique.
- ◇ Les clôtures (et délimitation de chantier) ne devront pas empêcher l'évacuation en cas d'incendie vers les issues de secours.
- ◇ Toute mesure dérogatoire devra être validée avec les services de sécurité de la clinique.
- ◇ Pas de coupure d'électricité et d'eau sans accord MOA / MOE
- ◇ Toute coupure de réseau doit être soigneusement planifiée avec les services techniques de la clinique et la MOE.
- ◇ Tous les travaux "bruyants et provoquant des vibrations transmissibles par le sol, les structures, les cloisons etc..." devront être identifiés et signalés dans le cadre des études de préparation de chantier. Ils ne pourront avoir lieu sans en avoir validé les modalités de réalisation et les horaires d'intervention avec la maîtrise d'œuvre.
- ◇ Les interventions au marteau piqueur, burineur et autres machines à percussion sont prohibés. Les techniques à employer seront préférentiellement le sciage, le carottage, les découpes...quels que soit les éléments à perforer ou démolir : voiles, dalles, ovoïde, bitume, etc...
- ◇ Les interventions fortes bruyantes sont à prévoir en horaires décalés : plages horaires à définir avec la MOE / MOA
- ◇ Le chantier devra être tenu dans un constant état de propreté et parfaitement en ordre, il en va de même concernant les bâtiments, les voies et trottoirs, etc..., du domaine public.
- ◇ Les gravois devront être évacués du chantier au fur et à mesure.
- ◇ Le nettoyage devra être effectué au fur et à mesure
- ◇ Chaque titulaire de lot concerné posera tous les panneaux de signalisation nécessaires et communiquera (notamment par courrier) en vue de prévenir les usagers des travaux à venir et en cours.
- ◇ Tous les travaux seront réalisés en site occupé.
- ◇ Chaque entreprise devra être attentive au respect des locataires et à appliquer les règles d'intervention suivantes :
- ◇ Avant toute intervention, l'entreprise prend rendez-vous avec le locataire concerné, 15 jours au minimum avant ladite intervention.
- ◇ Lors de la prise de RV, l'entreprise informe le locataire sur la consistance des travaux, sur les locaux concernés et sur les dispositions à prendre par le locataire (mise à l'abri de matériel « sensible », etc...)
- ◇ Lors de l'intervention, avertir si besoin les locataires voisins en cas d'interventions très bruyantes par exemple
- ◇ Limiter au maximum les nuisances sonores et les poussières en réalisant toutes les prestations le permettant à l'extérieur du logement (coupes de matériaux, préparations, assemblages, etc...)
- ◇ Limiter la production de poussière par l'emploi d'outils adaptés, équipés par exemple de système d'aspiration (ponceuse, etc...).
- ◇ Interdiction de fumer dans tous les locaux, y compris dans les locaux de la base vie.

En cas d'utilisation d'échafaudage ou d'engins divers, l'entreprise concernée prendra toutes les dispositions nécessaires pour interdire l'accès à ces installations, telles que clôtures, balisage, etc...

- ◇ La clôture de chantier ne devra pas empêcher l'évacuation en cas d'incendie vers les escaliers de secours.
 - Toute mesure dérogatoire devra être validée avec les services de sécurité de la clinique.
- ◇ Le bloc opératoire est en activité constante.

Pendant les travaux de rénovation de salles "blanche" et "rose" les autres salles opératoires restent en fonctionnement. Les accès doivent être conservés, particulièrement à la salle "digestive"

- ◇ Tous les travaux "bruyants et provoquant des vibrations transmissibles par le sol, les structures, les cloisons etc..." devront être identifiés et signalés dans le cadre des études de préparation de chantier. Ils ne pourront avoir lieu sans en avoir validé les modalités de réalisation et les horaires d'intervention avec la maîtrise d'œuvre la clinique Lille-Sud.
- ◇ Les interventions au marteau piqueur, burineur et autres machines à percussion sont prohibés. Les techniques à employer seront préférentiellement le sciage, le carottage, les découpes...quels que soit les éléments à perforer ou démolir : voiles, dalles, ovoïde, bitume, etc...
- ◇ Toute coupure, devra être identifiée dans le planning lors de la période de préparation des travaux. Les interventions devront être validées par la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage avant tout démarrage de travaux.
- ◇ Toute intervention en dehors de la zone confinée (notamment pour les passages de réseau et les élargissements de baies dans la pièce centrale) doit être planifiée avec les services techniques de la clinique.
- ◇ Toute coupure de réseau doit être soigneusement planifiée avec les services techniques de la clinique.
- ◇ Les interventions bruyantes sont à prévoir en horaires décalés.
- ◇ Respecteront et appliqueront les consignes d'accès, de contrôle de stationnement et d'occupation des locaux imposées par les propriétaires et utilisateurs des lieux.

Préalablement au démarrage des travaux :

- ◇ Afin de garantir la stabilité des ouvrages, il sera nécessaire d'effectuer l'étalement des planchers notamment pour le bâtiment bain douche.
- ◇ Procéder à la sécurisation du site notamment mise en place des protections collectives initiales des réservations, trémies, circulations horizontales et verticales.
- ◇ Baliser/traiter les zones de débris de matériaux amiantés et plus particulièrement la zone comprenant le flocage en plafond et « polluée » par les débris de flocage au sol ;
- ◇ Procéder à la dératisation du site.

afin de protéger les installations ferroviaires.

5. LES MESURES PRISES, POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE

Le Maître d'Ouvrage doit, l'accès, l'amenée d'eau potable et d'électricité ainsi qu'une évacuation des eaux usées pour que l'installation des locaux destinés au personnel de chantier soit conforme aux dispositions applicables en la matière, et ceci dès qu'une opération de construction de bâtiment excède les 760 000 €.

5.1 Installations de chantier

Se référer aux paragraphes 2.3.1 Plans d'Installation de Chantier

5.1.1 Cantonnements

Se référer aux paragraphes 2.3.6 Cantonnement

Se référer aux paragraphes 2.3.2 Travaux Préparatoires Entretien Divers durant le chantier

Sanitaires

Les sanitaires seront installés et raccordés avant le début des travaux selon les dispositions suivantes

- ◇ Le nombre de postes d'eau sera défini sur la base d'un lavabo pour 10 personnes.
- ◇ L'eau sera potable et à température réglable.
- ◇ Il sera prévu des WC à la turque et des urinoirs avec chasse d'eau, sur la base d'un WC et d'un urinoir pour 20 personnes.
- ◇ Un WC au moins, devra comporter un poste d'eau.
- ◇ Les canalisations d'eau des cantonnements devront être installées " hors gel ".
- ◇ Les douches sur la base d'une pour 20 personnes, comporteront individuellement, une porte pleine, un sas de déshabillage équipé d'un siège et de patères et d'un rideau de séparation.

Vestiaires

Ils seront équipés de bancs et de placards métalliques, aérés, fermant à clé, fournis par l'Entreprise "Responsable" et d'extincteurs portatifs en nombre suffisant.

La surface totale à prévoir sera calculée sur la base de 1, 25 m2 minimum par personne.

Réfectoires

La surface totale sera calculée sur la base de 1,5 m2 minimum par personne. Il sera équipé d'un nombre de tables et de chaises suffisant, d'un évier avec eau froide et eau chaude, de chauffe-plats électriques, d'un réfrigérateur de contenance adapté, d'extincteurs portatifs en nombre suffisant.

Bureaux de chantier / Salle de Réunion

Un local pour le bureau de chantier de la Maîtrise d'œuvre sera installé (Voir dispositions prises par le Maître d'œuvre).avec Table et chaises en nombre suffisants et armoires de rangements.

Installations Complémentaires

L'hébergement sur le site est interdit.

Des installations complémentaires sur le site même du chantier pourront être réalisées avec l'accord du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et du coordonnateur de sécurité. Ces installations seront exclusivement réservées au stockage de matériels ou de matériaux.

Il ne sera pas toléré que ces baraquements soient utilisés comme vestiaires ou réfectoires. Ces installations devront, en tout état de cause, répondre à l'ensemble des textes en vigueur.

5.2 Nettoyage et Gestion des Déchets

Se référer aux paragraphes 2.3.2 Travaux Préparatoires Entretien Divers durant le chantier

Se référer aux paragraphes 3.3.1 Conditions de Stockage, d'Elimination ou d'Evacuation des Déchets

Le nettoyage du chantier détermine une règle première de la sécurité du personnel et fera l'objet d'une attention toute particulière.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de travail et doit en conséquence effectuer les nettoyages et évacuer ses gravats jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

Le nettoyage sera exécuté au fur à mesure de l'avancement des travaux et aussi souvent que nécessaire pour assurer les conditions de travail et la facilité de circulation.

Les eaux, huiles, effluents divers, résultant des travaux, seront canalisées vers des écoulements adéquats.

Les cartons seront pliés, les matériaux légers seront mis dans des sacs, les caisses en bois seront cassées et d'une façon générale, les emballages seront réduits au volume minimum possible.

En tout état de cause les entreprises s'interdisent de brûler des déchets sur le chantier, d'abandonner ou d'enfouir sur place les déchets même inertes

5.3 Démarche environnementale

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

D'autre part, l'élaboration d'un **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets** (S.O.G.E.D.) par chaque entreprise permettra de gérer méthodiquement les déchets, de la production jusqu'à l'élimination.

Trame d'élaboration d'un S.O.G.E.D. :

- ◇ Engagement de l'entreprise pour limiter les impacts environnementaux
- ◇ Obligation de désigner un responsable environnemental par entreprise

Moyens mis en œuvre pour limiter la production de déchets sur le chantier

- ◇ Définition préliminaire du niveau de tri sur et hors site (DI – DIB – DIS autres)
- ◇ Quantités approximatives prévisionnelles de production de déchets
- ◇ Contenants mis à disposition et rotations d'évacuation prévues
- ◇ Centres de stockage, de regroupement, ou de recyclage vers lesquels seront acheminés les déchets
- ◇ Moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en place pendant les travaux

Moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets

◇

Exemples de déchets (liste non exhaustive)

Déchets inertes (DI)	Déchets industriels banals (DIB)	Déchets industriels spéciaux (DIS)
----------------------	----------------------------------	------------------------------------

Ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique durant le stockage.	Également classés comme « déchets ménagers » : sont produits par l'industrie, l'artisanat, le commerce et les services, ne présentent pas de caractère dangereux ou toxiques et ne sont pas inertes. Dans cette catégorie, les déchets d'emballage (DEIC) soumis à des objectifs stricts de valorisation seront utilement traités séparément.	Ou Déchets Industriels Dangereux (DID) contiennent des substances dangereuses ou toxiques et nécessitent des traitements spécifiques à leur élimination.
Terre, sable, pierre. Béton, ciment, fibrociment Terre cuite Verre Carrelage, faïence, céramique, porcelaine. Ardoise. Enrobé bitumineux et asphalte coulé, autres matériaux sans goudron, Matériaux d'isolation minéraux (laine de roche, laine de verre	Plâtre et matériaux à base de gypse. Matériaux d'isolation non minéraux (Polystyrène, polyuréthane...) Matières plastiques, PVC Métaux et alliages /Quincaillerie Bois non traité, déchets verts Pots de peinture et vernis à l'eau Colles et mastics à l'eau, colle et mastics séchés, Emballage papier, carton, plastique. Textiles / Equipements électroniques Piles et accumulateurs (sauf plomb, Ni cd, mercure)	Produits de protection du bois (créosote, cuivre, chrome, arsenic, ...) Solvants, produits de peinture contenant des solvants, Peinture au plomb Polychlorobiphényles, mercure, isocyanate, Tubes fluorescents / Fluides frigorigènes Huiles hydrauliques, huiles moteur, huiles de boîtes, Liquide de frein /Produits explosifs / Bombes aérosols Accumulateur au plomb et Ni cd Goudrons ou produits goudronnés Amiante et produits contenant de l'amiante Tout déchet DI ou DIB mélangés et/ou contaminés et/ou contenant des substances dangereuses.
Valorisation recyclage ou stockage Classe 3.	Valorisation recyclage ou stockage Classe 2.	Recyclage ou stockage Classe 1.

5.4 Mesures de sauvegardes en cas de carence

Au cas où il s'avérerait impossible d'obtenir cette propreté permanente, la Maîtrise d'œuvre et le Coordonnateur pourront, après mise en demeure, faire effectuer ces nettoyages dans un délai à leur convenance et demander l'intervention d'entreprises spécialisées aux frais et risques de l'Entreprise concernée.

6. LES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISATION DES SECOURS

6.1 GENERALITES

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'incendie, d'inondation, d'éboulement, de la présence d'un risque électrique et d'une fuite de gaz doivent figurer sur le Plan Particulier de Sécurité, être affichées dans les locaux du personnel et donner lieu à des exercices périodiques.

Le coordonnateur SPS et, le C.I.S.S.C.T. s'il y a lieu, devront être informés de tout accident ou incident immédiatement après les faits. L'inspection du travail, la CARSAT et, l'O.P.P.B.T.P. devront également être avisés dans les 48 heures.

6.2 REPERAGE DES LIEUX – SIGNALISATION

L'entreprise principale installera, en accord avec les services de police et de la voirie, une signalisation indiquant clairement la localisation du chantier (panneaux, fléchage, etc....)

L'entreprise assurera la maintenance de cette signalisation.

6.3 TELEPHONE DE SECOURS

Une liste des différents numéros d'appel d'urgence sera affichée à côté du téléphone.

Toutefois, il est autorisé les appareils portables sous réserve qu'ils soient disponibles par n'importe quel interlocuteur de façon à prévenir les services d'urgences en composant le 112.

6.4 MATERIEL DE SECOURS

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours (à vérifier et éventuellement à compléter régulièrement). Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés des endroits où ces boîtes sont entreposées.

6.5 SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Au moins 5 pour cent du personnel du chantier devra être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.)

- ◇ Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail.
- ◇ Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés.

La présence d'un secouriste dûment formé est rendue obligatoire, dès lors qu'il y a une quelconque activité sur le site Les S.S.T. devront avoir été formés ou recyclés depuis moins d'un an et colleront, à l'arrière de leur casque, un autocollant d'identification.

- ◇ Les dispositions de l'article R 4224-15 du code du travail.
- ◇ Les dispositions de l'article R 4141-2 du code du travail.

6.6 TRAVAIL ISOLE

Les entreprises prendront toutes les mesures nécessaires afin qu'aucun salarié ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai.

Respecter les dispositions réglementaires en la matière :

- ◇ Section VI, article 15, 16 et 17, prescriptions édictées par le dictionnaire permanent de la sécurité et des conditions de travail en date du 25 Août 1996
- ◇ Les dispositions de l'article R 4512-13 du code du travail.

Pour mémoire

Art. R. 4543-1. – Les dispositions des sections 2 à 6 du présent chapitre sont applicables, sans préjudice de celles du titre Ier du présent livre, aux interventions de vérification, de maintenance, de contrôle technique ainsi qu'aux travaux de réparation et de transformation effectués sur les équipements installés à demeure suivants : ascenseurs, monte-charges, élévateurs de personnes dont la vitesse n'excède pas 0,15 mètre par seconde, escaliers mécaniques, trottoirs roulants ou installations de parcage automatique de véhicules.

Section 5 : Travailleur isolé

" Art. R. 4543-19. – Un travailleur isolé doit pouvoir signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais."

Selon la brochure INRS ED 985 de décembre 2006 le travail isolé se définit comme étant la réalisation d’une tâche, par une personne seule, dans un environnement de travail où elle ne peut être vue ou entendue directement par d’autres et où la probabilité de visite est faible.

Art. R. 4323-61. – Lorsqu’il est fait usage d’un tel équipement de protection individuelle (usage d’un système d’arrêt de chute), un travailleur ne doit jamais rester seul afin de pouvoir être secouru dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.

6.7 PROTECTION CONTRE L’INCENDIE

Les entreprises qui utiliseront des produits inflammables devront le mentionner dans leur Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au P.P.S.P.S.). Le stockage de ces produits sur le chantier est soumis à l’accord du maître d’œuvre et du coordonnateur de sécurité.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par les entreprises. Les entreprises qui effectueront des travaux par points chauds devront approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs portatifs.

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier, dans la zone réservée aux cantonnements et dans toutes les emprises mises à la disposition des entreprises.

Feux de classe A « sont dits secs »	Feux de classe B « sont dits gras »	Feux de classe C « dits de gaz »	Feux de classe D « dits de métaux »
Bois – carton – tissus –paille	Bitume –huiles – Fuel Gazole solvants	Gaz de ville butane propane acétylène	Magnésium sodium aluminium – potassium.....
Poudre ABC-Eau Mousse	Poudre–Mousse–CO2	Poudre–Mousse–CO2	Poudre–Mousse–CO2

10 % des salariés travaillant sur le site devront connaître le maniement des extincteurs.

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.

6.8 SECURITE CIVILE (Déminage)

Les précautions à prendre face à un engin de guerre ou un objet suspect sont les suivantes :

- ◇ Ne pas y toucher,
- ◇ Ne pas y mettre le feu, le laisser là où il se trouve,
- ◇ Repérer l’emplacement (balisage),
- ◇ S’écloigner sans courir,
- ◇ Prévenir immédiatement la mairie, la gendarmerie ou la police.
- ◇ Empêcher quiconque de s’approcher.

Les demandes d’enlèvement d’engins résiduels de guerre doivent être faites par le maire, grâce à un imprimé diffusé par la préfecture. Les demandes dites « d’urgence », faites par téléphone, doivent être confirmées par ce même imprimé dans un délai de 24 heures.

Les engins dangereux sont détruits sur le territoire de la commune de découverte lorsque c’est possible.

7. LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRISES

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS. Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

L'intervention du coordonnateur de sécurité ne modifie en rien l'étendue des responsabilités qui incombent aux entreprises et aux intervenants en matière de sécurité et de protection de la santé.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

7.1 ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Les principales obligations de l'entrepreneur désigné par le maître de l'ouvrage

- ◇ Respecter et appliquer les principes généraux de prévention en phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves.
- ◇ Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT/CRAM et OPPBTP (pour le lot gros œuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage, (art. L. 4532-9, R. 45732-57 à 76) ;
- ◇ Respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (Art. L.4531-1 à L. 4531-18).
- ◇ Viser le registre journal de la coordination SPS et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS (art. L.4531-1 à L. 4531-18) ;
- ◇ Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux (art. R. 4532-38).
- ◇ Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS.
- ◇ Etablissement obligatoire d'un PPSPS
- ◇ Les entreprises exécutant des travaux doivent rédiger avant toute intervention sur le chantier après avoir effectué la visite d'inspection commune, avec le coordonnateur SPS (articles L. 4532-8 et L. 4532-9 du code du travail).
- ◇ L'objectif du PPSPS étant d'évaluer les risques et d'écrire les consignes à observer ou à transmettre aux travailleurs appelés à intervenir sur le chantier et les conditions de santé et de sécurité dans lesquelles vont être exécutés les travaux
- ◇ Délais et règle de diffusion du PPSPS

L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots.

La diffusion du PPSPS est la suivante :

- ◇ 1 exemplaire est adressé pour avis au coordonnateur SPS :
- ◇ Après avis 1 exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS ;
- ◇ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;
- ◇ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CHSCT ou les délégués du personnel.
- ◇ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT/CRAM et à l'OPPBTP, avec avis éventuel du médecin du travail, du CHSCT ou des délégués du personnel.

7.2 VISITE D'INSPECTION COMMUNE

En application de l'article R. 4532-13 du code du travail, le coordonnateur SPS doit procéder à une visite d'inspection commune avec toutes les entreprises, quelles que soient leur rang (titulaire ou sous-traitante), préalablement à l'élaboration de leurs PPSPS.

L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.

Le coordonnateur SPS confirmera en retour la date de la visite d'inspection commune prise d'un commun accord.

Au cours de cette visite d'inspection commune, sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :

- ◇ Les consignes à observer et à transmettre,
- ◇ Les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune est consignée sur le registre journal de la coordination SPS.

7.3 DISPOSITIONS PRISES CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL

Le titulaire du marché doit remettre une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans, l'affirmative certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Il appartient au donneur d'ordre de procéder auprès de son sous-traitant les vérifications résultant de l'Article L822-1 du code du travail

7.4 ENTREPRISES TITULAIRES DU LOT

Avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de lot devront remettre au Coordonnateur de Sécurité, un Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé.

7.4.1 ROLE DU PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.)

Le P.P.S.P.S. est un outil de travail du chantier. Il indique de manière détaillée toutes les dispositions et toutes les mesures relatives à la sécurité et à la protection de la santé des personnels pour tous les travaux que l'entrepreneur va exécuter.

Il doit être établi en tenant compte des données générales et particulières contenues dans le Plan Général de Coordination.

Le P.P.S.P.S. est destiné à servir de guide et d'aide-mémoire aux personnels d'encadrement et d'exécution qui l'utiliseront pour l'exécution de leurs tâches.

L'entrepreneur utilisera également son P.P.S.P.S. – en le commentant – pour assurer l'information et la formation à la sécurité de son personnel ainsi que de chaque nouvel arrivant sur le chantier.

7.4.2 CONTENU DU PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (DEFINI PAR LES ARTICLES R.4532-63 A R.4532-70)

Un canevas de P.P.S.P.S sera transmis aux entreprises qui en feront la demande.

Le P.P.S.P.S. doit comporter au moins quatre parties et des annexes.

1ère partie : Renseignements généraux.

2ème partie : Dispositions en matière de secours et d'évacuation.

3ème partie : Hygiène des conditions de travail et des locaux destinés au personnel.

4ème partie : Dispositions de sécurité et de protection de la santé.

Annexes : Des plans indiquant la localisation du chantier, les accès pour le personnel et les livraisons, l'emplacement des installations de chantier, des cantonnements, etc....

La copie de l'affiche relative aux consignes pour l'appel des secours extérieurs,

Des schémas et croquis détaillés représentant des phases de travail ou des opérations particulières, avec indication des matériels utilisés et des dispositifs de protection ; si ces croquis ne sont pas à l'échelle, ils devront être cotés.

Les fiches de données de sécurité des produits dangereux utilisés.

Les notices ou descriptifs sommaires des matériels mis en œuvre (machines, engins, nacelles, plates-formes élévatrices, échafaudages, etc....)

Un tableau récapitulatif indiquant, pour chaque matériel, les dates des vérifications réalisées par les organismes agréés.

7.4.3 ADDITIFS DU P.P.S.P.S.

Au cours du déroulement du chantier, certaines mesures initialement prévues par l'entrepreneur peuvent s'avérer insuffisantes, inapplicables ou remplaçables. Dans ce cas, l'entrepreneur devra indiquer dans un additif à son P.P.S.P.S., les dispositions de sécurité d'une efficacité au moins équivalente qui seront mises en œuvre. Ces substitutions seront portées à la connaissance du Coordonnateur de Sécurité ainsi qu'aux autres destinataires du P.P.S.P.S. (organismes de prévention, utilisateurs, etc....).

7.4.4 MODALITES DE TRANSMISSION DU P.P.S.P.S.

Rappel des règles de diffusion du PPSPS :

Art. R.4532-58 : Sur les chantiers de Niveau 1 et 2, communication à tous les intervenants (sur leur demande) des PPSPS des autres intervenants.

Art. R.4532-59 : Diffusion obligatoire à toutes les entreprises intervenantes (chantier de bâtiment uniquement), le PPSPS du lot principal (lot réalisant les installations de chantier), du lot Gros Œuvre et des lots présentant des risques particuliers.

Art. R.4532-60 : Diffusion à son sous-traitant, par le traitant du présent PGC, d'un document précisant les mesures d'organisation générales que le traitant a retenue (éventuellement son PPSPS).

Art. R.4532-70 : Diffusion par les entreprises, à l'Inspection du Travail, des Services préventions de la CRAM, du comité régional de l'OPBTP, de leur PPSPS, par le lot principal ou le lot Gros-Œuvre, de même que les entreprises ayant des travaux entrant dans la future liste des travaux à risques particuliers.

Art. R.4532-71 : Un exemplaire, doit être tenu à jour et à disposition sur les chantiers par les entreprises les ayant établis.

Chaque entreprise devra fournir son P.P.S.P.S. au Coordonnateur Sécurité avant le début de ses travaux. De plus, en fonction de la consistance du P.P.S.P.S., le Coordonnateur pourra le refuser ou en demander un additif après l'avoir analysé en justifiant toutefois, par écrit, sa décision. L'entrepreneur concerné sera alors tenu de modifier et de compléter son P.P.S.P.S en tenant compte des demandes du coordonnateur.

Un exemplaire à jour du P.P.S.P.S. est tenu en permanence sur le chantier. Cet exemplaire peut être consulté par les membres du C.I.S.S.C.T., les membres du C.H.S.C.T. ou, à défaut, les délégués du personnel, le médecin du travail, l'inspecteur du travail, le représentant du service de prévention de l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels et l'agent l'O.P.B.T.P.

L'entrepreneur le tient constamment à la disposition de l'inspection du travail.

Il devra être conservé par l'entrepreneur pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage.

7.5 SOUS-TRAITANTS

La sous-traitance est soumise à l'accord préalable du Maître d'Ouvrage

Le dossier d'agrément du sous-traitant comportera notamment :

- ◇ Un dossier de présentation du sous-traitant (qualification, références, organisation),
- ◇ Copie du contrat de sous-traitance qui devra être conforme aux dispositions de la Loi du 31 décembre 1975,
- ◇ Une attestation du sous-traitant certifiant qu'il y a eu communication de ce PGC et qu'il en accepte les termes : visite préalable, fourniture d'un PPSPS, CISSCT, cantonnement, etc.,
- ◇ Moyen permettant de contrôler son personnel (badge ou liste, suivant prescriptions).

Avant toute intervention sur le chantier, le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS.

L'entrepreneur qui fait exécuter en tout ou partie, le contrat conclu avec le Maître de l'ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, remet à ceux-ci un exemplaire du Plan Général de Coordination et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la Sécurité et la Santé des travailleurs. Ce document pourra être son propre PPSPS.

Le sous-traitant tient compte dans l'élaboration du P.P.S.P.S. des informations fournies par l'entrepreneur ainsi que des dispositions contenues dans le P.G.C.

7.6 Intérimaires

Les entreprises employant du personnel intérimaire doivent s'assurer notamment :

- ◇ Que le personnel soit apte à effectuer le travail auquel il est destiné. **(En particulier le travail en hauteur et le port de charges lourdes).**
- ◇ Que l'intéressé est en règle au point de vue de carte de travail et carte de séjour.
- ◇ Que le personnel a subi la formation à la Sécurité (livret d'accueil).
- ◇ Que le personnel intérimaire justifiera des pièces de contrôle sous le nom de l'entreprise utilisatrice.
- ◇ Que le personnel soit en possession de tous ces équipements de protection individuel
- ◇ Le titulaire du marché doit remettre une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans, l'affirmative certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

7.7 PRET DE MAIN D'ŒUVRE

Le prêt de main d'œuvre entre entreprise est soumis aux conditions légales exprimées dans le code du travail, notamment les articles L.1251-3 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupements d'employeurs), L.1221-10 et suivants (déclaration de mouvements de main d'œuvre), et L.8221-1 et suivants (travail clandestin).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises des secteurs du bâtiment et/ou des travaux publics est réservé aux entreprises qui, pour des conditions d'intempéries ou d'insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et de ce fait le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées au même problème météorologique.

Dans ce cas, l'entreprise « prêteuse » ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes et les frais professionnels remboursés le cas échéant.

Le dossier du contrat de prêt devra être présenté au coordonnateur SPS en même temps que le PPSPS de l'entreprise utilisatrice.

Le dossier comportera au minimum les éléments suivants :

- ◇ Noms, prénoms, qualifications, attestations médicales du personnel prêté.
- ◇ Heures de présences et emploi sur le site.
- ◇ L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non-présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au Maître de l'Ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise « prêteuse », ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

7.8 TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier sont assujettis :

- ◇ A l'obligation de remettre au Coordonnateur Sécurité un P.P.S.P.S
- ◇ Au respect des décrets n° 95.607 et 95.608 du 6 mai 1995.

Le plan général de coordination leur est applicable en totalité.

7.9 PENALITES

L'intervention sur le chantier sans diffusion du P.P.S.P.S. au Coordonnateur de Sécurité entraînera l'application des pénalités prévues dans le C.C.A.P. pour non remise de document, et l'expulsion immédiate de l'entreprise concernée.

S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'entreprise principale (entreprise ayant sous-traité ses travaux) et le sous-traitant sera expulsé.

Ces pénalités seront appliquées en cas de non-transmission dans les délais fixés par le Coordonnateur de Sécurité :

d'un P.P.S.P.S. modifié pour donner suite aux observations du Coordonnateur,

d'un additif au P.P.S.P.S. (interdiction de débiter les travaux concernés par l'additif)

7.10 Recensement des accidents du travail

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.

8. ANNEXES

1. Liste des Lots & des Entreprises désignées par le maître d'ouvrage
2. Document Harmonisé des Organisations de Livraison (DHOL)
3. Fiche « En Cas d'Accident »
4. Décret du 8 janvier 1965 modifié par décret du 6 mai 1995 (base vie)
5. Notice d'Accueil et de Formation à la Sécurité
6. Permis de Feu
7. Bordereau de Suivi des Déchets de Chantier
8. D.I.U.O. Bibliothèque d'éléments à fournir par les entreprises

9. LISTE DES LOTS & DES ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

N° Lot	Désignation	Raison Sociale	Adresse	Contact	Coordonnées téléphoniques
1					

10. DOCUMENT HARMONISE DES ORGANISATIONS DE LIVRAISON (DHOL)

Les opérations de livraison sur chantier exposent les livreurs, réceptionnaires et autres salariés à des risques d'accident très graves.

Pour éviter cela, une recommandation de la CNAMTS (R.476) du 21 mai 2015 a pour objet de réduire les risques, en préconisant les bonnes pratiques, auxquels sont exposés tous les salariés lors des opérations de livraison de matériaux et d'éléments de construction sur les chantiers du BTP et des travaux publics.

Ces mesures de prévention s'articulent autour de 4 axes :

- ◇ Adéquation des équipements et des lieux de travail à ces opérations,
- ◇ Coordination des différents acteurs par un meilleur échange d'information
- ◇ Organisation du chantier,
- ◇ Formation des différents acteurs,

Le DHOL précise le cadre des opérations de livraison sur le chantier pour toutes les entreprises intervenantes.

L'entreprise du BTP établit son PPSPS et renseigne le DHOL, avant les livraisons, à partir des différents éléments (PGC, VIC, ...) et par les informations qui lui sont propres, et avant. Ce document, basé sur les éléments communs du chantier, devient le DHOL particulier de l'entreprise. Il est annexé au PPSPS de celle-ci.

Il doit être régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution du chantier impactant les livraisons.

Avant la livraison, les entreprises du BTP envoient à leurs fournisseurs le DHOL actualisé.

Si le DHOL ne peut pas être adressé à temps, l'entreprise du BTP informe le fournisseur du contenu du DHOL.

Ce document permet de préparer les livraisons en sécurité, notamment la coordination entre les acteurs de celle-ci.

Le DHOL doit intégrer les renseignements suivants, indispensables à la réalisation des opérations de livraison en sécurité :

- ◇ L'adresse du chantier,
- ◇ Les horaires de livraison,
- ◇ Les personnes à contacter (réceptionnaire) : Nom, N° de téléphone, coordonnées...

- ◇ Les consignes de sécurité du chantier incluant les consignes de secours et de circulation, les modalités d'accès et de stationnement,
- ◇ Le plan du chantier précisant le lieu des vestiaires et des sanitaires (Cf. Plan d'Installation de chantier),
- ◇ La définition des lieux de livraison et des zones de stockage (Recette à matériaux, zone délimitée au sol...),
 - Les dimensions de l'aire de déchargement disponible afin de stabiliser le camion,
 - La nature et la résistance du sol,
 - La charge utile des recettes à matériaux,
 - La distance de la zone de déchargement à l'axe du camion, dans le cas de l'utilisation d'une grue de chargement,
 - Les appareils de levage et engins de manutention qui seront utilisés le cas échéant pour décharger le véhicule,
- ◇ Signalisation des situations de co-activité,
- ◇ Signalisation des lignes électriques aériennes et réseaux dans un périmètre de 50m autour des voies de circulation et des zones de stockage1,
- ◇ Caractéristiques admissibles sur le chantier du véhicule (gabarit, PTAC...),
- ◇ Autres renseignements utiles pour l'organisation des livraisons en sécurité.

ANNEXE : Modèle DHOL

INTITULE CHANTIER :

DATE du Document :

Indice : 00

Date Ind :

Eléments modifiés :

Information générale

Adresse Chantier :

Coordonnées GPS :

Latitude :

Longitude :

Contraintes horaires de livraisons : Eviter les nuisances pour les riverains.

Moyens mutualisés de levage et manutention : cf. PGCSPS

Quai de déchargement : ☐ oui ☐ non

Autres renseignements utiles (contraintes administratives...) :

Chantier situé dans une zone résidentielle avec présence des riverains et commerces

Partie à renseigner par l'entreprise du BTP

Nom de l'entreprise :

Adresse et coordonnées téléphonique de l'entreprise :

Accès chantier (Si différent de l'adresse du chantier) :

Nom du ou des Réceptionnaire(s)

N° téléphonique du ou des réceptionnaire(s) :

Plages horaires de livraisons :

Présence chef de manœuvre : ☐ oui ☐ non

Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion :

☐ d(m)

☐ h(m)

Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant) :

Appareil de levage utilisé pour l'opération :

☐ grue de chargement

☐ appareil propre au chantier

☐ appareil à la charge du fournisseur

Type :

Situations de co-activité :

Autres renseignements utiles :

A ce document, il faut joindre le PIC avec au minima les éléments suivants :

- Accès, stationnement et voies de circulation

- Installations sanitaires et vestiaires
- Points sensibles (dans l’emprise du chantier et en périphérie : lignes électriques aériennes, réseau, écoles, ...)
- Zones de stockage et dimensions des aires de stockage
- Charges admissibles
- Nature et résistance du terrain
- Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)
- Les consignes de sécurité du chantier incluant les consignes de secours et de circulation,

10.1 Fiche « En Cas d'Accident »



OPPBTP
La prévention BTP

En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui,
après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18

Pompiers

112

Centre d'appels secours

15

Samu

et dites...

- 1 Ici chantier**

À (commune ou arrondissement)

N° Rue

En face de

Téléphone
- 2 Précisez la nature de l'accident**

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.

Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
- 3 Signalez le nombre de blessés et leur état**

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.
- 4 Décrivez l'intervention du secouriste**

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...
- 5 Fixez un point de rendez-vous**

et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.
- 6 Faites répéter le message**

Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant **leur nom** doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.



10.2 Décret du 8 janvier 1965 modifié par décret du 6 mai 1995 (base vie)

DISPOSITIF A PARTIR DU 1^{ER} JANVIER 1997

		DUREE DU CHANTIER			
INSTALLATION D'ACCUEIL DANS LES CHANTIERS		< 4 mois	> 4 mois	OBSERVATIONS	CODE DU TRAVAIL (C.T.) et DECRET (D.)
LOCAL VESTIAIRE	Local avec armoires-vestiaires. Si chantier exigü, possibilité patères.	●		Aéré, chauffé en saison froide. Possibilité d'utiliser des véhicules spécialement aménagés.	D. du 8.1.65 Art R 4534-139 et R 4534-140
	Local avec armoires-vestiaires.		●	Armoires vestiaires ininflammables avec serrures ou cadenas.	C.T. R 4228-6
REPAS ET MATERIEL DE REFECTOIRE	Local réfectoire	●	●	Aéré, éclairé, chauffé en saison froide. Tables et sièges en nombre suffisant. Nettoyage local et équipements après chaque repas.	D. du 8.1.65. Art R 4534-142 C.T. R.4228-22 à 24
	Appareils de réchauffage ou cuisson	●	●		
	Garde-manger	●	●		
	Réfrigérateur	Facultatif	●		
EAU POTABLE TOILETTE CHAUDE	Eau pour la boisson	●	●	Eau potable, fraîche : 3 litres au moins par jour et par travailleur.	D. du 8.1.65 Art R 4534-143
	Eau pour la toilette	●	●	En quantité suffisante, potable.	D. du 8.1.65. Art R 4534-141
	Eau chaude		●	Un robinet d'eau chaude potable, fraîche et chaude pour 10 personnes prenant leurs repas.	C.T. R. 4228-22
INSTALLATION S SANITAIRES	Lavabos ou rampes pour la toilette. Moyens de nettoyage, séchage, essuyage.	●		Eau courante, potable. Si impossible eau courante, brancher sur réservoir 1 orifice au moins pour 10 travailleurs. Eau à température réglable facultative.	D. du 8.1.65. Art R 4534-141
	Lavabos, moyens de nettoyage, séchage, essuyage.		●	Lavabo à eau potable. Eau à température réglable. Un lavabo pour 10 personnes au plus.	C.T. R. 4228-7
	Douches.	●	●	Les douches sont obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres et salissants.	C.T. R. 4228-8
CABINETS D'AISSANCE URINOIRS	Cabinets d'aisance et urinoirs.	●	●	Un cabinet et un urinoir pour 20. Papier hygiénique. Chauffés et aérés. Un cabinet au moins avec poste d'eau.	D. du 8.1.65. Art R 4534-144 C.T. R. 4228-10

Au cas où la disposition des lieux ne permettrait pas de mettre en place un local ou un véhicule spécialement aménagé, possibilité de rechercher un emplacement offrant des conditions au moins équivalentes.

10.3 Notice d'Accueil et de Formation à la Sécurité

Nom : Prénom :		Qualification : Poste occupé sur le chantier :	
Accueil par : Mr		Entreprise :	
Type de contrat :		Fonction :	
C.D.D :	<input type="checkbox"/>	C.D.I :	<input type="checkbox"/>
Intérimaire :	<input type="checkbox"/>	Stagiaire : Décret 2015-1327 du 26/10/15 :	<input type="checkbox"/>
Je soussigné, reconnaît avoir reçu un accueil sécurité sur le chantier :			
Présentation du chantier		<input type="checkbox"/>	
Risques généraux	<input type="checkbox"/>	Zone de stationnement	<input type="checkbox"/>
Consignes en cas d'accident ou incendie	<input type="checkbox"/>	Voies de circulation	<input type="checkbox"/>
Présentation du P.G.S.P.S.	<input type="checkbox"/>	Risques particuliers au poste de travail	<input type="checkbox"/>
Règlement intérieur	<input type="checkbox"/>	Présentation du P.P.S.P.S	<input type="checkbox"/>
Habilitations :	<input type="checkbox"/>	Guide de sécurité OPPBTP	<input type="checkbox"/>
Type à préciser :			
Formation :	Outils vibrants :	Travaux en hauteur :	Travaux à risques :
Bruit :	Produits chimiques :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autorisation de conduite :	Engins :	Grues mobiles :	Vérification CACES :
Nacelles auto élévatrices :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Remise des équipements de protections individuelles			
Casque :	<input type="checkbox"/>	Chaussure de sécurité :	<input type="checkbox"/>
Gants :	<input type="checkbox"/>	Protection auditive :	<input type="checkbox"/>
Harnais de sécurité anti chutes :	<input type="checkbox"/>	Masque respiratoire :	<input type="checkbox"/>
		Autres :	<input type="checkbox"/>
Visite médicale			
Date certificat aptitude au poste occupé :		Convocation visite médicale le :	
Risques particuliers présentés dans le plan particulier de sécurité et de protection de la santé :			
NATURE DES TACHES		RISQUES GENERES MOYENS DE PREVENTION	

Le Chef de chantier :
Nom / Prénom :
Date :

Le salarié :
Nom / Prénom :

10.4 Bordereau de Suivi des Déchets de Chantier



Formulaire CERFA n° 12571*01

Décret n°2005-635 du 30 mai 2005
Arrêté du 29 juillet 2005

Bordereau de suivi des déchets

Page n° /

- À REMPLIR PAR L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -

Bordereau n° : 1. Émetteur du bordereau <input type="checkbox"/> Producteur du déchet <input type="checkbox"/> Collecteur de petites quantités de déchets relevant d'une même rubrique (joindre annexe 1) <input type="checkbox"/> Personne ayant transformé ou réalisé un traitement dont la provenance des déchets reste identifiable (joindre annexe 2) <input type="checkbox"/> Autre détenteur N° SIRET : [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mél : Personne à contacter :		2. Installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévue Entreposage provisoire ou reconditionnement <input type="checkbox"/> oui (cadres 13 à 19 à remplir) <input type="checkbox"/> non N° SIRET : [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mél : Personne à contacter : N° de CAP (le cas échéant) : Opération d'élimination / valorisation prévue (code D/R) :
3. Dénomination du déchet Rubrique déchet : [] [] [] [] Consistance : <input type="checkbox"/> solide <input type="checkbox"/> liquide <input type="checkbox"/> gazeux Dénomination usuelle :		
4. Mentions au titre des règlements ADR, RID, ADN, IMDG (le cas échéant)		
5. Conditionnement : <input type="checkbox"/> benne <input type="checkbox"/> citerne <input type="checkbox"/> GRV <input type="checkbox"/> fût <input type="checkbox"/> autre (préciser) Nombre de colis :		
6. Quantité <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée tonne(s)		
7. Négociant (le cas échéant) N° SIRET : [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Récépissé n° : Département : Limite de validité : Personne à contacter : Tél. : Fax : Mél :		

- À REMPLIR PAR LE COLLECTEUR-TRANSPORTEUR -

8. Collecteur-transporteur N° SIRET : [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mél : Personne à contacter :	Récépissé n° : Département : Limite de validité : Mode de transport : Date de prise en charge : / / Signature : <input type="checkbox"/> Transport multimodal (Cadres 20 et 21 à remplir)
--	---

- DÉCLARATION GÉNÉRALE DE L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -

9. Déclaration générale de l'émetteur du bordereau : Je soussigné certifie que les renseignements portés dans les cadres ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi. NOM : Date : / /	Signature et cachet :
--	-----------------------

- À REMPLIR PAR L'INSTALLATION DE DESTINATION -

10. Expédition reçue à l'installation de destination N° SIRET : [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Personne à contacter : Quantité réelle présentée : tonne(s) Date de présentation : / / Lot accepté : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Motif de refus : Signature : Date : / / Signature et cachet :	11. Réalisation de l'opération : Code D/R : Description : Je soussigné certifie que l'opération ci-dessus a été effectuée NOM : Date : / / Signature et cachet :
12. Destination ultérieure prévue (dans le cas d'une transformation ou d'un traitement aboutissant à des déchets dont la provenance reste identifiable le nouveau bordereau sera accompagné de l'annexe 2 du formulaire CERFA n°12571*01) : Traitement prévu (code D/R) : N° SIRET : [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Personne à contacter : Tél. : Fax : Mél :	

L'original du bordereau suit le déchet.



Formulaire CERFA n° 12571*01

Décret n°2005-635 du 30 mai 2005
Arrêté du 29 juillet 2005

Bordereau de suivi des déchets (suite)

Page n° /

N° du bordereau de rattachement :

- À REMPLIR EN CAS D'ENTREPOSAGE PROVISOIRE OU DE RECONDITIONNEMENT -

13. Réception dans l'installation d'entreposage ou de reconditionnement N° SIRET : [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Quantité présentée : <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée tonne(s) Date de présentation : / / Lot accepté : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Motif de refus : Date : / / Signature et cachet :	14. Installation de destination prévue N° SIRET : [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mél : Personne à contacter : N° de CAP (le cas échéant) : Opération d'élimination / valorisation prévue (code D/R) : Cadre 14 rempli par : <input type="checkbox"/> Émetteur du bordereau (cf cadre 1) <input type="checkbox"/> Installation d'entreposage ou de reconditionnement (cf cadre 13)
15. Mentions au titre des règlements ADR, RID, ADN, IMDG (le cas échéant) : (à remplir en cas de reconditionnement uniquement)	
16. Conditionnement : <input type="checkbox"/> benne <input type="checkbox"/> citerne <input type="checkbox"/> GRV <input type="checkbox"/> fût <input type="checkbox"/> autre (préciser) Nombre de colis :	
17. Quantité <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée tonne(s) (à remplir en cas de reconditionnement uniquement)	
18. Collecteur-transporteur après entreposage ou reconditionnement N° SIREN : [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mél : Personne à contacter : Récépissé n° : Département : Limite de validité : Mode de transport : Date de la prise en charge : / / Signature : <input type="checkbox"/> Transport multimodal (Cadres 20 et 21 à remplir)	
19. Déclaration de l'exploitant du site d'entreposage ou de reconditionnement : Je soussigné certifie que les renseignements portés ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi. NOM : Date : / / Signature et cachet :	

- À REMPLIR EN CAS DE TRANSPORT MULTIMODAL -

20. Collecteur-transporteur n° N° SIREN : [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mél : Personne à contacter :	Récépissé N° : Département : Limite de validité : Mode de transport : Date de prise en charge : / / Signature :
21. Collecteur-transporteur n° N° SIREN : [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mél : Personne à contacter :	Récépissé N° : Département : Limite de validité : Mode de transport : Date de prise en charge : / / Signature :

Ce feuillet n'est à joindre que lorsqu'une des cases est remplie.

10.5 D.I.U.O. Bibliothèque d'éléments à fournir par les entreprises

Les ENTREPRISES sont concernées par la remise des plans et notes techniques dont un exemplaire sera à remettre au Coordonnateur SPS qui les intégrera au D.I.U.O. à savoir :

La localisation, les accès, les dispositifs et moyens mises en œuvre pour les interventions ultérieures

Dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (D.I.U.O)

Chaque entrepreneur devra remettre au fur et à mesure de leur acceptation, au Maître d'œuvre, qui transmettra au coordonnateur SPS, tous les documents, plans fiches techniques, etc. qui seront nécessaires à la constitution du dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage.

ETAT RECAPITULATIF DES INTERVENTIONS A PREVOIR	TEXTES DE REFERENCES
Nettoyage des surfaces vitrées en façade	ART. R.4214-2
Nettoyage des surfaces vitrées en toiture	ART. R.4214-2
Entretien de la couverture	ART. R.4211-3
Ramonage	ART. R.4211-3
Mise en place et/ou réparation d'antennes	ART. R.4211-3
Entretien et équipements des locaux techniques	ART. R.4211-3
Entretien des façades	ART. R.4211-3
Ravalement des halls de grande hauteur	ART. R.4211-3
Accès aux machineries d'ascenseur	ART. R.4211-3
Accès aux canalisations en vide sanitaire	ART. R.4211-3
Accès aux canalisations en galeries techniques	ART. R.4211-3
Eclairage de locaux de faible hauteur < à 3.00 m	ART. R.4211-3
Eclairage de locaux de grande hauteur > à 3.00m	ART. R.4213-2 et R.4211-2
Eclairage extérieur	ART. R.4211-3
Entretien des installations de ventilation	ART. R.4213-2 et R.4211-2
Entretien des portes et portails auto et semi-auto	ART. R.4211-3
Entretien des installations de désenfumage	ART. R.4213-2 et R.4211-3
Activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles d'émettre des fibres d'amiante	Arrêté du 21/12/93
Activités et interventions sur les matériaux ou composés susceptibles de contenir du plomb	Arrêté du 05/08/92 Décret 2006-761 du 30/06/06 Décret de 95-608

Fait a Saint Jean D'Eyraud le 15/07/2024

Thierry Van Oost

